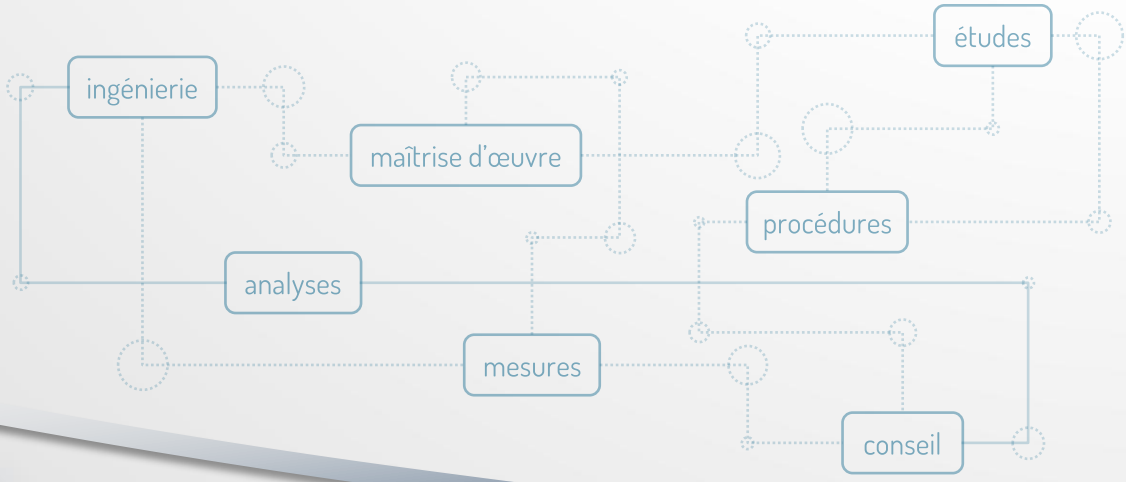
DOSSIER REGLEMENTAIRE

THONON agglomération

Construction d'une nouvelle station d'épuration de Douvaine

Déclaration d'intention,
Articles L.121-18 et R.121-25 du Code de l'environnement



octobre 2026

SAGE environnement

12 Avenue du Pré de Challes – Parc des Glaisins
ANNECY LE VIEUX – 74 940 ANNECY
☎ 04 50 64 06 14 🖷 04 50 64 08 73
@ : sage.annecy@sage-environnement.fr
ⓘ : www.sage-environnement.com

Référence document : SC/25.171/V2
Indice de révision : V2 - Statut : Définitif

Fiche document :

Informations :

Client / Maître d'ouvrage :	Thonon Agglomération
Contact – Coordonnées :	Thonon Agglomération 2, place de l'Hôtel de Ville BP 80114 74207 Thonon-les-Bains Cedex

Numéro dossier SAGE :	25.171
Responsable :	Sandrine Chabault
Assistant(e)s :	
Relecteur :	
Titre :	Construction d'une nouvelle station d'épuration de Douvaine
Sous titre – objet :	Déclaration d'intention, Articles L.121-18 et R.121-25 du Code de l'environnement
Catégorie document :	Dossier réglementaire
Mots clés :	Station d'épuration, Autorisation, Haute-Savoie
Statut document :	Définitif
Indice de révision :	V2
Référence document :	SC/25.171/V2
Confidentialité :	
Fichier :	Déclaration d'intention.docx
Date :	23/10/2026
Nombre de pages :	9

Historique des versions et révisions :

Indice révision	Date	Détails – modifications	Resp.
0	17/09/2026	Version initiale	Sandrine Chabault
1	18/08/2026	Version corrigée selon relecture du maître d'ouvrage	Sandrine Chabault
2	23/10/2026	Version complétée à la demande des services de l'Etat (DDT)	Sandrine Chabault

SAGE environnement

12 Avenue du Pré de Challes – Parc des Glaisins
ANNECY LE VIEUX – 74 940 ANNECY
☎ 04 50 64 06 14 🖷 04 50 64 08 73
@ : sage.annecy@sage-environnement.fr
ⓘ : www.sage-environnement.com

PREAMBULE

Pour tout projet, plan ou programme soumis à évaluation environnementale, réalisé sous maîtrise d'ouvrage publique et dont le montant des dépenses prévisionnelles est supérieur à cinq millions d'euros hors taxes, **le public bénéficie d'un droit d'initiative** lui permettant de solliciter du représentant de l'État l'organisation d'une concertation préalable lorsqu'aucune concertation préalable obligatoire n'est prévue et qu'aucune concertation n'a été engagée à l'initiative de la personne publique responsable ou du maître d'ouvrage,.

Pour cela, l'article L. 121-18 du Code de l'environnement indique que :

*« I. - Pour les projets [soumis à évaluation environnementale], **une déclaration d'intention est publiée par le maître d'ouvrage avant le dépôt de la demande d'autorisation**.*

Aucune participation [du public à une décision ayant une incidence sur l'environnement] ne peut être engagée en l'absence de cette publication. […] »

L'article L. 121-19 du Code de l'environnement précise :

*« I. - **Le droit d'initiative** […] **peut être exercé** auprès du représentant de l'Etat **par** :*

*1° **Un nombre de ressortissants majeurs de l'Union européenne résidant dans le périmètre de la déclaration d'intention égal à 20 % de la population recensée dans les communes** du même périmètre, **ou à 10 % de la population recensée dans le ou les départements, dans la ou les régions** où se trouve tout ou partie du territoire mentionné dans la déclaration d'intention ;*

*2° **Un conseil régional, départemental ou municipal ou l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale** dont le territoire est compris en tout ou partie dans celui défini dans la déclaration d'intention ;*

*3° **Une association agréée au niveau national** en application de l'article L. 141-1, ou **deux associations ou une fédération d'associations agréée (s)** au titre de l'article L. 141-1 **dans le cadre de la région ou du département** dont le territoire est compris en tout ou partie dans celui défini dans la déclaration d'intention.*

Le droit d'initiative s'exerce, au plus tard, dans le délai de deux mois suivant la publication de la déclaration d'intention d'un projet […]. Aucune concertation préalable organisée selon des modalités librement fixées ne peut être mise en œuvre dans ce même délai ou avant la décision du représentant de l'Etat donnant une suite favorable à la demande sollicitant l'organisation d'une concertation préalable. Dans ce délai, seule une concertation préalable respectant les modalités fixées aux articles L. 121-16 et L. 121-16-1 peut être engagée par le maître d'ouvrage ou la personne publique responsable. »

Sur décision n° 2026-ARA-KKP-6653-N20726 de l'autorité en charge de l'examen au cas par cas, le projet porté par Thonon Agglomération est soumis à évaluation environnementale. Réalisé sous maîtrise d'ouvrage publique et nécessitant des dépenses prévisionnelles supérieures à 5 millions d'euros hors taxes, **il est par suite assujetti à déclaration d'intention**.

Cette déclaration d'intention, objet du présent document, prend la forme prévue au 1° du III de l'article L. 121-18 du Code de l'environnement, qui précise que :

« III. - Valent déclaration d'intention :
1° Pour les projets mentionnés au 1° de l'article L. 121-17-1, les décisions de cas par cas imposant une étude d'impact mentionnée à l'article L. 122-1, si celle-ci n'a pas déjà été faite, et dès lors que cette décision est publiée dans les conditions fixées au I, accompagnée du formulaire de demande et d'une description des modalités de concertation préalable telles que prévues au 6° du I, sur le site internet ;
[…] »

I. MOTIVATIONS ET RAISONS D'ETRE DU PROJET

Créée le 1er janvier 2017, Thonon Agglomération est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) né du regroupement des communautés de communes du Bas-Chablais et des Collines du Léman, avec extension à la ville de Thonon-les-Bains et intégration du SYMASOL (Syndicat Mixte des Affluents du Sud-Ouest Lémanique).

Cette structure intercommunale associe 25 communes réparties sur plus de 250 km², de la métropole genevoise à Thonon-les-Bains, sa ville-centre.



Cette intercommunalité est compétente en matière de collecte, de transport et de traitement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire. Elle est à ce titre maître d'ouvrage du système d'assainissement de Douvaine qui assure la collecte et le traitement des effluents de 12 communes françaises : Ballaison, Bons-en-Chablais, Chens-sur-Léman, Douvaine, Excenevex, Massongy, Messery, Nernier, Loisin, Sciez, Veigy-Foncenex, Yvoire, ainsi que, par convention, de ceux des communes suisses d'Hermance et de Veigy.

Mise en service en 1997, l'actuelle station d'épuration de Douvaine, implantée sur la commune éponyme, dispose d'une capacité nominale de traitement de 45 000 équivalents-habitants. Elle est de type lit bactérien avec filtration tertiaire.

La station d'épuration existante, dont la dernière extension a été réalisée en 2016, a aujourd'hui atteint ses limites de capacité.

L'agglomération d'assainissement à laquelle elle est rattachée est marquée par un fort dynamisme démographique (+15 % sur 10 ans) et le PLUi-HM de Thonon Agglomération prévoit la poursuite du développement urbain sur son périmètre.

Dans ce contexte, l'intercommunalité a décidé d'engager la construction d'une nouvelle station d'épuration.

II. PRESENTATION DU PROJET

La nouvelle station d'épuration sera dimensionnée pour répondre aux besoins des communes raccordées en matière de traitement de leurs eaux usées à l'horizon 2060. Elle disposera, à cette fin, d'une capacité épuratoire de 73 000 équivalents-habitants.

Elle prendra place sur un site englobant celui occupé par les ouvrages existants ainsi que des parcelles limitrophes, pour lesquelles Thonon Agglomération a engagé une procédure d'acquisition amiable.



Figure 1 : Localisation du projet (IGN, 1/25 000)

Le site du projet s'étendra ainsi sur une emprise totale de 41 143 m^2. Il comprendra tout ou partie des parcelles cadastrales n°0440, 0441, 1250, 1252, 1254, 1768, 2338, 2614, section 0D de la commune de Douvaine (cf. plan ci-après).



Figure 2 : Extrait du plan cadastral

Les eaux usées traitées et by-passées seront rejetées dans le Léman via l'émissaire de rejet existant, qui sera conservé et ne fera l'objet d'aucune modification.

Comme actuellement, le projet intégrera une méthanisation des boues et graisses produites sur site. Le biogaz produit sera épuré en biométhane, puis valorisé par injection dans le réseau de distribution de gaz.

III. MODALITES ENVISAGEES DE CONCERTATION PREALABLE DU PUBLIC

Thonon Agglomération n'envisage pas la mise en œuvre d'une concertation préalable du public pour ce projet. En effet, sa mise en œuvre requiert une autorisation environnementale, dont la procédure d'instruction inclut une période durant laquelle le public pourra prendre connaissance du projet et déposer des contributions.

La présente déclaration d'intention ouvre néanmoins au public un droit d'initiative pour demander au représentant de l'Etat concerné l'organisation d'une telle concertation, comme le prévoit l'alinéa III de l'article L.121-17 du Code de l'Environnement.

Construction d'une nouvelle station d'épuration de Douvaine

Déclaration d'intention,
Articles L.121-18 et R.121-25 du Code de l'environnement

Demande d'examen au cas par cas

octobre 2026

Référence document : SC/25.171/V2
Indice de révision : V2 - Statut : Définitif

DOSSIER REGLEMENTAIRE

THONON agglomération

Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine

Demande d'examen au cas par cas



septembre 2026

SAGE environnement

12 Avenue du Pré de Challes – Parc des Glaisins
ANNECY LE VIEUX – 74 940 ANNECY
☎ 04 50 64 06 14 🖷 04 50 64 08 73
@ : sage.annecy@sage-environnement.fr
ⓘ : www.sage-environnement.com

Référence document : SC/25.171/V0
Indice de révision : V0 - Statut : Provisoire

Fiche document :

Informations :

Client / Maître d'ouvrage :	Thonon Agglomération
Contact – Coordonnées :	Thonon Agglomération 2, place de l'Hôtel de Ville BP 80114 74207 Thonon-les-Bains Cedex

Numéro dossier SAGE :	25.171
Responsable :	Sandrine Chabault
Assistant(e)s :	
Relecteur :	
Titre :	Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine
Sous titre – objet :	Demande d'examen au cas par cas
Catégorie document :	Dossier réglementaire
Mots clés :	Station d'épuration, Haute-Savoie
Statut document :	Provisoire
Indice de révision :	V0
Référence document :	SC/25.171/V0
Confidentialité :	
Fichier :	Dossier de demande d'examen.docx
Date :	18/09/2026
Nombre de pages :	12

Historique des versions et révisions :

Indice révision	Date	Détails – modifications	Resp.
0	07/07/2026	Version initiale	Sandrine Chabault

SAGE environnement

12 Avenue du Pré de Challes – Parc des Glaisins
ANNECY LE VIEUX – 74 940 ANNECY
☎ 04 50 64 06 14 🖷 04 50 64 08 73
@ : sage.annecy@sage-environnement.fr
ⓘ : www.sage-environnement.com

Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine

Demande d'examen au cas par cas

CERFA n°14734*03

septembre 2026

Référence document : SC/25.171/V0
Indice de révision : V0 - Statut : Provisoire

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Liberté
Égalité
Fraternité

CERFA
N° 14734 * 04

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est émis par le ministère en charge de l'écologie.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement via ce lien

Cadre réservé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas

Date de réception : __ __/__ __/__ __ __ __

Dossier complet le : __ __/__ __/__ __ __ __

N° d'enregistrement : _____

1 Intitulé du projet

Construction de la nouvelle station d'epuration de Douvaine

2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom(s)

2.2 Personne morale

Dénomination

THONON AGGLOMERATION

Raison sociale

THONON Agglomeration

N° SIRET

20006755100016

Type de société (SA, SCI...)

Collectivites territoriales

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☑ Monsieur

Nom

DEMOLIS

Prénom(s)

Cyril

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)
24. Système de collecte et	de traitement des eaux résiduaires., 24A

3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (clause-filet) ?

☐ Oui ☑ Non

3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

☐ Oui ☑ Non

4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Thonon Agglomeration est l'autorite competente en matiere de collecte, de transport et de traitement des effluents sur l'ensemble de son territoire. Elle est a ce titre maitre d'ouvrage du systeme d'assainissement de Douvaine qui assure la collecte et le traitement des effluents de 12 communes francaises : Ballaison, Bons en Chablais, Chens-sur-Leman, Douvaine, Excenevex, Massongy, Messery, Nernier, Loisin, Sciez, Veigy-Foncenex et Yvoire, ainsi que, par convention, de ceux provenant des communes suisses de Veigy et d'Hermance. Les eaux usees collectees sont actuellement traitees par une station d'epuration situee sur la commune de Douvaine. Cette station, construite en 1997 et rehabilitee en 2016, dispose d'une capacite de traitement de 45 000 equivalents-habitants. Les eaux traitees sont rejetees dans le lac Leman. En raison de la forte croissance demographique attendue dans les communes raccordees et de l'atteinte des limites de capacite de la station d'epuration existante, Thonon Agglomeration projette la construction d'une nouvelle unite, sur un site limitrophe de celui occupe par les ouvrages existants. La nouvelle station disposera d'une capacite de traitement de 73 000 equivalents-habitants, adaptee aux besoins previsionnels des communes raccordees a l'horizon

4.2 Objectifs du projet

Le projet vise a adapter : - Les capacites epuratoires de la station d'epuration a l'evolution de la charge a traiter a l'horizon 2060 en tenant compte du raccordement d'habitants actuellement raccordes a des installations d'assainissement non collectif, de la croissance demographique, du developpement de l'hebergement non marchand et des activites economiques,... La capacite epuratoire sera ainsi portee a 73 000 equivalents-habitants ; - Le procede de traitement, pour atteindre des performances epuratoires repondant aux exigences de la Directive europeenne sur les Eaux Residuaires Urbaines entree en vigueur le 1er janvier 2025, en ce qui concerne le traitement de l'azote et du phosphore.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 Dans sa phase travaux

Le projet prevoit la demolition et l'evacuation de l'ensemble des ouvrages et equipements composant la station d'epuration existante, exception faite du bassin d'orage (800 m3), construit en 2016, et du batiment principal qui sera reconverti en batiment d'exploitation et d'accueil (demantelement des pretraitements et demolition du bloc "traitement primaire"). Il prevoit la construction : - d'un batiment technique file Eau comprenant les ouvrages d'arrivee, le degrillage grossier, le relevage des effluents, le degrillage fin, le dessablage-deshuilage, le traitement primaire, la reception des matieres de vidange, le traitement et le stockage des sous-produits (refus de degrillage, sables et graisses), l'installation de desodorisation, ainsi que le local electrique, - d'ouvrages de traitement secondaire, tertiaire et, en option, quaternaire sur deux files, - d'ouvrages permettant d'assurer la desinfection des eaux traitees et leur stockage (350 m3) en vue de leur reutilisation (hydrocurage des reseaux, nettoyage de voirie et arrosage d'espaces verts), - d'une file de traitement des boues et graisses produites sur site, composee d'une etape d'epaississement, d'une etape de methanisation et d'une etape de deshydratation, - d'ouvrages d'epuration du biogaz et d'injection du biomethane. Les travaux seront phases de maniere a permettre le maintien d'un traitement des eaux usees a un niveau au moins equivalent a celui realise en situation actuelle pendant toute la duree du chantier.

4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement

La future station d'epuration sera dimensionnee pour traiter un debit de pointe de 1 280 m3/h et un volume journalier de 14 100 m3/j. Au-dela du debit de pointe admissible sur la file de traitement de l'eau, les effluents seront degrilles (degrillage grossier) et rejoindront le bassin d'orage existant ou ils seront temporairement stockes en attente de leur traitement. En cas de depassement de la capacite de stockage de cet ouvrage, les effluents degrilles seront comptes et rejoindront l'ouvrage de rejet au lac Leman (deversoir en amont du bassin correspondant au point SANDRE A2). Les effluents admis sur la file de traitement seront degrilles (degrillage fin) et envoyes vers un etage de traitement primaire puis un etage de traitement biologique, un etage de traitement tertiaire et, le cas echeant, un etage de traitement quaternaire (elimination des micropolluants). Les eaux traitees seront ensuite comptees et rejoindront l'ouvrage de rejet au lac Leman. Les boues primaires et biologiques produites sur site seront epaissies. Elles seront ensuite dirigees vers une bache d'homogeneisation ou elles seront melangees aux graisses issues des pretraitements. L'ensemble sera injecte dans un methaniseur puis deshydrate (centrifugation), chaule et stocke sur une aire dediee avant d'etre valorise en agriculture (plan d'epandage existant et dument declare). L'unite de methanisation ne sera pas destinee a traiter des dechets non dangereux exogenes. La station sera dotee d'un ensemble d'equipements permettant de comptabiliser/caracteriser les effluents recus, traites ou by-passes. Elle sera concue de maniere a assurer la fiabilite et la durabilite de son fonctionnement (secours materiels installes ou en magasin pour les equipements electromecaniques vitaux,...). Elle fonctionnera sur

4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

ⓘ La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Demande d'autorisation environnementale, demande d'autorisation pour la reutilisation des eaux usees traitees et demande de permis de construire et de demolir

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
Volume journalier de reference au nominal Charge journaliere de la semaine de pointe Debit horaire maximum admissible sur la totalite de la filiere de traitement des eaux	(11 400, m3/j) (4 380, kg DBO5/j) (1 280, m3/h)

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune d'implantation

Numéro : Voie : Avenue du Lac

Lieu-dit :

Localité : Avenue du Lac 74140 Douvaine

Code postal : 74140 BP : Cedex :

Coordonnées géographiques[1]

Long. : 6°17'13"E Lat. : 46°18'34"N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Point de d'arrivée : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Communes traversées :

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

PLUi-HM de Thonon Agglomeration approuve le 16 decembre 2025. Projet en zone Ne (secteur d'equipements publics ou d'interet general) et emplacement reserve pour l'extension de la

ⓘ Joignez à votre demande les annexes n°2 à 6.

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

☑ Oui ☐ Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

☑ Oui ☐ Non

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative.

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».

Construction d'une nouvelle station d'epuration d'une capacite nominale de 73 000 equivalents-habitants, venant se substituer a une station d'epuration existante de 45 000 equivalents-habitants, autorisee par arrete prefectoral n°2013161-0052 du 28 juin 2013.

5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

ⓘ Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive Géo-IDE, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	☐	☑	Projet en dehors du perimetre de ZNIEFF. Presence d'une ZNIEFF de type II (zones humides et boisements du Genevois, n°820031792) a 125 m a l'ouest.
En zone de montagne ?	☐	☑	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	☐	☑	La zone couverte par un arrete de protection de biotope la plus proche est situee a environ 2,3 km du projet ("Roselieres du lac Leman", FR3800970)
Sur le territoire d'une commune littorale ?	☐	☑	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	☐	☑	

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	☐	☑	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	☐	☑	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	☐	☑	Delimitation des zones humides realisee dans le cadre des inventaires ecologiques menes sur le site du projet. Absence de zone humide en reference aux criteres "vegetation" et "pedologie".
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?	☐	☑	
Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	☐	☑	
Dans un site ou sur des sols pollués ?	☐	☑	
Dans une zone de répartition des eaux ?	☐	☑	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	☐	☑	
Dans un site inscrit ?	☐	☑	Le site le plus proche est localise a 2,5 km au nord-ouest, sur la commune de Chens-sur-Leman. Il s'agit du site inscrit du Chateau, domaine de Beauregard et port de Tougues.

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	☐	☑	Le projet ne se situe pas dans ou a proximite immediate d'un site Natura 2000. Les sites Natura 2000 les plus proches sont : - Zone speciale de conservation et zone de protection speciale « Lac Leman » a 1,6 km - Zone speciale de conservation "Marais de Chilly et de Marival" a 1,5 km
D'un site classé ?	☐	☑	

6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	☐	☑	Les besoins en eau de la station d'epuration seront couverts par : - le reseau public d'adduction en eau potable pour les besoins sanitaires, certaines operations de nettoyage d'equipements/lavage des sols ou la mise en solution de reactifs ; - un reseau d'eau industrielle (eau traitee) pour le nettoyage de certains equipements.
	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	☐	☑	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	☑	☐	La deconstruction des ouvrages et batiments existants generera des materiaux a evacuer. Les terres excavees et les residus de demolition inertes et non dangereux seront evacues vers des sites de stockage dedies (ISDI). Les volumes correspondants sont difficilement quantifiables a ce stade (etudes preliminaires). Des deblais seront egalement produits pour la construction des nouveaux
	Est-il déficitaire en matériaux ?	☑	☐	La construction d'ouvrages en beton necessitera des apports exterieurs de materiaux de construction (sable, graviers, ciment,...).
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	☑	☐	Sables, graviers. Les volumes correspondants ne sont pas quantifiables a ce stade du projet (etudes preliminaires)

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	☑	☐	Le projet concerne un equipement d'assainissement, dont les capacites sont mises en adequation avec les besoins futurs des communes raccordees et les enjeux de protection des eaux receptrices (lac Leman).
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	☑	☐	Les inventaires ecologiques realises ont permis de mettre en evidence un enjeu faible pour les habitats et la flore presents sur l'ensemble des secteurs etudies (site existant et site dedie a la construction des nouveaux ouvrages). Les enjeux concernant la faune sont faibles en ce qui concerne les amphibiens, les reptiles et les insectes. Ils sont faibles a moderes pour les mammiferes.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	☐	☑	Le projet est situe a 1,6 km du site Natura 2000 "lac Leman" et a 1,5 km du site "Marais de Chilly et de Marival". Il n'est pas susceptible de porter atteinte aux habitats et especes ayant motive la designation de ces sites.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	☑	☐	Les nouveaux batiments et ouvrages seront construits sur des parcelles agricoles. La consommation d'espaces agricoles est de l'ordre de 3 hectares.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	☐	☑	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	☐	☑	Les risques naturels recenses sur cette commune sont decrits dans le Document Communal Synthetique et sont localises sur la carte des aleas naturels qui lui est associee. Cette carte n'identifie aucun risque au droit du site dedie au projet.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	☑	☐	Risques sanitaires classiques pour ce type d'installation en lien avec le fonctionnement des ouvrages de traitement et le rejet des eaux traitees. Les ouvrages de rejet dans le Leman ne seront pas modifies.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	☐	☑	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	☑	☐	Trafic de vehicules futur : - approvisionnement en reactifs : 36 PL par an - evacuation des sous-produits : 24 PL par an - evacuation des digestats deshydrates : 160 camions-tracteurs et epandeurs/an Total : 184 vehicules par an (4 a 5 par semaine).
	Est-il source de bruit ?	☑	☐	Les equipements bruyants seront capotes et confines dans des locaux beneficiant d'un traitement phonique adapte. Les dispositions reglementaires en vigueur (code de la sante publique) seront respectees
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des odeurs ?	☑	☐	Certaines etapes de traitement peuvent etre a l'origine d'emissions d'odeurs. Les ouvrages et equipements concernes seront confines dans des locaux dedies et raccordes a une unite de desodorisation
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des vibrations ?	☐	☑	
	Est-il concerné par des vibrations ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	☑	☐	Le site sera equipe d'un eclairage de type LED. Afin de limiter les impacts pour la faune, l'eclairement sera limite et le faisceau lumineux sera dirige vers le sol.
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	☐	☑	
Émissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des rejets liquides ?	☑	☐	Le fonctionnement de la station d'epuration est associe a un rejet d'eaux usees traitees, voire d'eaux usees brutes ou partiellement traitees lors de situations exceptionnelles
	Si oui, dans quel milieu ?	☐	☐	Le milieu recepteur est le lac Leman. Le rejet s'effectue par le biais d'un emissaire existant, a 160 ml de la rive, a une profondeur de 30 m environ. Aucune modification n'est apportee a cet emissaire

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Émissions	Engendre-t-il des effluents ?	☐	☑	Tous les effluents induits par le fonctionnement de la station d'epuration sont renvoyes en tete de traitement.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	☑	☐	A charge nominale, les productions de sous-produits d'epuration seront les suivants (a l'horizon 2060) : - refus de degrillage : 200 T/an (incineration) - graisses : 1 000 T/an (methanisation sur site) - sables : 120 T/an (valorisation en remblais) - boues : 2 184 T matieres seches/an (methanisation sur site) Les digestats deshydrates et chaules seront epandus sur des terres agricoles (plan d'epandage existant et dument declare)
Patrimoine/Cadre de vie/Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	☑	☐	En raison de la proximite de secteurs residentiels et compte tenu de la relative visibilite des ouvrages depuis l'exterieur, la conception architecturale et paysagere du projet sera un critere de jugement des offres. Le projet s'inscrit en zone de presomption de prescriptions archeologiques (zone couvrant l'ensemble de la commune de Douvaine). Une saisine anticipee du service regional de l'archeologie a ete engagee
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	☑	☐	Les nouveaux ouvrages seront construits sur des terrains actuellement dedies a l'activite agricole (cultures cerealieres actuellement). Des dispositions seront prises pour limiter les incidences du projet sur les cultures en cours et pour indemniser les exploitants des parcelles concernees.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

Sans objet

6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en œuvre, suivi, durée).

Voir annexe jointe.

7 Auto-évaluation (facultatif)

ⓘ Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Les principaux enjeux du projet sont lies a la sensibilite du milieu recepteur des rejets de la future station d'epuration (lac Leman) et a sa proximite avec des secteurs dedies a l'urbanisation residentielle. Ces thematiques seront prises en compte dans la conception du projet avec l'adoption de mesures permettant d'atteindre des performances epuratoires garantissant la preservation des eaux receptrices et de leurs usages, d'assurer la fiabilite du fonctionnement des ouvrages, de limiter au maximum les risques de nuisances de voisinage (bruits, odeurs et nuisances visuelles), de prevenir toute atteinte liees a des phenomenes dangereux pouvant affecter les installations. L'ensemble de ces elements sera aborde dans l'etude d'incidence environnementale jointe au dossier de demande d'autorisation, qui comportera notamment un

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

	Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publié**.	☐
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	☐
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	☐
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	☐
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), 9°a),10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	☐
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), 9°a), 10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	☐
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	☐

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou petitionaire

ⓘ Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

	Objet	
1		☐
2		☐
3		☐
4		☐
5		☐

9 Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables ☑

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☑

Nom Chabault

Prénom Sandrine

Qualité du signataire Ingenieure environnement

À Annecy

Fait le 07/09/2026

Signature du (des) demandeur(s)

Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine

Demande d'examen au cas par cas

Annexe 1 - Informations nominatives

septembre 2026

Référence document : SC/25.171/V0
Indice de révision : V0 - Statut : Provisoire

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de l'environnement

Annexe n°1 à la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact

Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire

À JOINDRE AU FORMULAIRE CERFA N° 14734

NOTA : CETTE ANNEXE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN DOCUMENT NUMÉRISÉ PARTICULIER LORSQUE LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS EST ADRESSÉE À L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Personne physique

Adresse

Numéro		Extension		Nom de la voie	
Code Postal		Localité		Pays	
Tél			Fax		
Courriel	@				

Personne morale

Adresse du siège social

Numéro	2	Extension		Nom de la voie	Place de l'Hôtel de Ville
	BP80114				
Code postal	7 4 2 0 7	Localité	Thonon-les-Bains	Pays	France
Tél	450312500		Fax		
Courriel	i-pezous@thononagglo.fr				

Personne habilitée à fournir des renseignements sur la présente demande

Nom	PEZOUS	Prénom	Isabelle
Qualité	Directrice Générale des Services Techniques de Thonon Agglomération		
Tél	450312500	Fax	
Courriel	i-pezous@thononagglo.fr		

En cas de co-maîtrise d'ouvrage, listez au verso l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

Co-maîtrise d'ouvraae

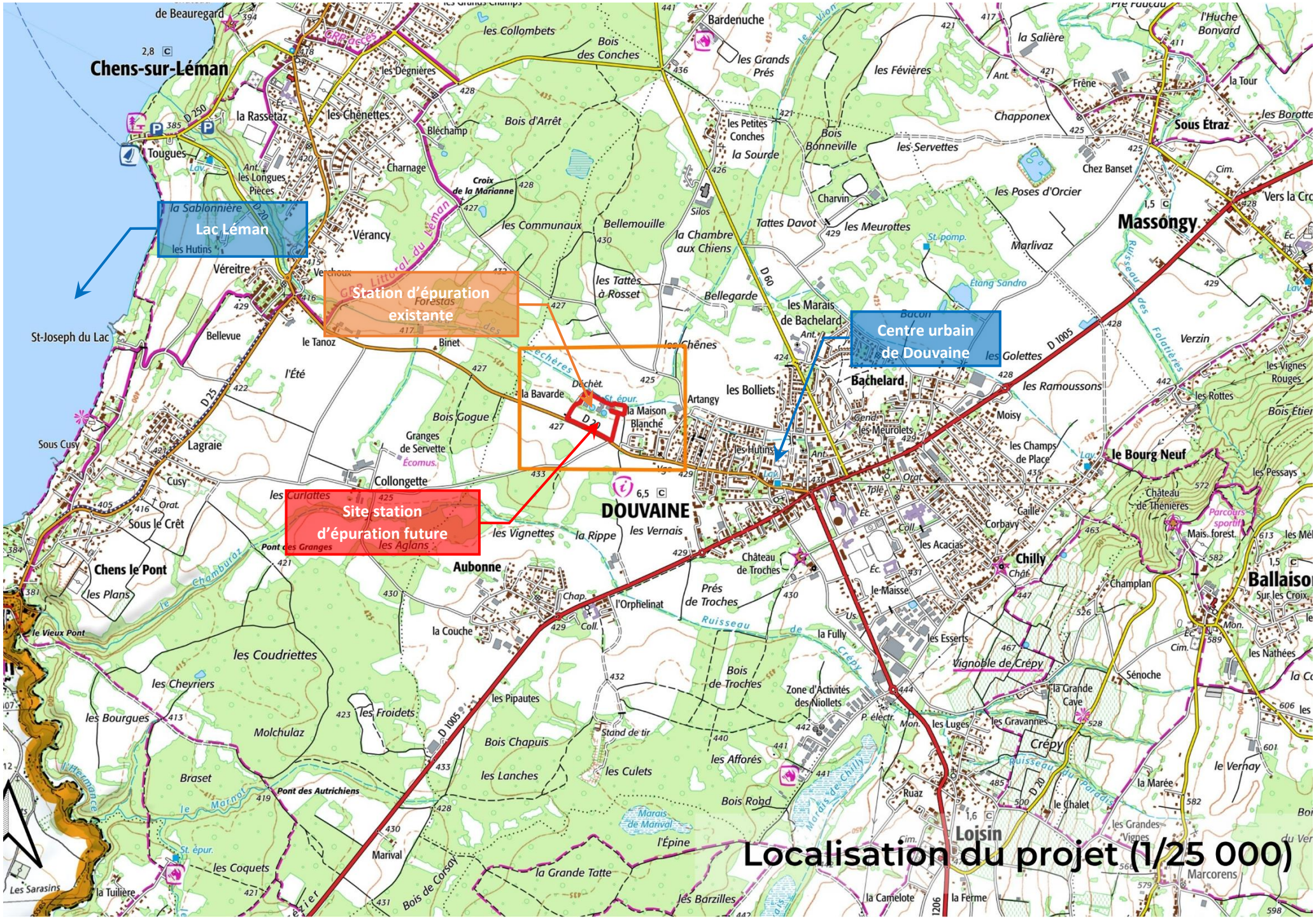
Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine

Demande d'examen au cas par cas

Annexe 3 - Carte de situation au 1/25 000

septembre 2026

Référence document : SC/25.171/V0
Indice de révision : V0 - Statut : Provisoire


Lac Léman
Station d'épuration existante
Site station d'épuration future
Centre urbain de Douvaine
Localisation du projet (1/25 000)
Chens-sur-Léman
DOUVAINE
Bachelard
Massongy
Aubonne
Chilly
Loisin
le Bourg Neuf
Sous Étraz
Ballaison
St-Joseph du Lac
Sous Cusy
Chens le Pont
Marais de Marival
Bois de Troches
Zone d'Activités des Niollets
Vignoble de Crépy
Crépy
Pont des Granges
Pont des Autrichiens
Lac Léman
Forestas
Écomus.
Parcours sportif
Château de Troches
Château de Thénières
Marais de Bachelard
Étang Sandro
Ruisseau du Paradis
Ruisseau de Crépy
Ruisseau des Folatières
Marais de Chilly
Bois Rond
Bois Chapuis
Bois Gogue
Bois d'Arrêt
Bois des Conches
Bois Bonneville
Granges de Servette
Les Sarasins
la Tuilière
les Coquets
les Coudriettes
les Chevriers
les Bourgues
Molchulaz
Braset
les Lanches
les Culets
les Afforés
les Pipautes
les Froidets
la Grande Tatte
les Barzilles
l'Épine
Marival
Bois de Corsay
la Camelote
la Ferme
les Marais de Bachelard
les Tattes à Rosset
les Communaux
la Chambre aux Chiens
les Meurottes
les Servettes
les Poses d'Orcier
les Golettes
les Ramoussons
les Champs de Place
les Meurolets
les Bolliets
les Hutins
les Vignes Rouges
les Rottes
les Pessays
les Nathées
les Gravannes
la Grande Cave
le Verney
la Marée
le Chalet
les Grandes Vignes
Marcorens
Sénoche
Champlan
les Esserts
les Luges
les Acacias
les Vignettes
la Rippe
les Vernais
les Aglans
les Curlattes
Sous le Crêt
Collongette
Lagraie
l'Été
Bellevue
le Tanoz
Binet
Véreitre
Vérancy
Tougues
la Rassetaz
les Chênettes
les Dégnières
les Collombets
Bardenuche
les Grands Prés
les Féverières
la Salière
Chapponex
Frêne
la Tour
l'Huche Bonvard
Verzin
Vers la Cro
Chez Banset
Marlivaz
Charvin
Tattes Davot
Bellegarde
les Chênes
Artangy
la Maison Blanche
la Bavarde
Déchèt.
St. épur.
la Sablonnière
les Hutins
les Longues Pièces
Charnage
Bléchamp
Croix de la Marianne
les Petites Conches
la Sourde
Silos
Bellemouille
les Tattes à Rosset
Bacon
Gend.
Orat.
Tiple
Coll.
Gaillé
Corbavy
Mais. forest.
Champlan
Mon.
Cim.
Ruaz
P. électr.
Us.
Chap.
l'Orphelinat
la Couche
la Fully
Prés de Troches
le Maisse
Château de Troches
les Acacias
les Champs de Place
les Meurolets
les Hutins
les Golettes
les Ramoussons
les Bolliets
les Chênes
les Marais de Bachelard
Étang Sandro
St. pomp.
Marlivaz
les Poses d'Orcier
Chez Banset
Charvin
les Servettes
les Petites Conches
la Sourde
Bois Bonneville
Chapponex
Frêne
la Salière
les Féverières
les Grands Prés
Bardenuche
les Collombets
Bois des Conches
les Dégnières
les Chênettes
la Rassetaz
Bléchamp
Bois d'Arrêt
Charnage
Croix de la Marianne
les Communaux
Bellemouille
la Chambre aux Chiens
Silos
Tattes Davot
les Meurottes
Vérancy
Véreitre
Tougues
les Longues Pièces
la Sablonnière
les Hutins
Lac Léman
St-Joseph du Lac
Bellevue
le Tanoz
Binet
l'Été
Sous Cusy
Lagraie
Cusy
Sous le Crêt
Chens le Pont
les Plans
le Vieux Pont
les Coudriettes
les Chevriers
les Bourgues
Molchulaz
Braset
les Lanches
les Culets
les Afforés
les Pipautes
les Froidets
la Grande Tatte
les Barzilles
l'Épine
Marival
Bois de Corsay
les Coquets
la Tuilière
les Sarasins
les Curlattes
Collongette
Granges de Servette
Bois Gogue
la Maison Blanche
la Bavarde
Déchèt.
St. épur.
Artangy
les Bolliets
les Hutins
les Vignettes
la Rippe
les Vernais
les Aglans
Aubonne
Pont des Granges
Pont des Autrichiens
Lac Léman
Forestas
Écomus.
Parcours sportif
Château de Thénières
Marais de Bachelard
Étang Sandro
Ruisseau du Paradis
Ruisseau de Crépy
Ruisseau des Folatières
Marais de Chilly
Bois Rond
Bois Chapuis
Bois Gogue
Bois d'Arrêt
Bois des Conches
Bois Bonneville
Granges de Servette
les Sarasins
la Tuilière
les Coquets
les Coudriettes
les Chevriers
les Bourgues
Molchulaz
Braset
les Lanches
les Culets
les Afforés
les Pipautes
les Froidets
la Grande Tatte
les Barzilles
l'Épine
Marival
Bois de Corsay
la Camelote
la Ferme
les Marais de Bachelard
les Tattes à Rosset
les Communaux
la Chambre aux Chiens
les Meurottes
les Servettes
les Poses d'Orcier
les Golettes
les Ramoussons
les Champs de Place
les Meurolets
les Bolliets
les Hutins
les Vignes Rouges
les Rottes
les Pessays
les Nathées
les Gravannes
la Grande Cave
le Verney
la Marée
le Chalet
les Grandes Vignes
Marcorens
Sénoche
Champlan
les Esserts
les Luges
les Acacias
les Vignettes
la Rippe
les Vernais
les Aglans
les Curlattes
Sous le Crêt
Collongette
Lagraie
l'Été
Bellevue
le Tanoz
Binet
Véreitre
Vérancy
Tougues
la Rassetaz
les Chênettes
les Dégnières
les Collombets
Bardenuche
les Grands Prés
les Féverières
la Salière
Chapponex
Frêne
la Tour
l'Huche Bonvard
Verzin
Vers la Cro
Chez Banset
Marlivaz
Charvin
Tattes Davot
Bellegarde
les Chênes
Artangy
la Maison Blanche
la Bavarde
Déchèt.
St. épur.
la Sablonnière
les Hutins
les Longues Pièces
Charnage
Bléchamp
Croix de la Marianne
les Petites Conches
la Sourde
Silos
Bellemouille
les Tattes à Rosset
Bacon
Gend.
Orat.
Tiple
Coll.
Gaillé
Corbavy
Mais. forest.
Champlan
Mon.
Cim.
Ruaz
P. électr.
Us.
Chap.
l'Orphelinat
la Couche
la Fully
Prés de Troches
le Maisse
Château de Troches
les Acacias
les Champs de Place
les Meurolets
les Hutins
les Golettes
les Ramoussons
les Bolliets
les Chênes
les Marais de Bachelard
Étang Sandro
St. pomp.
Marlivaz
les Poses d'Orcier
Chez Banset
Charvin
les Servettes
les Petites Conches
la Sourde
Bois Bonneville
Chapponex
Frêne
la Salière
les Féverières
les Grands Prés
Bardenuche
les Collombets
Bois des Conches
les Dégnières
les Chênettes
la Rassetaz
Bléchamp
Bois d'Arrêt
Charnage
Croix de la Marianne
les Communaux
Bellemouille
la Chambre aux Chiens
Silos
Tattes Davot
les Meurottes
Vérancy
Véreitre
Tougues
les Longues Pièces
la Sablonnière
les Hutins
Lac Léman
St-Joseph du Lac
Bellevue
le Tanoz
Binet
l'Été
Sous Cusy
Lagraie
Cusy
Sous le Crêt
Chens le Pont
les Plans
le Vieux Pont
les Coudriettes
les Chevriers
les Bourgues
Molchulaz
Braset
les Lanches
les Culets
les Afforés
les Pipautes
les Froidets
la Grande Tatte
les Barzilles
l'Épine
Marival
Bois de Corsay
les Coquets
la Tuilière
les Sarasins
les Curlattes
Collongette
Granges de Servette
Bois Gogue
la Maison Blanche
la Bavarde
Déchèt.
St. épur.
Artangy
les Bolliets
les Hutins
les Vignettes
la Rippe
les Vernais
les Aglans
Aubonne
Pont des Granges
Pont des Autrichiens
Lac Léman
Forestas
Écomus.
Parcours sportif
Château de Thénières
Marais de Bachelard
Étang Sandro
Ruisseau du Paradis
Ruisseau de Crépy
Ruisseau des Folatières
Marais de Chilly
Bois Rond
Bois Chapuis
Bois Gogue
Bois d'Arrêt
Bois des Conches
Bois Bonneville
Granges de Servette
les Sarasins
la Tuilière
les Coquets
les Coudriettes
les Chevriers
les Bourgues
Molchulaz
Braset
les Lanches
les Culets
les Afforés
les Pipautes
les Froidets
la Grande Tatte
les Barzilles
l'Épine
Marival
Bois de Corsay
la Camelote
la Ferme

Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine

Demande d'examen au cas par cas

Annexe 4 - Photographies

septembre 2026

Référence document : SC/25.171/V0
Indice de révision : V0 - Statut : Provisoire



1. Site dédié à la construction de la nouvelle station d'épuration vue depuis sa bordure ouest (image Google Maps octobre 2022)



2. La station d'épuration existante et le site dédié à la construction de la nouvelle station d'épuration vus depuis les habitations les plus proches (image Google Maps novembre 2022)



Localisation des prises de vues (photo aérienne www.geoportail.fr)

Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine

Demande d'examen au cas par cas

Annexe 5 - Plans du projet

septembre 2026

Référence document : SC/25.171/V0
Indice de révision : V0 - Statut : Provisoire

" Gargouille "

Vestiaire, stockage, ateliers...

Bâtiment prétraitement

Réuse

Quaternaire

Prétraitement du biogaz

Gazomètre

Clarificateur 1

Venturi

Tertiaire

Clarificateur 2

Digesteur

Compartiments de boues

Bâtiment boues

Epaississeur

" Les Léchères "

Répartiteur

Bâtiment surpresseurs

Bassin d'aération 1

Bassin d'aération 2

Route de la Tour au Port Touques (RD n° 20)

Route de Dourdins

Légende des phases

Existant

Neuf

Nord

E

S

O

2.5 0 10 17.5 25

ECHELLE : 1/250

Maître d'ouvrage :
Thonon agglomération
2, place de l'hotel de ville
80114

Maître d'oeuvre :
IRH ingénieur conseil
6 rue de l'Ozon
69360 Serezin du Rhône

THONON agglomération

Thonon agglomération
Site de Douvaine
Plans de la STEP de Douvaine

APS

IRH ingénieur conseil
6 rue de l'Ozon
69360 Serezin du Rhône

Indice	Date	Commentaires	Etabli par	Validé par
A	22/04/26	Première émission	FPO	CJB

Echelle : 1 : 250	Format : AO+(1500mm)	Indice : A / 22/04/26	Dessiné par : F. POUYE
Affaire : 26008	Implantation		
No plan : 002			Approuvé par : CJ. BOIS

Ce document est la propriété exclusive de la Société IRH ingénieur conseil, et ne peut être ni reproduit, ni communiqué a des tiers, sous peine de poursuites

Autodesk Docs://

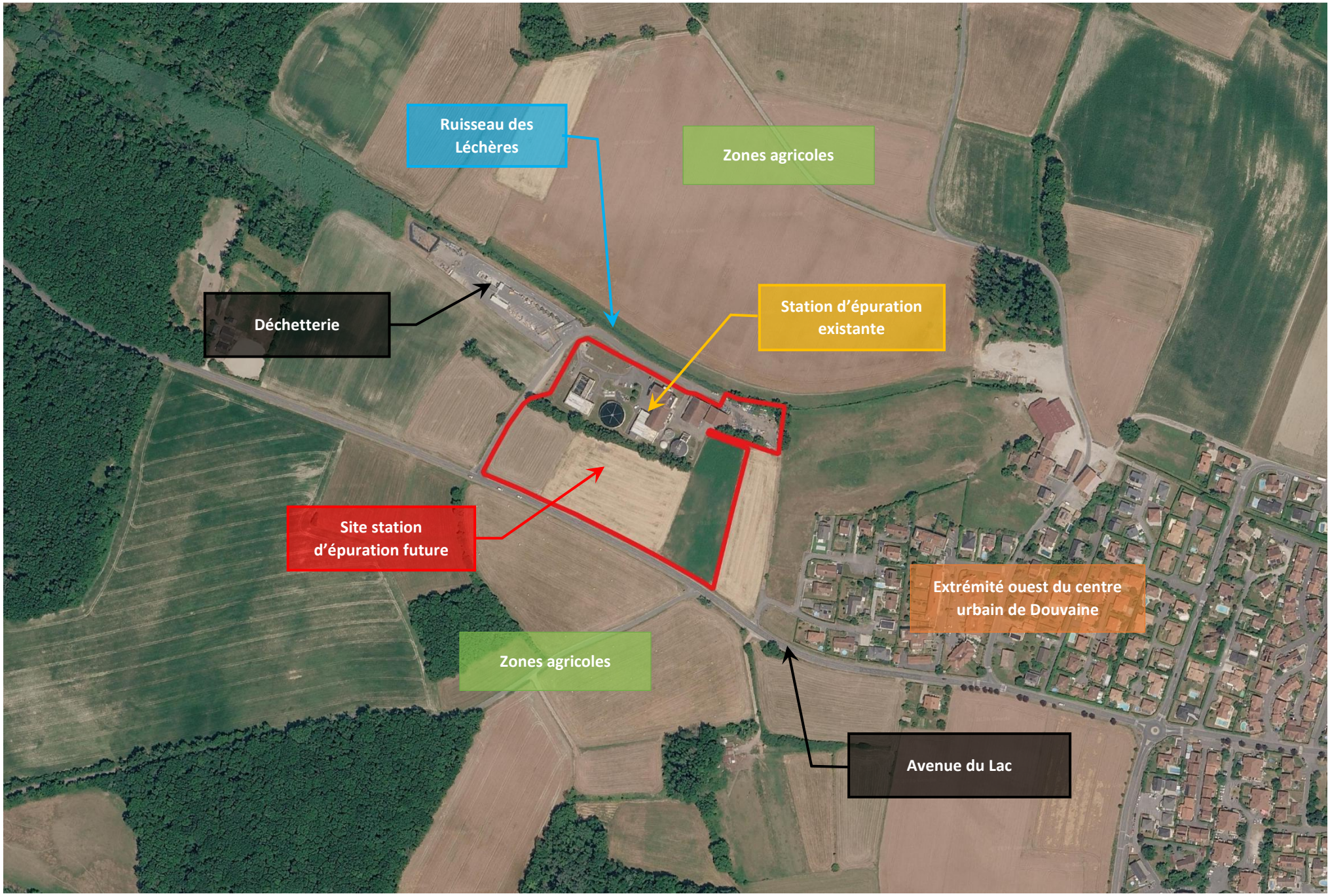
Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine

Demande d'examen au cas par cas

Annexe 6 - Plan des abords du projet

septembre 2026

Référence document : SC/25.171/V0
Indice de révision : V0 - Statut : Provisoire



Plan des abords des installations au 1/5 000

Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine

Demande d'examen au cas par cas

Annexe 7 - Localisation vis-à-vis des sites Natura 2000

septembre 2026

Référence document : SC/25.171/V0
Indice de révision : V0 - Statut : Provisoire



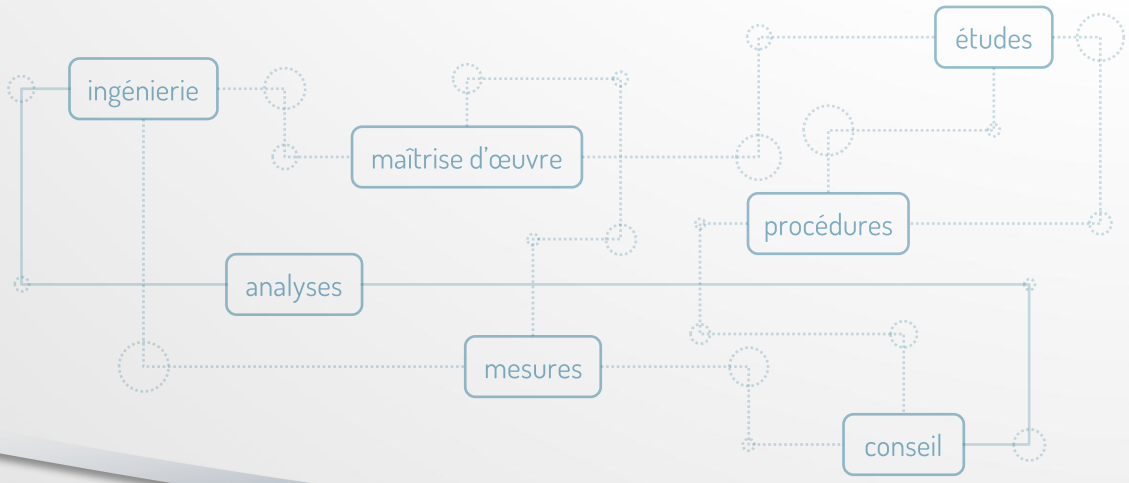
Localisation du projet vis-à-vis des sites Natura 2000 les plus proches (source https://www.geoportail.gouv.fr)

RAPPORT TECHNIQUE

THONON agglomération

Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine et démolition des ouvrages existants

Inventaires écologiques sur quatre saisons



juillet 2026

SAGE environnement

12 Avenue du Pré de Challes – Parc des Glaisins
ANNECY LE VIEUX – 74 940 ANNECY
☎ 04 50 64 06 14 🖷 04 50 64 08 73
@ : sage.annecy@sage-environnement.fr
ⓘ : www.sage-environnement.com

Référence document : CL/25.171
Indice de révision : V0 - Statut : Provisoire

Fiche document :

Informations :

Client / Maître d'ouvrage :	Thonon agglomération
Contact – Coordonnées :	Thonon agglomération 2, place de l'Hôtel de Ville BP 80114 74207 Thonon-les-Bains Cedex

Numéro dossier SAGE :	
Responsable :	Camille LEGRAND
Assistant(e)s :	Elisa FAGE
Relecteur :	
Titre :	Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine et démolition des ouvrages existants
Sous titre – objet :	Inventaires écologiques sur quatre saisons
Catégorie document :	Rapport technique
Mots clés :	[Mots clés]
Statut document :	Provisoire
Indice de révision :	V0
Référence document :	CL/25.171
Confidentialité :	
Fichier :	Diagnostic écologique_intermédiaire_25.171.docx
Date :	10/07/2026
Nombre de pages (hors annexes) :	27

Historique des versions et révisions :

Indice révision	Date	Détails – modifications	Resp.
0	07/07/2026	Version initiale	Camille LEGRAND

Avertissement :

Ce document, les données, informations, analyses et conclusions qu'il contient sont la propriété exclusive du maître d'ouvrage. Toute reproduction, diffusion, publication, mise en ligne, même partielle, ne peut être effectuée sans son accord préalable mentionné par écrit. Le cas échéant, citation doit être faite de la source des éléments reproduits.
SAGE Environnement ne communiquera aucune information, document ou fichier en dehors de ce cadre strict.

SAGE environnement

12 Avenue du Pré de Challes – Parc des Glaisins
ANNECY LE VIEUX – 74 940 ANNECY
☎ 04 50 64 06 14 🖷 04 50 64 08 73
@ : sage.annecy@sage-environnement.fr
ⓘ : www.sage-environnement.com

PRÉAMBULE

La présente étude est réalisée par SAGE Environnement, à la demande de Thonon agglomération. Il s'agit d'un diagnostic écologique effectué dans le cadre du projet de construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine et de la démolition des ouvrages existants. La mission comprend un diagnostic floristique et des habitats ainsi qu'un diagnostic faunistique. Sur la base de ces études seront ainsi mis en évidence les enjeux écologiques du secteur considéré.

Le présent rapport constitue un diagnostic intermédiaire, intégrant les investigations menées d'octobre 2025 à juin 2026.

TABLE DES MATIERES

PRÉAMBULE 3
I. Zones d'études 8
II. Référentiels, réglementation et évaluation des enjeux 9
II.1 Référentiel pour la nomenclature 9
II.2 Textes réglementaires de portée nationale ou régionale 9
II.2.1 Flore 9
II.2.2 Faune 9
II.3 Textes réglementaires de portée communautaire 9
II.4 Statut de rareté des espèces et des habitats 10
II.4.1 Habitats 10
II.4.2 Flore 11
II.4.2.1 Au niveau national 11
II.4.2.2 Au niveau régional 11
II.4.3 Faune 11
II.4.3.1 Au niveau national 11
II.4.3.2 Au niveau régional 11
II.5 Caractérisation des enjeux 12
II.5.1 Enjeu réglementaire et patrimonial 12
II.5.2 Enjeu écologique et biologique 13
II.5.3 Enjeu local 13
II.5.3.1 Flore 13
II.5.3.2 Habitats 14
II.5.3.3 Faune 14
Cas particulier des Chiroptères – caractérisation des gîtes 14
III. Données de cadrage écologique 15
III.1 Zonages environnementaux 15
III.1.1 Zonage d'inventaires 15
III.1.1.1 Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) 16
III.1.1.1.a ZNIEFF de type I « Prairies humides de Marival » - 820031796 16
III.1.1.1.b ZNIEFF de type I « Marais de Chilly, Ballavais et Mermes» - 820031773 17
III.1.1.1.c ZNIEFF de type I « Marais de la Croix de la Marianne » - 820031798 17
III.1.1.1.d ZNIEFF de type I « Vallon des Léchères et pelouse de la Sablonnière » - 820031708 17
III.1.1.1.e ZNIEFF de type II « zones humides et boisements du genevois » - 820031792 18
III.1.1.2 Espace Naturel sensible (ENS) 18
III.1.2 Zonages réglementaires 18
III.1.2.1 Zone Natura 2000 19
III.1.2.1.a « Marais de Chilly et de Marival» - FR8201724 (ZSC) 20
III.1.2.1.b « Lac Léman » - FR8202009 (ZSC) et FR8212020 (ZPS) 20
III.1.3 Zones humides 20
III.1.3.1 « les Vernais Nord » - 9919300 20
III.1.3.2 « Marais de la Léchère » - 9919292 21
III.1.4 Armature écologique 21
III.2 Donnees naturalistes d'ordre bibliographiques sur le secteur 22
III.2.1 Données Flore et champignons 23
III.2.1.1 Flore 23
III.2.1.2 Champignons 23

III.2.2 Données faune 23
III.2.2.1 Avifaune 23
III.2.2.2 Mammifères 25
III.2.2.3 Amphibiens 25
III.2.2.4 Reptiles 26
III.2.2.5 Insectes 26
III.2.2.6 Ichtyofaune 26
IV. Méthodologie d'investigation 27
IV.1 Equipe de travail 27
IV.2 Flore et habitats 27
IV.2.1 Calendrier d'inventaires 27
IV.2.2 Relevés phytosociologiques 27
IV.2.2.1 Flore remarquable 28
IV.2.2.2 Espèces végétales exotiques envahissantes 28
IV.2.2.3 A l'échelle des habitats 28
IV.3 Zones humides 28
IV.3.1 Principes généraux et réglementaires 28
IV.3.2 Critères botaniques 29
IV.3.2.1 Habitats des zones humides 29
IV.3.2.2 Espèces végétales de zones humides 30
IV.3.3 Critère pédologique 30
IV.3.4 Synthèse des différents critères 31
IV.4 Faune 32
IV.4.1 Avifaune 32
IV.4.1.1 Avifaune nicheuse 32
IV.4.1.2 Avifaune hivernante 33
IV.4.1.3 Avifaune migratrice 33
IV.4.1.4 Rapaces nocturnes 34
IV.4.2 Mammifères 34
IV.4.2.1 Mammifères terrestres non volants 34
IV.4.2.2 Mammifères volants 35
IV.4.2.2.a Gîtes et territoire 35
IV.4.3 Amphibiens 35
IV.4.4 Reptiles 36
IV.4.5 Insectes 37
Le cas de notre secteur d'étude 37
IV.5 Synthèse du calendrier des investigations 37
V. Résultats des investigations 39
V.1 Habitats 39
V.2 Flore 39
V.3 Zone humide 39
V.3.1 Végétation de zone humide 39
V.3.2 Pédologie 40
V.3.3 Bilan concernant la délimitation des zones humides au titre des deux critères 42
V.4 Faune 42
V.4.1 Avifaune 42
V.4.1.1 Avifaune nicheuse 42
V.4.1.2 Rapaces nocturnes 46
V.4.1.3 Avifaune migratrice et hivernante 46
V.4.2 Mammifères 48

V.4.2.1 Mammifères terrestres non volants 48
V.4.2.2 Mammifères volants 48
V.4.3 Amphibiens 50
V.4.4 Reptiles 51
V.4.5 Insectes 51
V.4.5.1.a Odonates 51
V.4.5.1.b Lépidoptères 51
V.4.5.1.a Orthoptères remarquables 52
V.4.5.1.b Coléoptères xylophages et saproxylophages remarquables 52
V.5 Synthèse des enjeux écologiques par secteur 52
ANNEXES 54

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Localisation des zones d'étude 8
Figure 2 : Zonages d'inventaire présents sur et autour de la zone d'étude immédiate 15
Figure 3 : Zonages réglementaires présents sur et autour de la zone d'étude immédiate 19
Figure 4 : Zones humides situées à proximité de la zone d'étude immédiate 20
Figure 5 : Zones prioritaires à enjeux pour les contrats verts et bleus en Auvergne Rhône-Alpes Extrait du STRADDET Auvergne Rhône Alpes 21
Figure 6 : Zonages de la trame verte et bleue – source zonages : DatARA 22
Figure 7 : Cartographie de la localisation des zones de recherche bibliographique rapprochée 23
Figure 8 : Cartographie de la répartition de l'avifaune à enjeux dans le périmètre rapproché 24
Figure 9 : Cartographie de la localisation des mammifères à enjeux dans le périmètre rapproché 25
Figure 10 : Tableau du GEPPA (Baize & Ducommun, 2014) 31
Figure 11 : Localisation des points d'écoute de l'avifaune 34
Figure 12 : Cartographies des relevés floristiques 40
Figure 13 : Cartographies des sondages pédologiques 41
Figure 14 : Habitat de l'avifaune à enjeu considérée nicheuse 45
Figure 15 : Carte des enjeux de l'avifaune nicheuse 45
Figure 16 : Eléments présentant des potentialités pour les chiroptères 49
Figure 17 : Cartographie des enjeux écologiques 53

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Critères de base utilisés pour l'évaluation des niveaux d'enjeux de la flore 13
Tableau 2 : Critères de base utilisés pour l'évaluation des niveaux d'enjeux des habitats 14
Tableau 3 : Critères de base utilisés pour l'évaluation des niveaux d'enjeux de la faune 14
Tableau 4 : Critères de base utilisés pour l'évaluation des niveaux d'enjeux des gîtes à chiroptères 14
Tableau 5 : Liste de l'avifaune à enjeux 24
Tableau 6 : Liste des mammifères à enjeux 25
Tableau 7 : Calendrier des inventaires flore et habitats 27
Tableau 8 : Coefficients d'abondance-dominance (Braun-Blanquet, 1932) permettant de traduire le pourcentage de recouvrement de chaque espèce 27
Tableau 9 : Calendrier des investigations 38
Tableau 10 : Tableau des sondages pédologiques 41
Tableau 11 : Avifaune nicheuse de la zone d'étude rapprochée et ses abords (résultats du protocole IPA) FR : France ; AURA : Auvergne-Rhône-Alpes 43
Tableau 12 : Observations complémentaires réalisées lors des IPA FR : France ; AURA : Auvergne-Rhône-Alpes 44
Tableau 13 : Avifaune migratrice et hivernante recensée au niveau de la zone d'étude rapprochée et ses abords 47

Tableau 14 : Mammifères recensés au sein et à proximité de la zone d'étude rapprochée 48
Tableau 15 : Espèces d'amphibiens recensées au cours des inventaires et espèces potentielles à proximité de la zone d'étude immédiate 50
Tableau 16 : Espèces de reptiles recensés au cours des inventaires 51
Tableau 17 : Espèces d'odonates recensées au cours des inventaires 51
Tableau 18 : Espèces de lépidoptères recensées au cours des inventaires 52

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Liste des relevés de végétation de zone humide
Annexe 2 : Photographies des sondages pédologiques

I. Zones d'études

Dans le cadre de cette étude, trois périmètres d'analyse sont distingués afin de mieux cerner les fonctionnalités écologiques dans leur ensemble :

- La **zone d'étude immédiate** : il s'agit d'un secteur comprenant à minima la zone du projet envisagé et au sein duquel ont été réalisées les investigations écologiques ;
- La **zone de recherche bibliographique rapprochée** : il s'agit d'une enveloppe de 500 m de rayon autour de la zone d'étude immédiate, au sein de laquelle les données bibliographiques faune-flore ont été recueillies ;
- La **zone de recherche bibliographique éloignée** : il s'agit d'une enveloppe de 2 km de rayon autour de la zone d'étude immédiate, au sein de laquelle les données relatives aux zonages environnementaux ont été recueillies.

Les zones d'étude sont représentées sur la carte suivante.

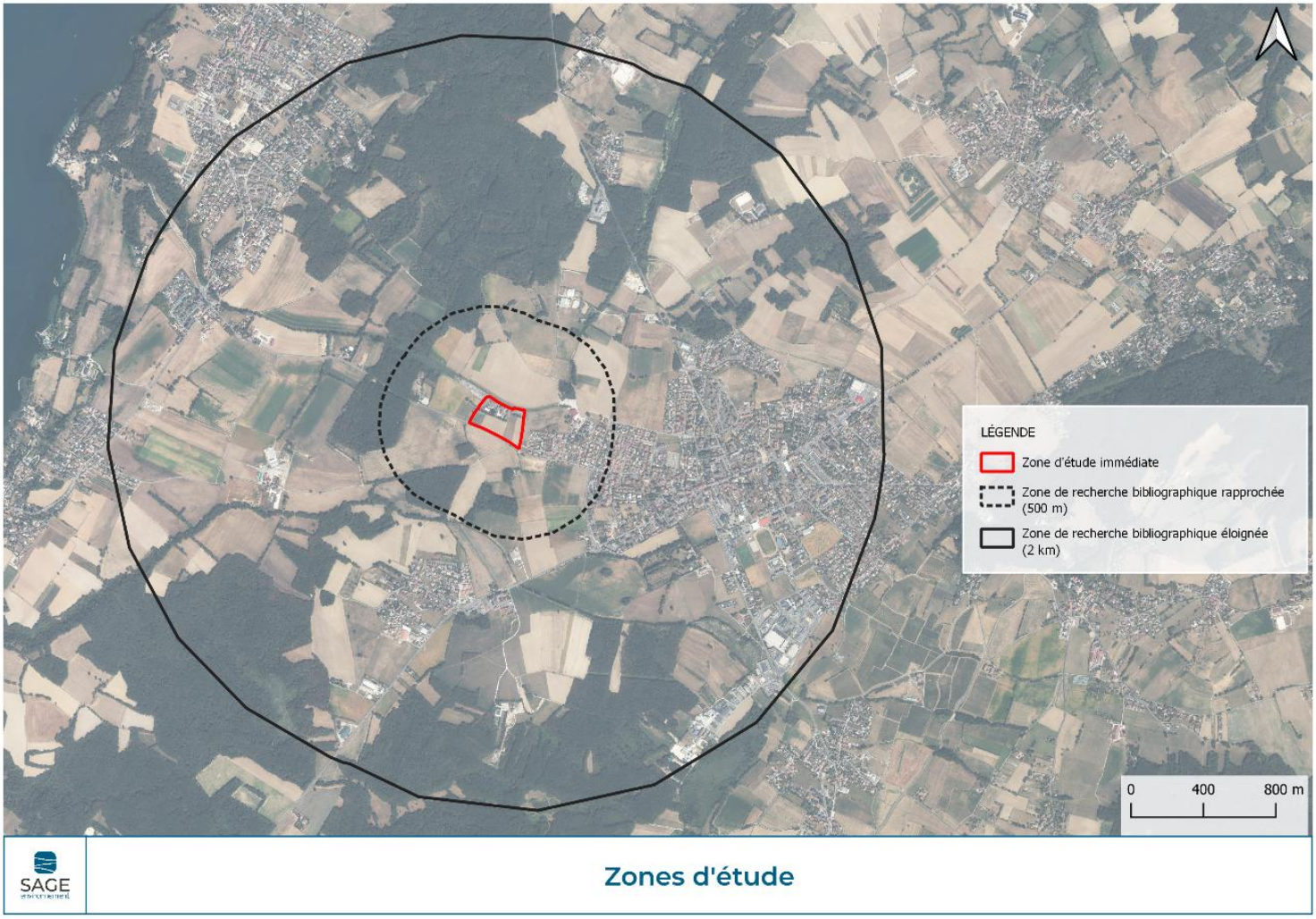


Figure 1 : Localisation des zones d'étude

II. Référentiels, réglementation et évaluation des enjeux

II.1 REFERENTIEL POUR LA NOMENCLATURE

Le référentiel pour la nomenclature est celui utilisé par le Muséum d'Histoire naturelle, proposé sur le site Inventaire National du Patrimoine Naturel (TAXREF V18).

II.2 TEXTES REGLEMENTAIRES DE PORTEE NATIONALE OU REGIONALE

II.2.1 Flore

Pour la flore, la liste d'espèces protégées se base :

- D'une part sur l'Arrêté du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national (Version consolidée au 24 février 2007) : En particulier les Articles 1 et 2 et les annexes 1 et 2 ;
- D'autre part sur l'Arrêté du 4 décembre 1990 relatif à la liste des espèces végétales protégées en Région Rhône-Alpes complétant la liste nationale.

II.2.2 Faune

A chaque groupe faunistique correspond un arrêté relatif à la protection des espèces (et de leurs habitats le cas échéant) sur l'ensemble du territoire national.

- Pour l'**avifaune**, il s'agit l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection et en particulier de l'Article 3 ;
- Pour les **mammifères**, il s'agit l'Arrêté du 15 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection et en particulier de l'Article 2 ;
- Pour les **insectes**, il s'agit de l'Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection et en particulier des Articles 2 et 3 ;
- Pour les **amphibiens et reptiles**, il s'agit de l'Arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection et en particulier des Articles 2 et 3 ;
- Pour les **mollusques**, il s'agit de l'Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des mollusques protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection et en particulier de l'Article 2 ;
- Pour les **poissons**, il s'agit de l'Arrêté du 8 décembre 1988 fixant la liste des espèces de poissons protégés sur l'ensemble du territoire national.

II.3 TEXTES REGLEMENTAIRES DE PORTEE COMMUNAUTAIRE

Il s'agit des espèces et des habitats dits « d'intérêt communautaire » avec :

- La Directive 97/62/CE conseil du 27 octobre 1997 portant adaptation au progrès technique et scientifique de la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ; avec notamment ses annexes I (habitats) et II (espèces) ;
- La Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) et en particulier son Annexe I.

II.4 STATUT DE RARETE DES ESPECES ET DES HABITATS

Les listes d'espèces protégées ne sont pas nécessairement indicatrices de la valeur patrimoniale des espèces. Si pour la flore les protections légales sont assez bien corrélées à la rareté des espèces, aucune considération de rareté n'intervient dans la définition des listes d'oiseaux protégés.

Cette situation amène logiquement à utiliser d'autres outils de bioévaluation, établis par des spécialistes, pour évaluer la rareté des espèces présentes : les listes rouges. Ce sont des synthèses régionales ou départementales, issues de la littérature naturaliste. Elles rendent compte de l'état des populations d'espèces dans le secteur géographique auquel elles se réfèrent : l'Europe, le territoire national, une région, un département. Ces listes de référence n'ont en général pas de valeur juridique (seules les listes d'espèces protégées et les directives Habitats et Oiseaux apportent une protection juridique sous certaines conditions), mais sont des outils indispensables à l'évaluation patrimoniale des espèces. Elles permettent en outre de nuancer certaines présences d'espèces protégées qui sont en fait tout à fait communes.

Ces listes attribuent à chaque espèce évaluée l'une des catégories suivantes :

EX = éteint	NT = quasi menacé
EW = éteint à l'état sauvage	LC = préoccupation mineure
CR = gravement menacé d'extinction	DD = insuffisamment documenté
EN = menacé d'extinction	NA = non applicable
VU = vulnérable	NE = non évalué

Les espèces inscrites aux catégories VU, EN ou CR sont considérées comme menacées.

Les listes rouges utilisées dans le présent document sont présentées ci-dessous.

II.4.1 Habitats

UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature. CBNA : Conservatoire Botanique National Alpin ; CBNMC : Conservatoire National Du Massif Central

LE GLOANEC V. & MERHAN B. (2022). – Liste rouge des végétations. Région Auvergne- Rhône-Alpes. Conservatoire botanique national du Massif central, Conservatoire botanique national Alpin \ Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, Région Auvergne-Rhône-Alpes, 18 p.

Bien que non validée par l'UICN, cette liste rouge réalisée par le CBNA et le CBNMC en 2022, fournit un outil d'appui pour analyser et justifier la conservation de certains habitats. La méthodologie de ce document est par ailleurs basée sur les critères de l'IUCN (Bland L.M., Keith D.A., Miller R.M., Murray N.J., & Rodríguez J.P., 2017) et reprends les catégories de menaces de ce dernier. Des classes de rareté figurent également dans ce document.

<u>Classes de rareté :</u>

Exceptionnel (E)	Rare (R)
Assez rare (AR)	Commun (C)

<u>Catégories de menaces IUCN pour les écosystèmes :</u>

CR - Danger critique - Risque extrêmement élevé d'extinction
EN - En danger - Risque très élevé d'effondrement
VU - Vulnérable - Risque élevé d'effondrement
NT - Quasi menacé (« Nearly threatened ») - Prêt de remplir les critères correspondant aux catégories menacées
LC - « Least concern » - Préoccupation mineure
DD – « Data deficient » - Données insuffisantes pour évaluer

II.4.2 Flore

Les critères d'évaluation de ces listes rouges correspondent aux critères de menaces de l'UICN.

II.4.2.1 Au niveau national

UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature. MHNH : Muséum National d'Histoire Naturelle. FCBN : Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux. SFO : Société Française d'Orchidophilie

UICN France, FCBN, AFB & MNHN (2018). La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre Flore vasculaire de France métropolitaine. Paris, France, 32 pp.

II.4.2.2 Au niveau régional

CBNA : Conservatoire Botanique National Alpin. CBNA : Conservatoire Botanique du Massif Central. PIFH : Pôle Flore Habitats

CBNA, CBNMC, PIFH (2015). Liste rouge régionale de la flore vasculaire de Rhône-Alpes, 52 pp.

II.4.3 Faune

Les critères d'évaluation de ces listes rouges correspondent aux critères de menaces de l'UICN.

II.4.3.1 Au niveau national

UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature. MHNH : Muséum National d'Histoire Naturelle. ONCFS : Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage. SHF : Société Herpétologique de France. SEOF : Société d'Etudes Ornithologiques de France. LPO : Ligue de Protection des Oiseaux. SFEPM : Société Française pour l'Etude et la Protection des Mammifères. OPIE : Office Pour les Insectes et leur Environnement. SEF : Société Entomologique de France. ONEMA : Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques. ARPARA : Association Régionale de Pêche Auvergne-Rhône-Alpes

- UICN France, MNHN, OPIE & SEF (2012). La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Papillons de jour de France métropolitaine. Paris, France, 16 pp ;
- UICN France & MNHN (2014). La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Crustacés d'eau douce de France métropolitaine. Paris, France, 24 pp ;
- UICN France, MNHN & SHF (2015). La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Reptiles et Amphibiens de France métropolitaine. Paris, Franc, 12 pp ;
- UICN France, MNHN, OPIE & SFO (2016). La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Libellules de France métropolitaine. Paris, France, 12 pp ;
- UICN France, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS (2016). La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Oiseaux de France métropolitaine. Paris, France, 32 pp ;
- UICN France, MNHN, SFEPM & ONCFS (2017). La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Mammifères de France métropolitaine. Paris, France, 16 pp ;
- UICN France, MNHN, SFI & AFB (2019). La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Poissons d'eau douce de France métropolitaine. Paris, France, 16 pp.

II.4.3.2 Au niveau régional

LPO : Ligue de Protection des Oiseaux. CORA Faune Sauvage : Centre Ornithologique Rhône-Alpes Faune Sauvage

- Birot-Colomb X., Bulliffon F., Métais R., Girard-Claudon J., (2024), Liste rouge des vertébrés terrestres d'Auvergne-Rhône-Alpes (oiseaux nicheurs et mammifères hors chauves-souris), LPO Auvergne-Rhône-Alpes, 32 pp ;
- Degramont N., Merlanchon B., Girard-Claudon J. (2024) Liste rouge des vertébrés terrestres d'Auvergne-Rhône-Alpes (Chauves-souris, Reptiles et Amphibiens), LPO Auvergne-Rhône-Alpes, 21 pp ;

- CORA Faune sauvage (2008). Liste rouge des Vertébrés Terrestres de la région Rhône-Alpes – Version 3. 24 p. (Oiseaux hivernants et migrateurs) ;
- Groupe Sympetrum (2014). Liste Rouge des Odonates de la région Rhône-Alpes. Histoires naturelles n°25. Collection Concepts & Méthodes - Groupe Sympetrum. 35 pp ;
- Baillet Y. & Guicherd G. (2018). Dossier de présentation de la liste rouge Rhopalocères & Zygènes de Rhône-Alpes. Flavia APE, Trept, 19 pp ;
- SARDET, E. (coord.), 2018. Liste rouge des Orthoptères de la région Rhône-Alpes. Etude commandée et financée par DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. 32 pp + 3 Annexes ;
- ARPARA (2022) Elaboration des Listes Rouges Régionales Poissons-Ecrevisses – Mise à jour des listes d'espèces déterminantes ZNIEFF.19pp ;
- Dodelin B, Calmont B (2021) Liste Rouge des coléoptères saproxyliques de la région Auvergne-Rhône-Alpes, DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, Lyon, 79 pp + Tableur.

II.5 CARACTERISATION DES ENJEUX

Grâce à la bibliographie disponible sur le secteur, aux textes et listes rouges évoqués précédemment ainsi qu'à l'expertise des écologues étudiant le site, ses habitats et ses espèces, il est possible de définir un bilan des enjeux pour chaque taxon et habitat.

Deux types d'enjeux concourent alors à l'établissement d'un enjeu local.

- Enjeu réglementaire et patrimonial portant sur les modalités d'ordre juridique et sur l'état actuel des connaissances sur les populations et les habitats. Il est question notamment de codifier l'importance des interactions entre les espèces et leurs habitats pour « le bon accomplissement du cycle biologique des spécimens[1] » ;
- Enjeu écologique et biologique au titre des interactions entre la population ou l'habitat observé et son entourage, puis mis en perspective dans un territoire étendu.

L'enjeu local est déduit grâce à une lecture croisée de ces deux types d'enjeux.

II.5.1 Enjeu réglementaire et patrimonial

Par enjeu réglementaire est entendu une espèce ou un habitat mentionné dans un texte officiel (une convention, une directive, une loi, un arrêté, etc.).

Précisons que l'esprit des textes protégeant la faune et la flore est ample en intégrant les individus AVEC tous les éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires au bon accomplissement de leur cycle annuel, dans son territoire ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations.

Ensuite, par enjeu patrimonial, est entendu une espèce ou un habitat :

- Inscrit sur les listes rouges de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et ses déclinaisons territoriales ;
- Intégré dans un atlas régional ;
- Mentionné dans une des listes d'espèces déterminantes pour les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique ;
- Ou encore discuté dans une publication à caractère scientifique légitimé.

[1] *Référence aux Arrêtés fixant les listes d'espèces protégées sur l'ensemble du territoire (ex : Article 2 pour les mammifères, Article 3 pour l'avifaune, Article 2 pour les reptiles et amphibiens, etc.).*

II.5.2 Enjeu écologique et biologique

C'est dans les liens écologiques et biologiques entre l'espèce et l'habitat que se détermine cet enjeu. Il serait minimum si un individu n'était que de passage et maximum si un individu y effectuait toutes les phases de son cycle (reproduction, nourrissage, repos, etc.).

Ici aussi, le chapitre portant sur les éléments bibliographiques permet de contextualiser ces informations à une échelle territoriale plus large.

II.5.3 Enjeu local

Les différents enjeux décrits précédemment permettent ainsi après croisement avec les informations naturalistes récoltées sur le terrain de définir un niveau d'enjeu semi-qualitatif pour les taxons et les habitats observés selon une échelle à 7 niveaux dont les principes de base d'attribution sont présentés dans les tableaux suivants.

Précisons à ce stade que le niveau d'enjeu peut être modulé/déterminé en fonction d'autres critères tels que :

- La localisation de la donnée par rapport aux aires de répartition connues de l'espèce ou de l'habitat ;
- La population observée (effectif) ;
- L'état de conservation des habitats ;
- La surface d'habitats représentée dans l'aire d'étude ou en périphérie proche ;
- La vulnérabilité des espèces ou habitats au niveau local (dynamique des populations, écologie de l'espèce…) ;
- Le statut biologique de l'espèce observée (reproducteur, hivernant, sédentaire) ;
- Le caractère particulièrement euryèce de l'espèce (exemple du Lézard des murailles).

II.5.3.1 Flore

Niveau minimal d'enjeu local de conservation	Critères
Très fort	Espèce inscrite en catégorie « CR » sur la liste rouge régionale (nationale, européenne ou mondiale secondairement)
Fort	Espèce inscrite en catégorie "EN" sur la liste rouge régionale (nationale, européenne ou mondiale secondairement)
	Espèce inscrite à l'Annexe II de la Directive Habitats
Modéré à fort	Espèce inscrite en catégorie "VU" sur la liste rouge régionale (nationale, européenne ou mondiale secondairement)
Modéré	Espèce protégée au niveau national, régional ou départemental
Faible à modéré	Espèce inscrite en catégorie "NT" sur la liste rouge régionale (nationale, européenne ou mondiale secondairement)
Faible	Espèce inscrite en catégorie "LC" sur la liste rouge régionale (nationale, européenne ou mondiale secondairement)
Très faible	Espèce non indigène

Tableau 1 : Critères de base utilisés pour l'évaluation des niveaux d'enjeux de la flore

II.5.3.2 Habitats

Niveau minimal d'enjeu local de conservation	Critères		
Très fort	Habitat naturel ou semi-naturel inscrit en catégorie "CR" sur la liste rouge régionale ou nationale des habitats menacés	Habitat humide	Habitat inscrit à l'Annexe I de la Directive Habitats
Fort	Habitat naturel ou semi-naturel inscrit en catégorie "EN" sur la liste rouge régionale ou nationale des habitats menacés		
Modéré à fort	Habitat naturel ou semi-naturel inscrit en catégorie "VU" sur la liste rouge régionale ou nationale des habitats menacés		
Modéré	Habitat naturel ou semi-naturel inscrit en catégorie "NT" sur la liste rouge régionale ou nationale des habitats menacés		
Faible à modéré	Habitat naturel ou semi-naturel en bon état de conservation		
Faible	Habitat naturel ou semi-naturel inscrit en catégorie "LC" sur la liste rouge régionale ou nationale des habitats menacés		
	Habitat naturel ou semi-naturel et en mauvais état de conservation		
Très faible	Habitat d'origine anthropique		

Tableau 2 : Critères de base utilisés pour l'évaluation des niveaux d'enjeux des habitats

II.5.3.3 Faune

Niveau minimal d'enjeu local de conservation	Critères		
Très fort	Espèce inscrite en catégorie « CR » sur la liste rouge régionale (nationale, européenne ou mondiale secondairement)	Espèce protégée au niveau national hors oiseaux	Espèce inscrite à l'Annexe II de la Directive Habitats
Fort	Espèce inscrite en catégorie "EN" sur la liste rouge régionale (nationale, européenne ou mondiale secondairement)		
Modéré à fort	Espèce inscrite en catégorie "VU" sur la liste rouge régionale (nationale, européenne ou mondiale secondairement)		
Modéré	Espèce inscrite à l'Annexe I de la Directive Oiseaux		
	Espèce inscrite en catégorie "NT" sur la liste rouge régionale (nationale, européenne ou mondiale secondairement)		
Faible à modéré	Espèces d'oiseaux protégées au niveau national		
Faible	Espèce non protégée et/ou inscrite en catégorie "LC" sur la liste rouge régionale (nationale, européenne ou mondiale secondairement)		
Très faible	Espèce non indigène		

Tableau 3 : Critères de base utilisés pour l'évaluation des niveaux d'enjeux de la faune

Cas particulier des Chiroptères – caractérisation des gîtes

Enjeu	Catégorisation	Description	
Très faible	Absence	Cavité en formation	
Faible	Gîte possible	Cavité sans intérêts immédiats	
Faible à modéré	Gîte probable	Cavité avec intérêts immédiats	
Modéré	Gîte certain	Gîte secondaire (individus erratiques)	
Modéré à fort	Gîte certain	Gîte principal	Reproduction ou hivernage, occupation partielle
Fort	Gîte certain	Gîte principal	Reproduction et hivernage, occupation constante

Tableau 4 : Critères de base utilisés pour l'évaluation des niveaux d'enjeux des gîtes à chiroptères

III. Données de cadrage écologique

Source : Cartographie en ligne de la DREAL Auvergne - Rhône-Alpes (datara, Carmen), Fiches ZNIEFF, ZICO et Natura 2000 publiées conjointement par le ministère de l'écologie et le muséum d'histoire naturelle disponibles sur le site internet de l'INPN, Inventaire départemental des zones humides.

Différents critères permettent d'apprécier la valeur patrimoniale d'un territoire.

- La richesse absolue de la faune et de la flore (nombre d'espèces par unité écologique ou par unité territoriale) complétée éventuellement par différents indices écologiques (Braun-Blanquet, Shannon, etc.) ;
- La présence d'habitats ou d'espèces rares ou menacées (liste rouge, directives européennes) ou protégés au niveau national ou régional (décrets et arrêtés ministériels ou préfectoraux) ;
- L'aspect fonctionnel d'habitats naturels qui conditionne la dynamique des milieux, et par conséquent le maintien et le développement éventuel de la diversité biologique.

Un recueil de données a été effectué et a permis de disposer d'informations de cadrage et de localiser les enjeux environnementaux connus.

III.1 ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX

III.1.1 Zonage d'inventaires

Les zonages d'inventaires présents sur et à proximité de la zone d'étude immédiate sont illustrés sur la carte suivante.

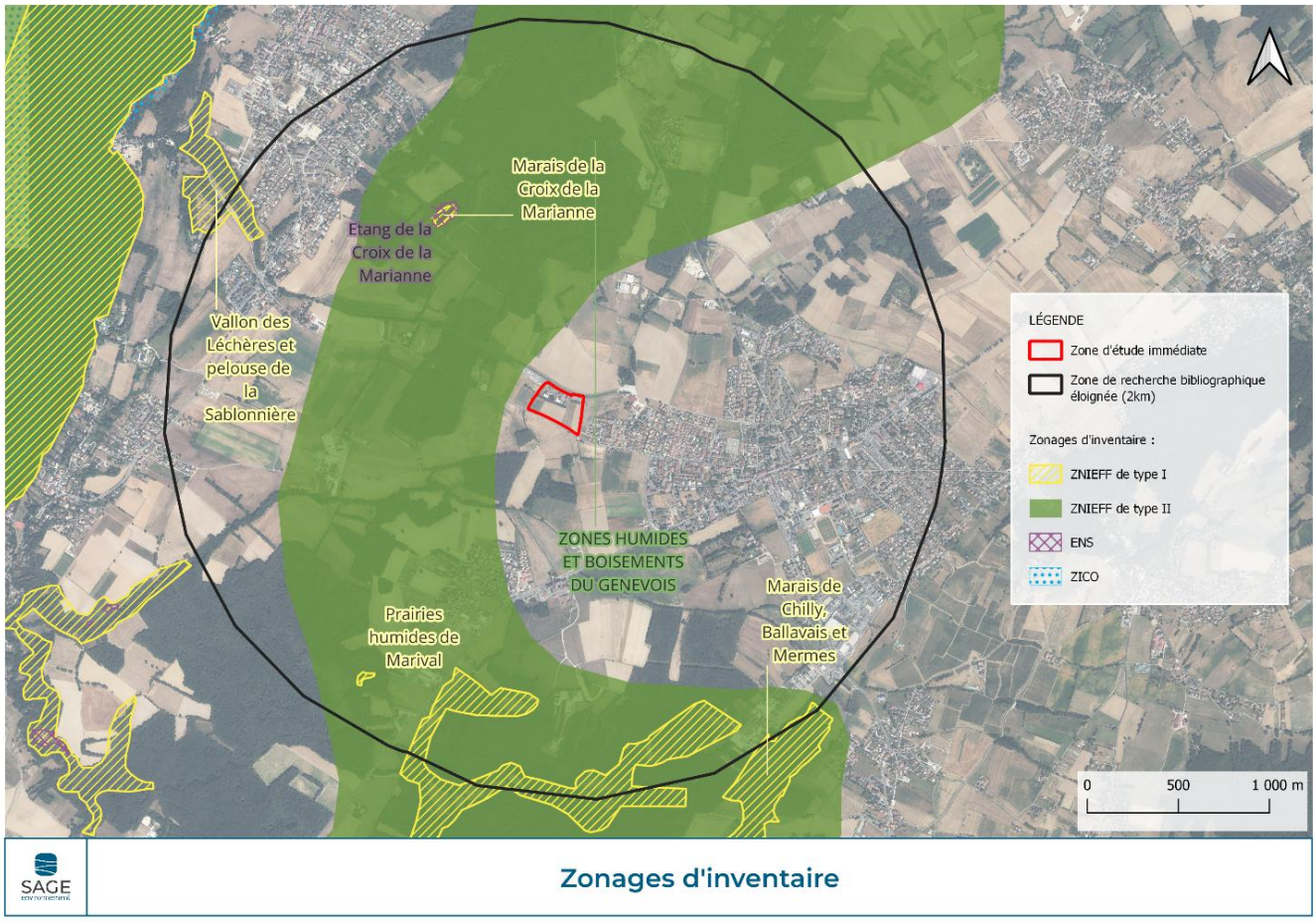


Figure 2 : Zonages d'inventaire présents sur et autour de la zone d'étude immédiate

III.1.1.1 Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)

Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. L'inventaire des ZNIEFF identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats.

L'existence d'une ZNIEFF n'est pas une mesure de protection réglementaire en soi. Il s'agit d'un inventaire réalisé dans le but de constituer une banque de données sur le patrimoine naturel de la France. Une ZNIEFF est définie par l'identification d'un milieu naturel jugé remarquable sur le plan scientifique ; deux catégories sont distinguées :

- Les ZNIEFF de type I : ce sont des secteurs de superficie limitée possédant un intérêt biologique remarquable ;
- Les ZNIEFF de type II : elles constituent des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent d'importantes potentialités biologiques.

Dans un rayon de 2km autour de la zone d'étude immédiate, sont présentes (cf. figure, ci-dessus) :

- 4 ZNIEFF de type I ;
- 1 ZNIEFF de type II.

Aucunes d'entre-elles ne se trouvent dans le périmètre de la zone d'étude immédiate.

Ces dernières sont décrites ci-après.

III.1.1.1.a ZNIEFF de type I « Prairies humides de Marival » - 820031796

Source : https://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/820031796

Cette ZNIEFF de type 1 se situe à environ **1,5 km au sud de la zone d'étude** immédiate. Sa description est présentée ci-dessous.

« Le site est constitué par un ensemble de légères dépressions creusées dans un plateau d'origine glaciaire, situé sur des alluvions morainiques quaternaires. Les terres sont argileuses, imperméables et drainées par des écoulements diffus ; l'humidité varie en fonction du niveau de la nappe phréatique. On y trouve un ensemble de prairies à Molinie bleue (type de milieu dont la protection est considérée comme un enjeu européen en matière de conservation des habitats naturels) et de cariçaies (formations végétales dominées par les laîches) entourées de forêts de feuillus. La plupart des prairies sont encore fauchées ou l'ont été très récemment. Seules celles sur Loisin sont abandonnées depuis une dizaine d'années, et sont désormais menacées par l'embroussaillement. Le site de Marival est le plus riche et le plus beau de sa catégorie au niveau départemental. Il abrite plusieurs espèces animales qui comptent parmi celles dont la protection est considérée comme un enjeu européen : deux papillons (l'Azuré de la Sanguisorbe et l'Azuré des paluds), ainsi que le crapaud Sonneur à ventre jaune. De nombreuses espèces végétales remarquables sont également présentes sur ces prairies, dont trois espèces protégées sur le plan national (l'Œillet superbe, La Laîche de Buxbaum et la Gratiole officinale), et quatre espèces protégées en région Rhône-Alpes (Laser de Prusse, l'Oenanthe fistuleuse, la petite Scutellaire, l'Orchis de Traunsteiner et la Germandrée d'eau). Le site constitue d'ailleurs l'unique station connue en Haute-Savoie pour la Laîche de Buxbaum et la petite Scutellaire, ainsi que pour l'Œillet de Montpellier et le Jonc bulbeux ; il abrite enfin la plus belle station départementale de Scorsonère peu élevée. Au total ces prairies floristiquement remarquables abritent vingt et une espèces de laîches, neuf de joncs et neuf d'orchidées. »

III.1.1.1.b ZNIEFF de type I « Marais de Chilly, Ballavais et Mermes» - 820031773

Source : https://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/820031773

Cette ZNIEFF de type 1 se situe à environ **2 km au sud-est de la zone d'étude** immédiate. Sa description est présentée ci-dessous.

« Il s'agit d'un grand marais occupant une dépression allongée, dominé par la roselière et la saulaie à Saule cendré, refuge pour de nombreuses espèces de mammifères et une avifaune spécialisée. L'extrémité nord abrite une tourbière de transition riche en espèces végétales remarquables, parmi lesquelles neuf sont protégées au niveau national ou régional. Une prairie à Molinie bleue et brome sur argile en marge du marais abrite par ailleurs deux autres espèces protégées en région Rhône-Alpes, ainsi que seize espèces d'orchidées. »

III.1.1.1.c ZNIEFF de type I « Marais de la Croix de la Marianne » - 820031798

Source : https://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/820031798

Cette ZNIEFF de type 1 se situe à environ **1 km au nord-ouest de la zone d'étude** immédiate du projet. Elle est également identifiée comme Espace Naturel sensible (voir ci-dessous).

Sa description est présentée ci-après.

« Il s'agit d'un marais dominé initialement par une magnocariçaie (peuplement de grandes laîches) piquetée de Saules cendrés, au sein duquel un étang a été creusé par les chasseurs. La terre extraite a été utilisée pour créer deux îlots, et également disposée autour de l'étang sous forme d'un épais remblai dont la présence est à déplorer. Cet ensemble est néanmoins intéressant car la création d'une surface d'eau libre a permis la venue de quelques oiseaux d'eau et favorisé l'installation de batraciens (le crapaud commun s'y reproduit) et de plantes jusque-là inconnues pour le marais. Depuis 1991, une convention tripartite entre la commune de Chens-sur-Léman, la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et l'Office National des Forêts organise la conservation et la gestion de ce marais. »

III.1.1.1.d ZNIEFF de type I « Vallon des Léchères et pelouse de la Sablonnière » - 820031708

Source : https://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/820031708

Cette ZNIEFF de type 1 se situe à environ **1,7 km au nord-ouest de la zone d'étude** immédiate. Sa description est présentée ci-dessous.

« C'est un ensemble de milieux installés sur deux types de substrat. Il s'agit d'une part le ruisseau des Léchères, encaissé de plusieurs mètres dans la moraine, qui forme un petit vallon boisé. D'autre part, en marge d'un boisement mésophile installé sur les pentes, se trouvent des formations ouvertes reliques sur substrat sablonneux, pour certaines encore pâturées. En vis à vis de ces milieux, de l'autre côté de la route, se retrouve une terrasse sur sables et graviers, de topographie très douce sur laquelle peuvent être distingués trois types de milieux : des boisements sur les marges, des pelouses mésophiles et xérophiles (recherchant la sécheresse), ainsi que plusieurs excavations colonisées par la végétation, issues des extractions locales de sables et graviers. La valeur et la richesse de la Sablonnière et des fragments de pelouses du vallon, tiennent à une raison unique dont l'origine remonte à la dernière glaciation : la présence de sable et de graviers sur une surface restreinte, constituant de petits îlots de sécheresse, riches en espèces particulières et rares qui contrastent fortement avec la flore plus triviale des terres argileuses à cailloutis environnantes couvrant pratiquement l'ensemble du bassin lémanique. Le site de la Sablonnière héberge ainsi une flore méridionale-steppique représentée par une petite cinquantaine d'espèces. On compte treize espèces d'orchidées, deux espèces protégées : l'Aster amelle (ou Marguerite de la Saint Michel) et le Thésium à feuilles de lin, et quatorze espèces inscrites en listes rouges régionale ou départementale d'espèces menacées. Avec les dunes d'Excenevex aujourd'hui fortement dégradées, ce site appartient aux "Points de sables" définis par Beauverd en 1906. Les pelouses du vallon abritent également plusieurs espèces végétales de grand intérêt et en particulier une graminée strictement inféodée en France au littoral méditerranéen et corse, et qui semble ici bien implantée. »

III.1.1.1.e ZNIEFF de type II « zones humides et boisements du genevois » - 820031792

Source : https://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/820031792

Cette ZNIEFF de type 1 se situe à environ **30 m à l'ouest de la zone d'étude** immédiate. Sa description est présentée ci-dessous.

« Le paysage de ce secteur de piémont, en vue du lac Léman, reste fortement dominé par les boisements de feuillus.

Au sein de ceux-ci sont disséminées de multiples zones humides de grand intérêt biologique.

Cette richesse se manifeste en termes d'habitats naturels (bois d'aulnes marécageux…) autant que de flore (Œillet superbe, Liparis de Loesel, Oenanthe de Lachenal, Renoncule langue, Samole de Valerand…).

La faune présente un grand intérêt en ce qui concerne l'entomofaune (libellules, papillons azurés…) ou les batraciens (crapaud Sonneur à ventre jaune…).

La délimitation de cette zone tient compte du bassin versant des diverses zones humides, intégrant également le continuum boisé subsistant entre le pied du massif des Voirons et la proximité du lac Léman.

Les zones humides les plus remarquables sont par ailleurs identifiées en ZNIEFF de type I.

Le zonage de type II souligne la sensibilité particulière de ce bassin en rapport avec la conservation des espèces remarquables inféodées aux milieux en question, particulièrement sensible à la qualité du milieu.

Il traduit également diverses fonctionnalités naturelles :
- celles de nature hydraulique (auto-épuration des eaux et protection de la ressource en eau),
- celles liées à la préservation des populations animales ou végétales, en tant que corridor biologique entre les massifs du Chablais et le littoral lémanique, ou que zone d'alimentation ou de reproduction pour de nombreuses espèces, dont celles précédemment citées.

Il présente par ailleurs un intérêt pédagogique et récréatif, au cœur d'une région soumise à une intense pression foncière, en périphérie des agglomérations de Genève-Annemasse et de Thonon les Bains. »

III.1.1.2 Espace Naturel sensible (ENS)

Pour préserver et sauvegarder la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels, les conseils départementaux mettent en place une politique active d'acquisition foncière ou de gestion contractuelle. Celle-ci leur permet de protéger des sites d'intérêt départemental reconnus pour permettre à terme aux citoyens de profiter pleinement de ces territoires exceptionnels.

Un espace Naturel sensible se trouve à 1 km au nord-ouest de la zone d'étude immédiate. Il correspond à l'étang de la Croix de la Marianne. Cet étang est également associé à une ZNIEFF de type I (820031798).

III.1.2 Zonages réglementaires

Les zonages réglementaires présents sur et à proximité de la zone d'étude immédiate sont illustrés sur la carte suivante.

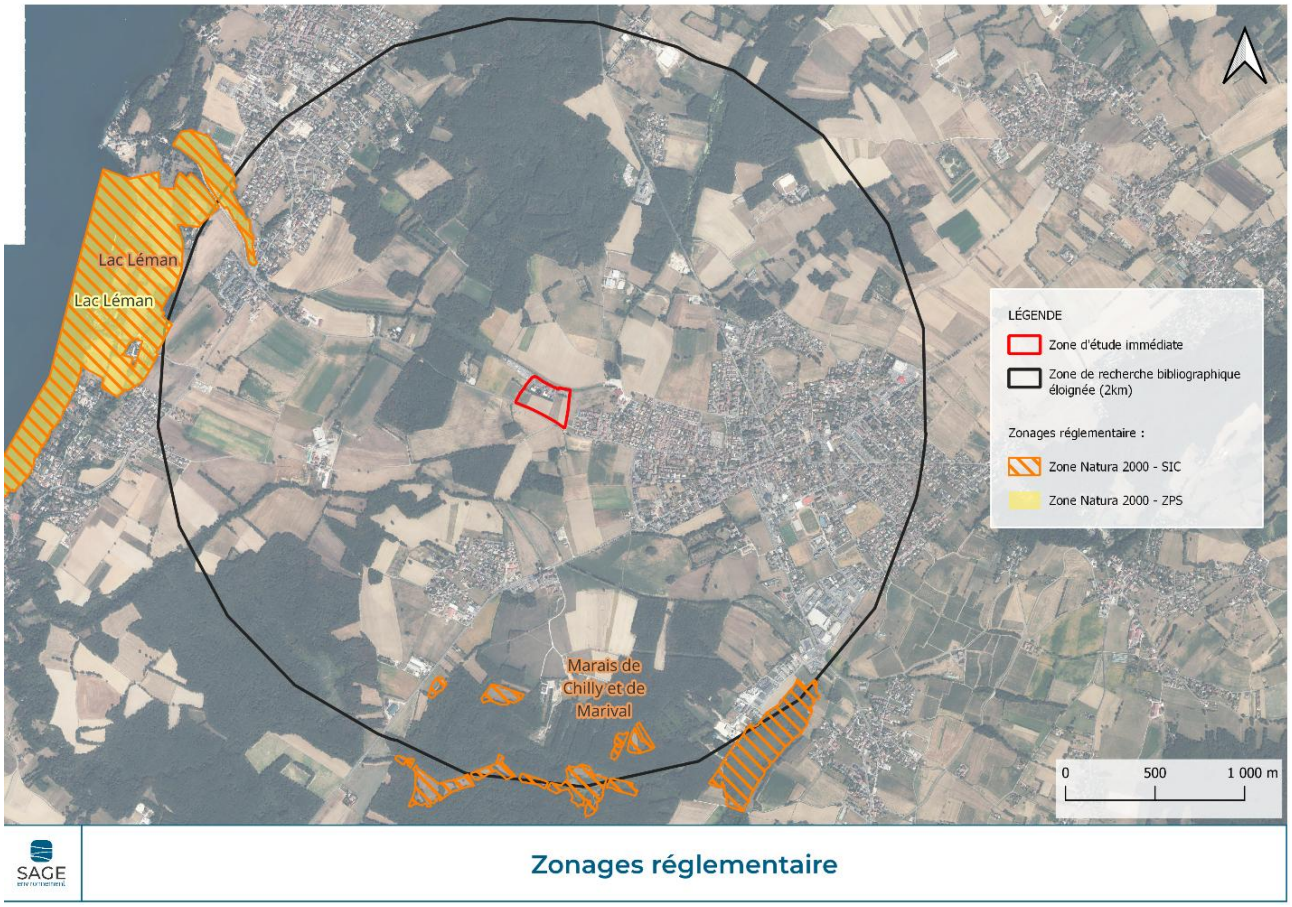


Figure 3 : Zonages réglementaires présents sur et autour de la zone d'étude immédiate

III.1.2.1 Zone Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un outil visant à préserver, sur du long terme, les espèces et les habitats naturels menacés à fort enjeu de conservation en Europe. Il regroupe des sites naturels terrestres et marins où ont été identifiés, pour leur caractère rare ou fragile, des espèces floristiques et/ou faunistiques sauvages et/ou des milieux naturels qu'ils abritent.

Ce réseau se structure en deux zones :

- « Des Zones de Protection Spéciales (ZPS), visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive "Oiseaux" ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs ;
- Des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats". »

Dans un rayon de 2 km autour de la zone d'étude immédiate, 3 zones Natura2000 sont présentes (cf. figure ci-dessus). Aucune d'entre-elles ne se trouve dans le périmètre de la zone d'étude immédiate.

Ces dernières sont décrites ci-après.

III.1.2.1.a « Marais de Chilly et de Marival» - FR8201724 (ZSC)

Source : https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR8201724

Cette zone Natura2000 se situe à environ **1,5 km au sud de la zone d'étude** immédiate. Elle correspond à une Zones Spéciales de Conservation.

III.1.2.1.b « Lac Léman » - FR8202009 (ZSC) et FR8212020 (ZPS)

Source : https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR8202009 et https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR8212020

Ce zonage correspond à une Zones de Protection Spéciales et à Zones Spéciales de Conservation. Il est situé à environ **1,7 km à l'ouest de la zone d'étude** immédiate.

III.1.3 Zones humides

Plusieurs zones humides se situent à proximité de la zone d'étude immédiate. Ces dernières sont illustrées sur la carte suivante.

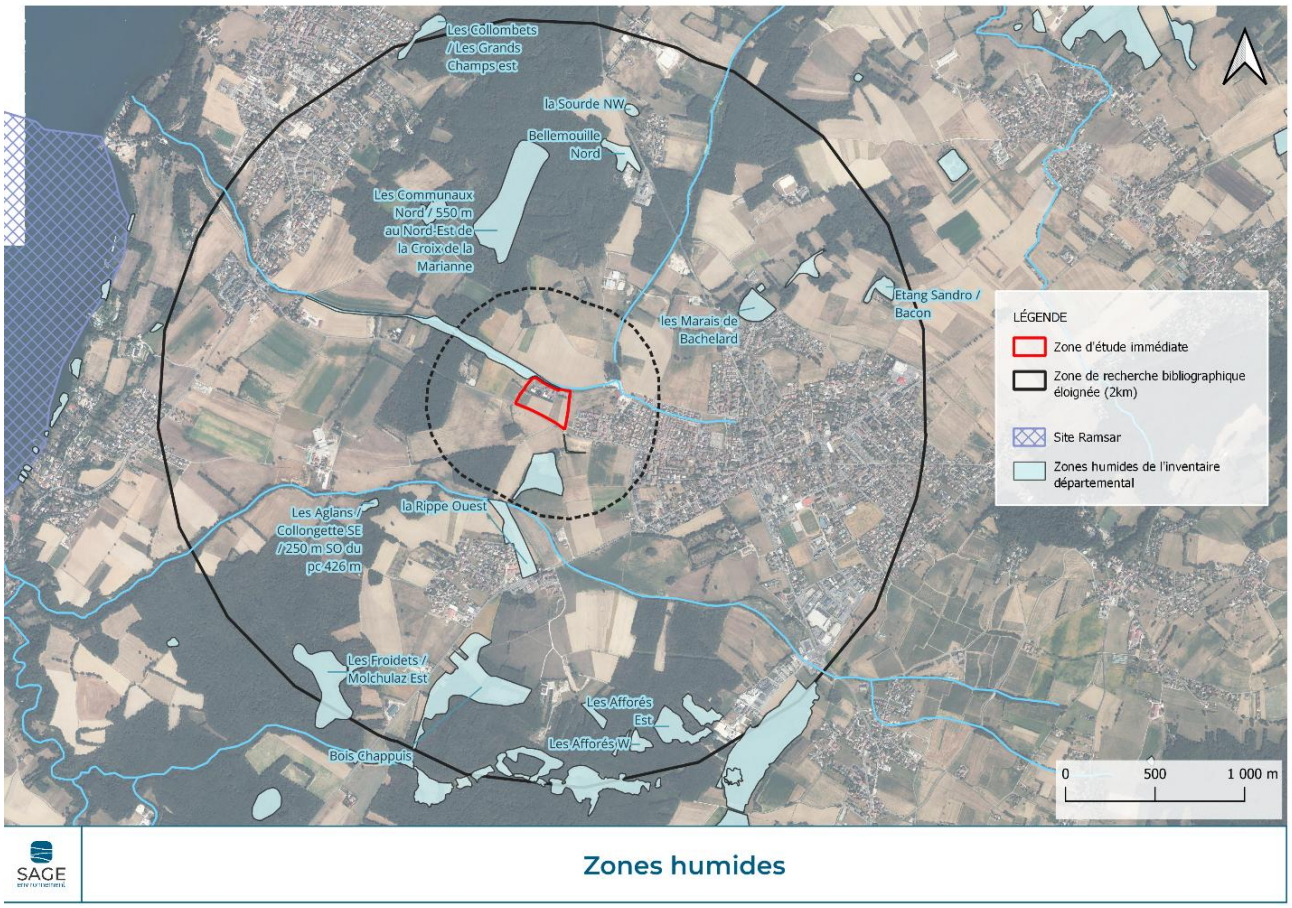


Figure 4 : Zones humides situées à proximité de la zone d'étude immédiate

Seules celles situées à 500 m de la zone d'étude immédiate sont décrites ci-après.

III.1.3.1 « les Vernais Nord » - 9919300

Cette zone humide se situe à environ 300m au sud de la zone d'étude immédiate. Sa fiche descriptive n'est présentement pas disponible.

III.1.3.2 « Marais de la Léchère » - 9919292

Cette zone humide est adjacente au nord à la zone d'étude immédiate. Sa fiche descriptive n'est présentement pas disponible.

III.1.4 Armature écologique

Les espèces animales et végétales ont nécessité à se déplacer pour effectuer les étapes importantes de leur cycle de vie (alimentation, repos, reproduction...). Ces déplacements permettent également de faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces sauvages. En ce sens, il est important de maintenir voire restaurer les continuités écologiques terrestre et aquatique. La notion de continuité écologique recouvre tous les échanges et les circulations (longitudinales, latérales, et même verticales) qui permettent le bon fonctionnement des écosystèmes.

Ce chapitre s'intéresse à la description de l'armature écologique du secteur et identifie les caractéristiques du territoire vis-à-vis de son rôle dans la continuité écologique.

Le terme de « corridor écologique » désigne un ou des milieux reliant fonctionnellement entre eux différents habitats vitaux pour une espèce ou un groupe d'espèce (habitats, sites de reproduction, de nourrissage, de repos, de migration, etc.).

Le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires) référence notamment la structure écologique du territoire ainsi que les différents corridors écologiques en présence. Ci-dessous, deux cartes extraites de ce document, centrées sur le secteur d'étude.

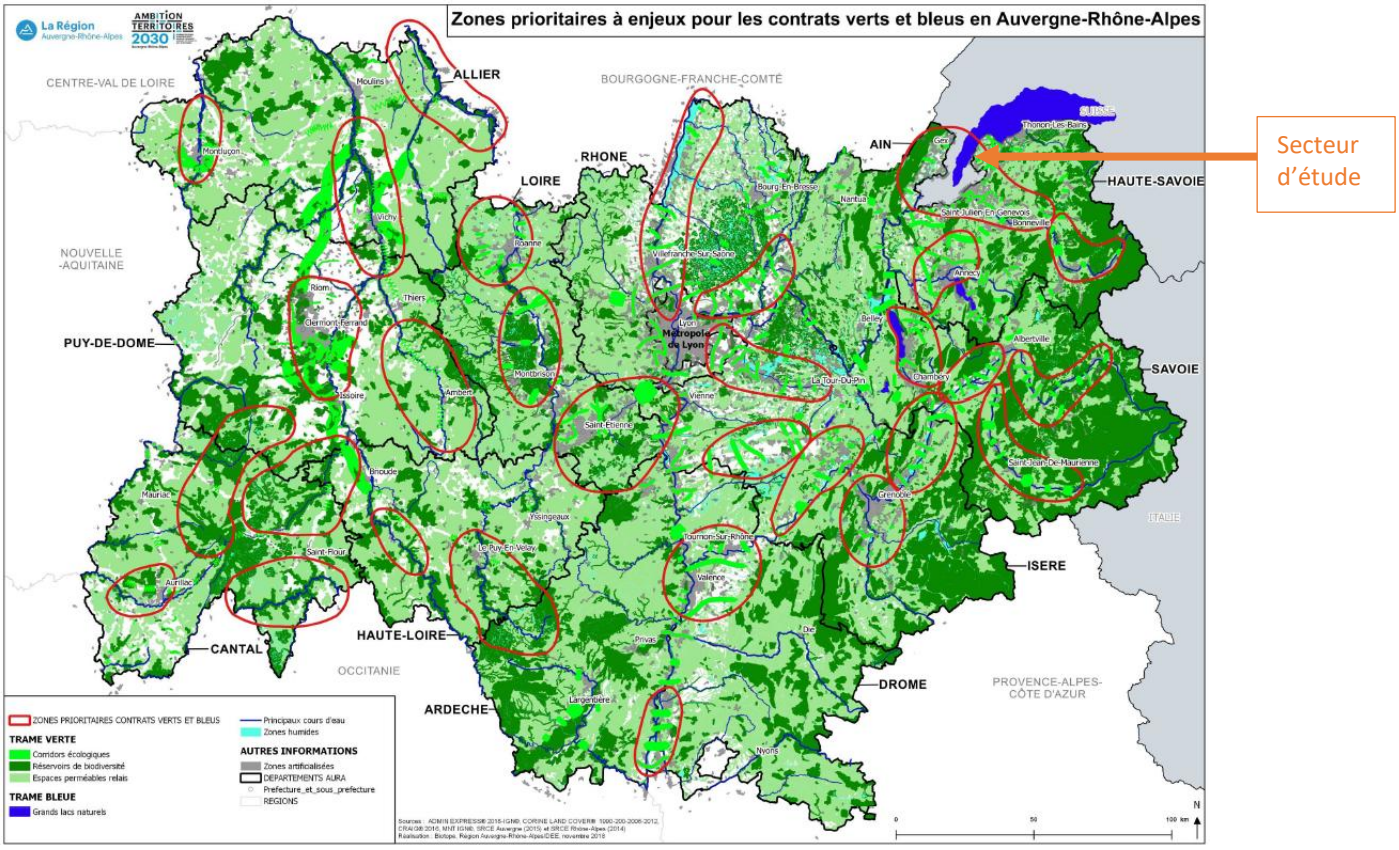


Figure 5 : Zones prioritaires à enjeux pour les contrats verts et bleus en Auvergne Rhône-Alpes
Extrait du STRADDET Auvergne Rhône Alpes

Comme le montre la carte ci-dessus, le projet potentiel se trouve dans l'une des zones prioritaires à enjeux pour les contrats verts et bleus en Auvergne Rhône-Alpes.

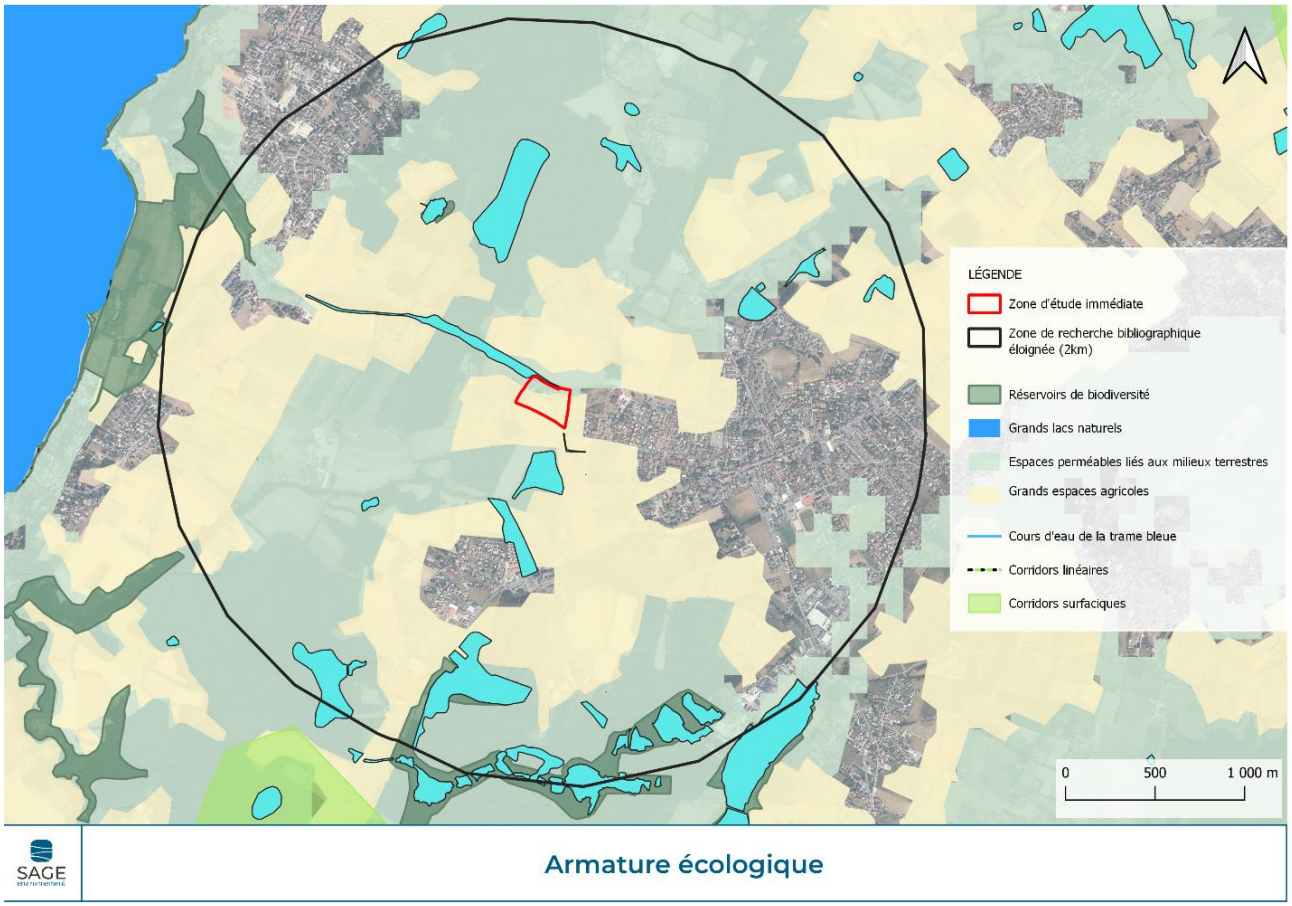


Figure 6 : Zonages de la trame verte et bleue – source zonages : DatARA

Comme le montre la carte ci-dessus, la zone d'étude immédiate se situe majoritairement dans une zone de grands espaces agricoles. Seul le secteur nord est identifié comme espaces perméables terrestre. Aucun réservoir de biodiversité, ni de corridors ont été identifiés à proximité de la zone d'étude immédiate. A l'ouest et au sud, deux zones humides sont présentes.

III.2 DONNEES NATURALISTES D'ORDRE BIBLIOGRAPHIQUES SUR LE SECTEUR

Recueil de données sur la faune et la flore

Le recueil et le tri des données ponctuelles concernant la faune et la flore des dix dernières années (2016 - 2026) ont été réalisés dans la zone de recherche bibliographique rapprochée, à partir de la base de données suivantes : Biodiv'Aura Expert, pôle d'information en Rhône-Alpes.

La base OpenObs n'a pas pu être mobilisée en raison de l'inaccessibilité actuelle de l'INPN (attaque informatique du site).

Parmi les 77 espèces recensées dans la zone rapprochée dans la base de données Biodiv'Aura Expert, seules celles ayant un statut de protection ou figurant dans les listes rouges (Quasi-menacé, Vulnérable, En danger, En danger critique) et les directives habitats et oiseaux ont été gardées.

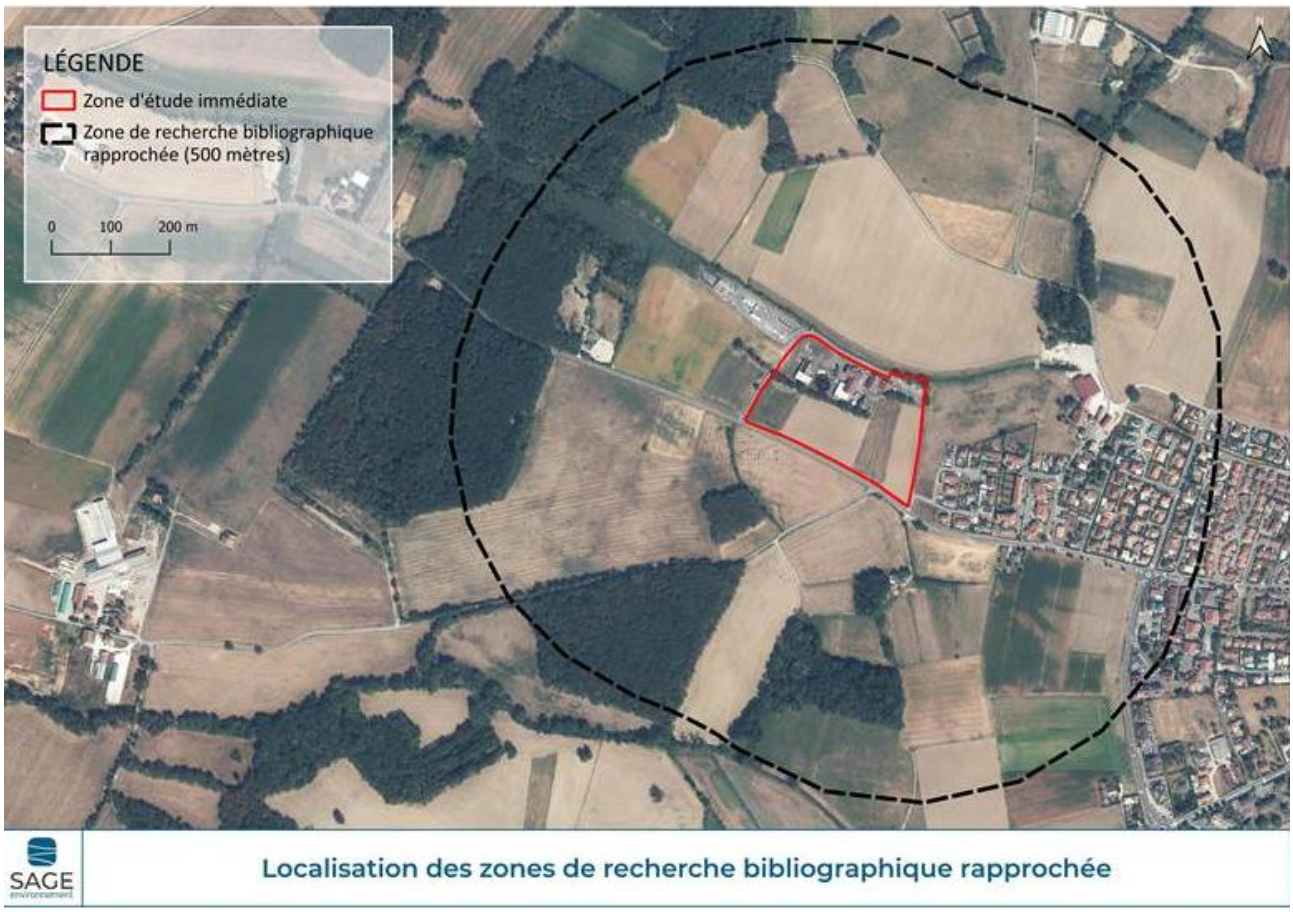


Figure 7 : Cartographie de la localisation des zones de recherche bibliographique rapprochée

III.2.1 Données Flore et champignons

III.2.1.1 Flore

La bibliographie fait état de 25 espèces floristiques dans la zone de recherche rapprochée, toutes présentant un enjeu faible.

III.2.1.2 Champignons

La bibliographie fait état de 3 espèces de champignons dans la zone de recherche rapprochée, toutes présentant un enjeu faible.

III.2.2 Données faune

III.2.2.1 Avifaune

La bibliographie répertorie 43 espèces d'oiseaux dans la zone rapprochée, dont 31 sont protégées au niveau national selon l'article 3, et 11 présentent un intérêt particulier pour la conservation. Ces dernières sont inscrites à la Directive Oiseaux et/ou possèdent un statut supérieur ou égale à « Quasi menacé » (NT) dans les Listes rouges. Elles sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Les informations relatives à l'avifaune nicheuse possible et à l'avifaune hivernante ont été établies à partir des dates d'observation issues de la base de données Biodiv'AURA.

CD REF v18	Nom vernaculaire	Statuts/ Nidification	Protection nationale	Directive Oiseaux	Liste rouge nationale Hivernant	Liste rouge nationale Nicheur	Liste rouge nationale Visiteur	Liste rouge régionale	Enjeux
3676	Alouette des champs	*Hivernant*	-	-	LC	NT	NAd	NT	Modéré
2669	Faucon crecerelle	*Possible*	-	Article 3	NAd	NT	NAd	NT	Modéré
2504	Grande Aigrette		Annexe I	Article 3	LC	NT	-	CR	Très fort
459478	Hirondelle de fenetre	*Possible*	-	Article 3	-	NT	DD	LC	Faible à modéré
3696	Hirondelle rustique	*Possible*	-	Article 3	-	NT	DD	NT	Modéré
889047	Linotte melodieuse	*Possible*	-	Article 3	NAd	VU	NAc	LC	Faible à modéré
3551	Martinet noir	*Possible*	-	Article 3	-	NT	DD	NT	Modéré
2840	Milan noir		Annexe I	Article 3	-	LC	NAd	LC	Modéré
4571	Serin cini	*Possible*	-	Article 3	-	VU	NAd	NT	Modéré
199425	Tarier patre	*Possible*	-	Article 3	NAd	NT	NAd	LC	Faible à modéré
4582	Verdier d'Europe	*Possible*	-	Article 3	NAd	VU	NAd	VU	Modéré à fort

Tableau 5 : Liste de l'avifaune à enjeux

La répartition de ces espèces est illustrée dans la figure ci-dessous.

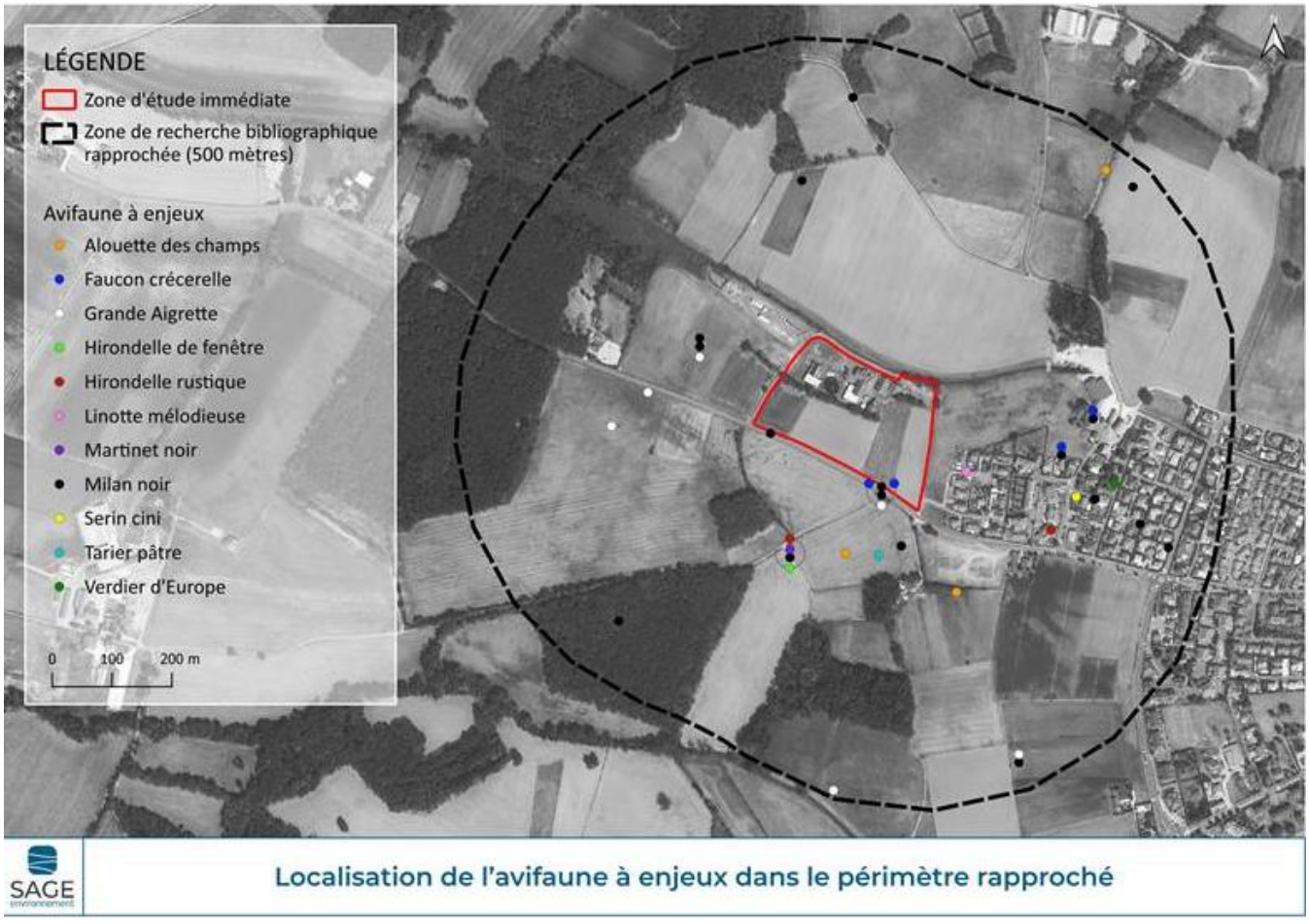


Figure 8 : Cartographie de la répartition de l'avifaune à enjeux dans le périmètre rapproché
Source géoréférencement espèces : Biodiv'AURA

III.2.2.2 Mammifères

La bibliographie recense 3 espèces de mammifères dans la zone de recherche rapprochée. Parmi elles, une seule présente un enjeu faible : le Renard roux.

Les deux autres espèces présentent des enjeux plus élevés et sont détaillées dans le Tableau 6, parmi lesquelles figure une espèce aquatique : le Castor d'Europe.

Aucune espèce volante n'est mentionnée dans les sources consultées.

CD REF v18	Nom vernaculaire	Directive Habitats	Protection nationale	Protection régionale	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale	Enjeux
60015	Hérisson d'Europe	-	**Article 2**	-	LC	LC	**Faible à modéré**
61212	Castor d'Europe	**Annexe II**	**Article 2**	-	LC	LC	**Modéré à fort**

Tableau 6 : Liste des mammifères à enjeux

La répartition de ces espèces est illustrée dans la figure ci-dessous.

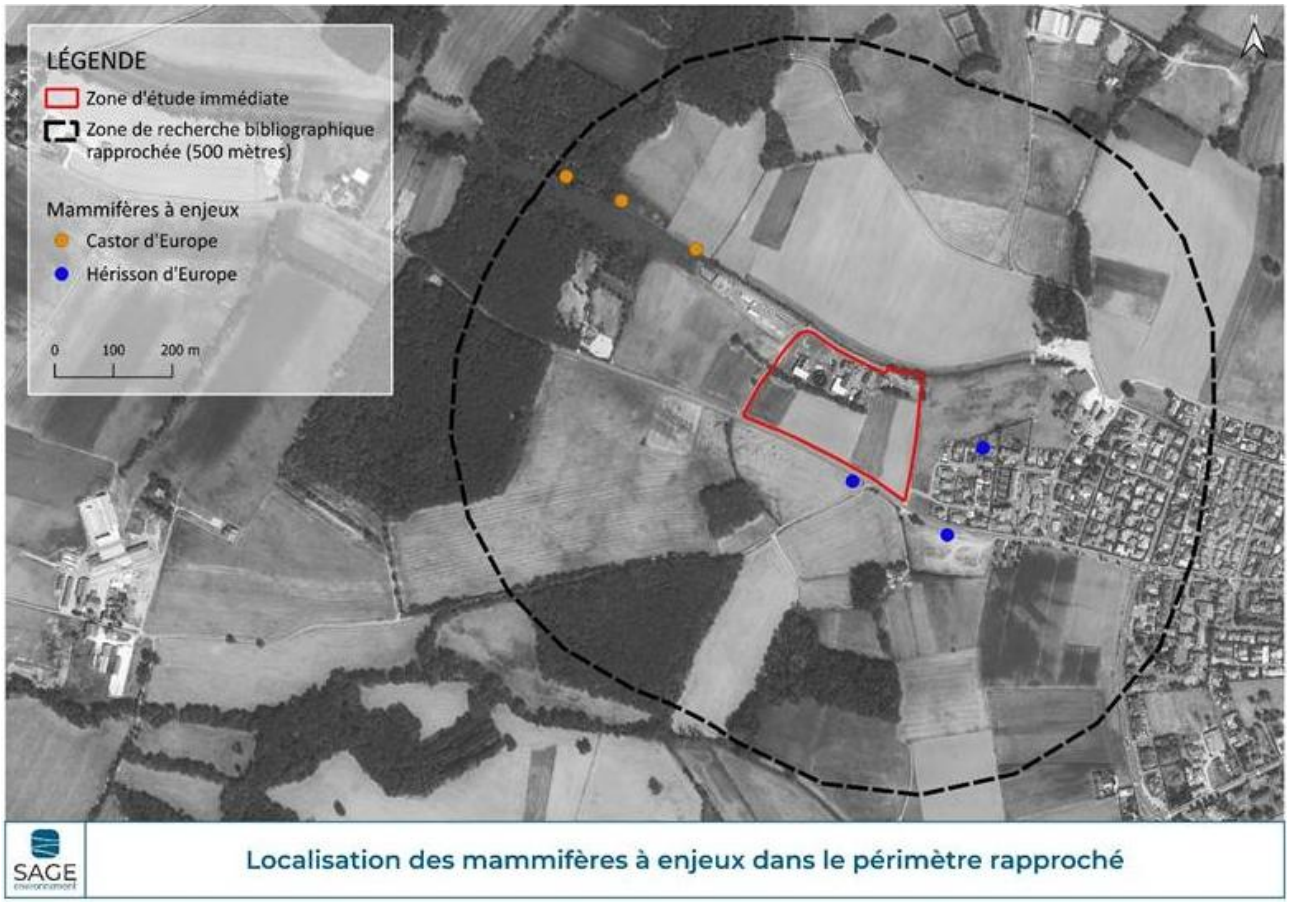


Figure 9 : Cartographie de la localisation des mammifères à enjeux dans le périmètre rapproché
Source géoréférencement espèces : Biodiv'AURA

III.2.2.3 Amphibiens

Les bases consultées n'indiquent aucune donnée bancarisée dans la zone d'étude immédiate.

III.2.2.4 Reptiles

Les bases consultées n'indiquent aucune donnée bancarisée dans la zone d'étude immédiate.

III.2.2.5 Insectes

La bibliographie fait état de 3 espèces d'invertébrés au sein de la zone de recherche rapprochée. Toutes appartiennent au groupe des odonates et présentent un enjeu faible : *Chalcolestes viridis*, *Sympetrum sanguineum* et *Sympetrum striolatum.*

III.2.2.6 Ichtyofaune

Les bases consultées n'indiquent aucune donnée bancarisée dans la zone d'étude immédiate.

IV. Méthodologie d'investigation

IV.1 EQUIPE DE TRAVAIL

Les observateurs ayant contribué aux inventaires sont les suivants :

- EFA = Elisa FAGE : Ecologue de la société SAGE Environnement, ayant ici contribué aux passages dédiés à la flore et aux habitats.
- CL = Camille LEGRAND : Ecologue de la société SAGE Environnement, ayant ici contribué aux passages dédiés à l'avifaune, aux mammifères, à l'herpétofaune et à l'entomofaune.
- LB = Ecologue de la société SAGE Environnement, ayant ici contribué aux passages dédiés aux amphibiens et rapaces nocturnes ;
- MB = Marine BERNY : stagiaire de la société SAGE Environnement ayant ici contribué aux passages dédiés à la flore et à la faune ;

IV.2 FLORE ET HABITATS

IV.2.1 Calendrier d'inventaires

Les prospections de terrain ont été planifiées en fonction des cycles biologiques des espèces végétales du site. **Deux campagnes** ont, à ce stade, été réalisées, en tenant compte de la phénologie :

- Un passage en **avril**,
- Un passage en **juin**.

	16 avril 2026	23 juin 2026
Intervenant	Elisa FAGE	Elisa FAGE

Tableau 7 : Calendrier des inventaires flore et habitats

IV.2.2 Relevés phytosociologiques

Chaque formation végétale homogène a fait l'objet d'un relevé phytosociologique réalisé selon la méthode des relevés floristiques de Braun-Blanquet. Cette méthode permet de déterminer et de quantifier la présence des espèces végétales en attribuant un coefficient d'abondance-dominance, comme décrit dans le tableau ci-dessous :

Coefficient d'abondance-dominance	Signification	Classe de recouvrement (%)
r	Individus très rares et recouvrement très faible	<5
+	Individus peu abondants et recouvrement faible	<5
1	Individus assez abondants, mais recouvrement faible	<5
2	Individus très abondants, recouvrement au moins 1/20	5-25
3	Nombre d'individus quelconque, recouvrement 1/4 à 1/2	25-50
4	Nombre d'individus quelconque, recouvrement 1/2 à 3/4	50-75
5	Nombre d'individus quelconque, recouvrement plus de 3/4	75-100

Tableau 8 : Coefficients d'abondance-dominance (Braun-Blanquet, 1932) permettant de traduire le pourcentage de recouvrement de chaque espèce

Concernant la taille des relevés, il est préférable de réaliser l'échantillonnage sur des surfaces aussi grandes que possible pour garantir une représentativité adéquate. Les aires minimales recommandées pour les relevés varient selon le type de végétation :

- Prairie : 16 à 50 m² ;
- Fourré : 50 à 200 m² ;
- Boisement : 300 à 800 m².

Des relevés complets de la flore ont été réalisés dans les principaux habitats.

IV.2.2.1 Flore remarquable

Une attention particulière a été portée aux espèces végétales protégées et menacées, conformément aux textes présentés dans le chapitre précédent (§II.3, page 9).

Les espèces remarquables ont été géolocalisées à l'aide d'un GPS, assurant un suivi précis de leur présence et de leur distribution sur le terrain.

IV.2.2.2 Espèces végétales exotiques envahissantes

Les espèces exotiques envahissantes ont également fait l'objet d'une attention particulière, en s'appuyant sur leur cotation de Lavergne (Debay, Legland, & Pache, 2020). Cette méthode évalue le degré d'invasion d'une espèce introduite sur le territoire de Rhône-Alpes, en utilisant une échelle de 1 à 5, où 1 correspond à une espèce non envahissante et 5 à une espèce fortement envahissante. Cette cotation identifie les espèces dont la présence est problématique et nécessitent des mesures spécifiques pour leur contrôle et leur gestion.

Les espèces envahissantes ont été localisées à l'aide d'un GPS, assurant ainsi un suivi rigoureux de leur présence et de leur répartition sur le terrain.

IV.2.2.3 A l'échelle des habitats

Une fois identifiées, les formations végétales sont codifiées selon la nomenclature EUNIS (Gayet, Baptist, Maciejewski, Poncet, & Bensettiti, 2018), avec une correspondance à la classification CORINE Land Cover (Bossard, Feranec, & Otahel, 2000).

Une attention particulière est portée aux habitats présentant un intérêt patrimonial, notamment ceux en lien avec la Directive européenne « Habitats-Faune-Flore » 92/43/CEE.

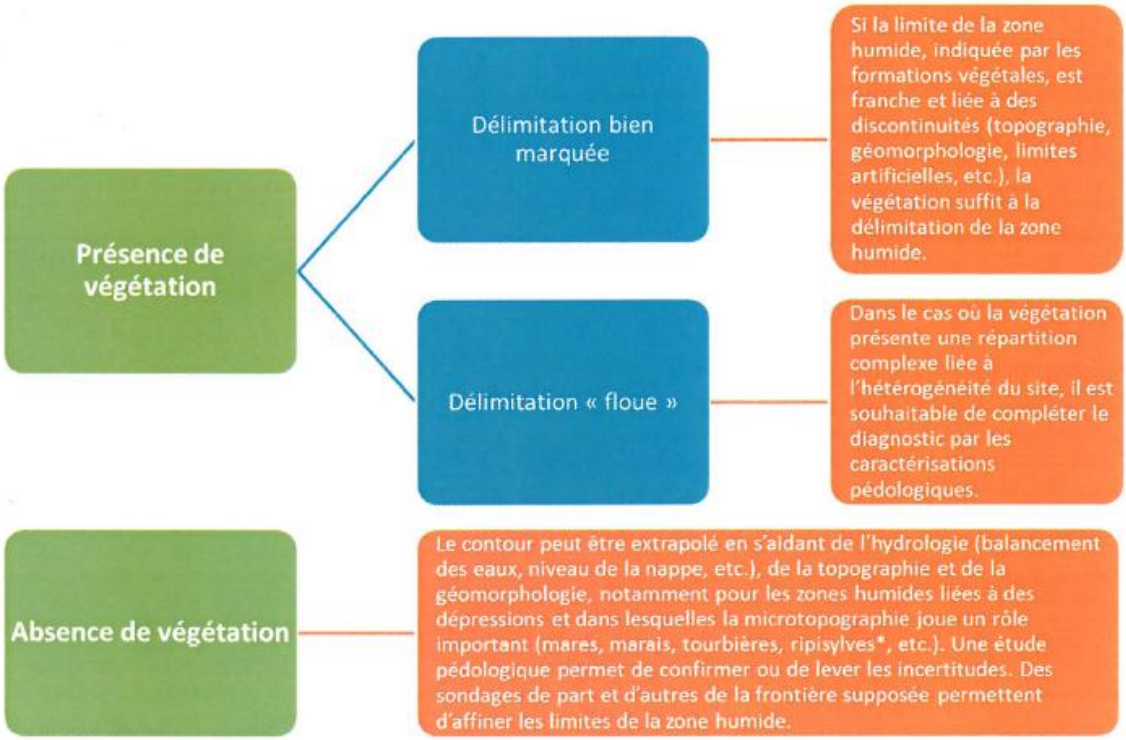
IV.3 ZONES HUMIDES

La délimitation des zones humides a pour but de définir, sur le plan pédologique ou botanique, la nature humide ou non de la zone à investiguer en référence à l'Arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l'Arrêté du 24 juin 2008 relatif à la délimitation des zones humides.

IV.3.1 Principes généraux et réglementaires

L'objectif de la phase de terrain est de confirmer ou d'infirmer la présence de zones humides et, le cas échéant, de les délimiter.

La délimitation d'une zone humide repose sur la méthode suivante :



Les zones humides dégradées (remblais, drainage, décharges, etc.) ou cultivées au moment de l'inventaire, mais encore présentes, sont repérées et identifiées. Les routes et les chemins sont exclus autant que possible, en fonction de la largeur des infrastructures ou de leur influence sur les milieux humides.

D'un point de vue réglementaire, selon le décret n° 2007-135 du 30 janvier 2007 (codifié à l'article R211-108 du Code de l'Environnement), la vérification d'un critère botanique ou pédologique permet de statuer si un milieu est humide.

La méthodologie suivie pour l'identification et la délimitation des zones humides est fondée sur l'Arrêté du 24 juin 2008, modifié par l'Arrêté du 1er octobre 2009, qui précise les critères définis par les articles L214-7-1 et R211-108 du Code de l'Environnement. Le protocole de terrain sera détaillé dans la suite du rapport.

Une zone humide peut être identifiée selon l'un des deux critères suivants (un seul critère suffit) :

- Critère botanique
- Critère pédologique

IV.3.2 Critères botaniques

La phase de terrain n'a pas pour but de réaliser un inventaire détaillé de la végétation hygrophile ou des sols. Elle se concentre uniquement sur la confirmation de l'existence d'une zone humide et l'identification des points de repère nécessaires pour délimiter cette zone. Il est important de ne pas confondre cette étape avec un relevé complet, car elle ne cherche qu'à recueillir les informations essentielles à la délimitation précise de la zone humide.

IV.3.2.1 Habitats des zones humides

Lorsque des données ou cartographies d'habitats (comme celles basées sur les typologies CORINE Biotopes ou le Prodrome des végétations de France) sont disponibles à une échelle appropriée (généralement entre 1/1 000 et 1/25 000), elles servent à vérifier si les habitats présents correspondent à des habitats caractéristiques de zones humides. Un espace est considéré comme humide si ses habitats figurent dans la liste des habitats humides de l'Annexe 2, Table B, de l'Arrêté du 24 juin 2008.

Si des cartes surfaciques sont utilisées, la limite de la zone humide correspond au contour de l'espace identifié, auquel peuvent être ajoutés les secteurs humides selon le critère des sols, détaillé dans l'Annexe 1 de l'Arrêté.

Lorsque des investigations sur le terrain sont nécessaires, **l'examen des habitats doit être réalisé à une période où les espèces végétales sont dans un stade de développement identifiable, idéalement durant leur floraison.**

Comme pour l'étude des sols ou des espèces, l'examen doit porter sur des points de part et d'autre de la limite supposée de la zone humide, en suivant des ctransects perpendiculaires à cette frontière. Le nombre de points, leur répartition et leur localisation dépendent de la taille et de l'hétérogénéité du site, avec un point par secteur homogène du point de vue des conditions mésologiques.

Sur chaque point (ou placette), homogène sur les plans physionomique, floristique et écologique, un relevé phytosociologique est effectué selon les pratiques en vigueur, afin de déterminer si l'habitat correspond à ceux caractéristiques des zones humides listés dans la Table B. Si ce n'est pas le cas, une vérification des sols doit être réalisée pour confirmer la nature humide de la placette.

IV.3.2.2 Espèces végétales de zones humides

Les espèces végétales répertoriées dans la Table A de l'Annexe II de l'Arrêté du 24 juin 2008, reconnues comme caractéristiques des zones humides, sont identifiées lors des relevés floristiques effectués dans le cadre des inventaires botaniques. L'identification de la flore a été réalisée durant la période de floraison des principales espèces.

Pour chaque relevé, et pour chaque strate, localisé à l'aide d'un GPS, les étapes suivantes sont suivies pour déterminer si le relevé floristique indique un caractère humide ou non :

- Estimation visuelle du pourcentage de recouvrement des espèces,
- Classement des espèces par ordre croissant de recouvrement,
- Établissement d'une liste des espèces dont les pourcentages de recouvrement cumulés permet d'atteindre 50% du recouvrement total de la strate,
- Ajout des espèces ayant individuellement un pourcentage de recouvrement supérieur ou égal à 20% (si elles n'ont pas été comptabilisées précédemment),
- Regroupement des listes obtenues pour chaque strate en une seule liste d'espèces dominantes, toutes strates confondues,
- Examen du caractère hygrophile des espèces de cette liste ; si la moitié au moins des espèces de cette liste figurent dans la liste des espèces indicatrices de zones humides (espèces listées à la Table A de l'Annexe II de l'Arrêté du 24 juin 2008), la végétation peut être qualifiée d'hygrophile.

IV.3.3 Critère pédologique

Les sondages pédologiques, réalisés à l'aide d'une tarière, permettent d'évaluer l'hydromorphie des sols par l'observation des traits réductiques ou rédoxiques. Ces traits, indicateurs de l'oxydation et de la réduction du fer selon la teneur en eau, aident à confirmer la présence de zones humides.

Les sondages sont prioritairement effectués dans les secteurs les plus bas de la zone d'étude, à proximité des écoulements d'eau ou des zones de stagnation, où l'humidité est plus probable. En cas de confirmation d'un sol humide, d'autres sondages sont réalisés à des distances croissantes, y compris en zone plus élevée, pour en délimiter les contours. Des secteurs en pente peuvent aussi être sondés en fonction des observations (végétation hygrophile, topographie).

La délimitation des zones humides repose sur l'Annexe 1 de l'Arrêté du 24 juin 2008, modifié par celui du 2 octobre 2009, qui précise les critères d'identification basés sur les caractéristiques morphologiques des sols. Les degrés d'hydromorphie sont définis en référence aux classifications du Groupe d'Étude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA, 1981 ; modifié par *Baize & Ducommun* en 2014, Cf. Figure 10).

Les sols des zones humides incluent :

- **Histosols** : sols engorgés en eau de manière permanente, provoquant l'accumulation de matières organiques peu ou pas décomposées. Ils appartiennent aux classes d'hydromorphie H du GEPPA modifié.
- **Réductisols** : sols présentant un engorgement permanent à faible profondeur, avec des **traits réductiques** apparaissant à moins de 50 cm de profondeur. Ils correspondent aux classes VI (c et d) du GEPPA.
- Autres types de sols :
  - Présentant des **traits rédoxiques** à moins de 25 cm de profondeur, se prolongeant ou s'intensifiant avec la profondeur, correspondant aux classes V (a, b, c, d) du GEPPA.
  - Présentant des **traits rédoxiques** à moins de 50 cm de profondeur et des traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 cm, appartenant à la classe IVd du GEPPA.

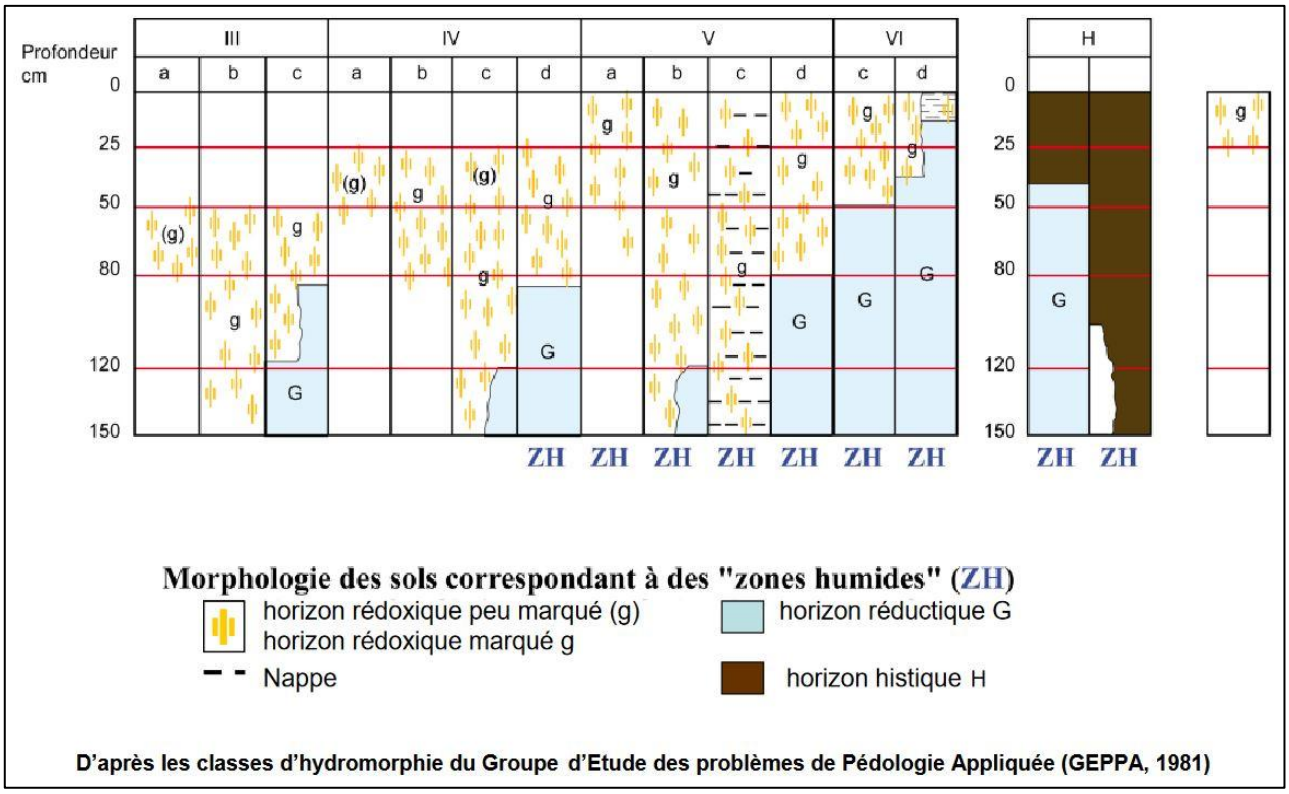


Figure 10 : Tableau du GEPPA (Baize & Ducommun, 2014)

IV.3.4 Synthèse des différents critères

À l'issue de ces étapes, les critères pédologiques **ou** floristiques permettront de délimiter les zones humides du secteur d'étude.

IV.4 FAUNE

IV.4.1 Avifaune

IV.4.1.1 Avifaune nicheuse

La richesse aviaire du site a été évaluée en période de nidification par la méthode des Indices Ponctuels d'Abondance (IPA).

Principe de la méthode IPA

C'est une méthode relative (ou indiciaire) mise au point en 1970 par (Blondel, J., Ferry, C., & Frochot, B.) pour quantifier l'abondance des oiseaux forestiers nicheurs, puis étendue à d'autres habitats (bosquets, milieux cultivés, bords de rivières...). Elle consiste à identifier et dénombrer les oiseaux de toutes espèces vus ou entendus depuis un point fixe, lors de deux visites de 20 minutes chacune réalisées respectivement en début et en fin de saison de nidification. Ce double comptage ponctuel est qualifié d'IPA.

Déroulement des comptages

- Choix des points de comptage : Les points de comptage sont :
  - Sélectionnés selon un protocole d'échantillonnage précis, établi en fonction des objectifs de l'étude ;
  - Repérés sur carte ou directement sur le terrain.

- Choix des dates de comptage

  Au minimum deux passages sont réalisés.

  La première visite doit se situer à la période permettant de détecter les nicheurs précoces (Pics, Sittelle, Mésanges...), soit de fin mars à fin avril en général.

  La seconde visite a lieu dès que les migrateurs tardifs sont installés (Fauvette des jardins, Rousserolles, Pie-grièche écorcheur...) et pendant qu'ils se manifestent (de mi-mai à mi-juin en plaine ...).

  L'observateur peut adapter ces dates au climat régional, en les décalant par exemple de quelques jours, voire de quelques semaines en montagne.

- Heures et conditions météorologiques

  Les comptages sont effectués dans les 3 (maximum 4) heures qui suivent le lever du jour, uniquement par conditions météo « favorables », c'est-à-dire celles qui permettent aux oiseaux de chanter et d'être visibles : on élimine les matins de froid anormalement vif, de forte pluie, de vent ou de brouillard. Lorsque les oiseaux ralentissent fortement leur activité en cours de matinée, par exemple avec apparition du vent ou de la chaleur, l'observateur doit interrompre les comptages.

- Exécution d'un comptage

  Pendant une période de 20 minutes exactement, l'observateur note la totalité de ses contacts avec des oiseaux. Pour éviter l'auto-corrélation, deux points doivent être au moins distants de 200 à 300 m. Pour chaque espèce, on s'arrête au nombre maximal d'oiseaux différents repérés depuis le point. En cas d'oiseaux très nombreux (colonie de Freux, ballet de Martinets...), l'observateur ne cherche pas obligatoirement à compter les individus, mais indique globalement une évaluation ou simplement la présence d'une concentration (colonie, bande en déplacement...).

  Pour chaque dénombrement et chaque passage, les observations effectuées sont conventionnellement traduites en nombre de couples nicheurs selon l'équivalence suivante :

- Un oiseau vu ou entendu criant : ½ couple ;
- Un mâle chantant ou un oiseau bâtissant : 1 couple ;
- Un groupe familial : 1 couple.

A la fin de la saison, l'observateur possède, pour chaque point, les listes correspondant aux 2 comptages successifs. Le résultat global est reporté sur une fiche d'IPA standard, en procédant comme suit pour chaque espèce. La plus forte valeur, obtenue soit au premier soit au second comptage, est retenue et reportée en tant qu'IPA.

Interprétation des données

Comme nous l'avons déjà mentionné, il s'agit d'une méthode relative qui ne permet donc pas d'obtenir directement des densités (nombre de couples /10 ha par exemple) contrairement aux méthodes absolues comme la méthode des quadrats certes plus exhaustives mais beaucoup plus coûteuse parce que nécessitant une pression de prospection très importante. A l'inverse des méthodes absolues, ce type d'inventaire permet par contre des traitements statistiques interpoints.

Par ailleurs, les IPA sont en général plus adaptés pour des :
- Études diachroniques (suivi sur plusieurs années pour un même site) ;
- Des comparaisons entre différents sites de composition homogène (pour une même espèce).

Notons que les IPA ne doivent pas faire l'objet de comparaisons entre espèces différentes en raison des différences de comportement entre les oiseaux engendrant inévitablement des disparités quant à la détection de telle ou telle espèce.

Un seul IPA n'a pas de signification pris isolément. La description d'un peuplement d'oiseaux doit comporter un effectif d'IPA suffisamment important pour représenter la majeure partie des espèces et exprimer les abondances avec une certaine sécurité, exprimée en particulier par un intervalle de confiance. Il n'y a pas d'effectif idéal, mais l'expérience montre qu'il faut au moins une douzaine d'IPA pour représenter correctement un milieu homogène. Il en faut davantage si l'on recherche une précision accrue ou pour étudier des situations complexes.

Le cas de notre secteur d'étude

Deux points d'écoute IPA ont été effectués dans le cadre de cette étude (cf. Figure ci-après).

Deux passages ont été réalisés sur chacun de ces points : un passage le **16 avril 2026** et un passage le **12 juin 2026**.

IV.4.1.2 Avifaune hivernante

Deux visites hivernales dédiées à l'avifaune ont été réalisées les **21 janvier** et **24 février 2026** afin d'identifier les espèces fréquentant le site durant cette période. Le site a été parcouru à pied, l'observateur étant équipé d'une paire de jumelles. Les espèces observées et entendues ont été notées et, lorsque cela était possible, dénombrées.

IV.4.1.3 Avifaune migratrice

Une visite dédiée à l'avifaune a été effectuée en période de migration, le **30 octobre 2025** afin d'identifier les espèces fréquentant le site durant cette période. Le site a été parcouru à pied, l'observateur étant équipé d'une paire de jumelles. Les espèces observées et entendues ont été notées et, lorsque cela était possible, dénombrées.

IV.4.1.4 Rapaces nocturnes

Deux visites ont été effectuées en faveur des rapaces nocturnes, **le 24 février et le 11 juin 2026**. Deux points d'écoute avec repasse ont été réalisés à chacune de ces dates (cf. figure ci-après).



Figure 11 : Localisation des points d'écoute de l'avifaune

IV.4.2 Mammifères

IV.4.2.1 Mammifères terrestres non volants

Ce volet s'intéresse à l'étude de la petite faune (mustélidés, Lièvre, Hérisson, micromammifères, etc.), aux moyens et grands mammifères (Sanglier, Chevreuil, Renard, Blaireau, etc.) y compris aux espèces semi-aquatiques. Il vise notamment à appréhender les espèces à enjeux de conservation (espèces protégées et patrimoniales).

Les inventaires mammalogiques se font principalement à partir d'indices. Parmi ceux recherchés lors du parcours du site, citons :

- Les empreintes (cervidés, suidés, lagomorphes…) ;
- Les coulées (ragondins, renards…) ;
- Les fèces (laissées de carnivores, fumées d'herbivores...) ;
- Les terriers (castor, renard, blaireau…) ;
- Les reliefs de repas (cônes, noix, faines…) ;
- etc.

Du matériel peut également être installé, si jugé utile et nécessaire, tel que des nichoirs pour petits mammifères arboricoles (nest-tubes), des tubes collecteurs de fèces ou des pièges photographiques. Installé de manière temporaire, ces dispositifs aident à détecter la présence de certaines espèces discrètes (Muscardin, crossopes aquatiques, etc).

Les observations directes de mammifères sont également recherchées afin de compléter l'approche donnée par les indices, notamment en passage crépusculaire lors des inventaires nocturnes réalisés pour les amphibiens.

De manière générale, les inventaires pour ce groupe sont mutualisés avec les autres passages.

Le cas de notre étude

Six visites dédiées aux mammifères terrestres non volants ont été réalisées entre **octobre 2025** et **juin 2026**. Elles ont été mutualisées avec les prospections menées sur d'autres taxons.

IV.4.2.2 Mammifères volants

IV.4.2.2.a Gîtes et territoire

Pour qualifier l'enjeu porté par les gîtes, la catégorisation s'appuie sur l'évaluation du potentiel d'accueil des cavités comme de leurs accès (via les trames écologiques). *Les deux sont consubstantielles et auront le même niveau d'enjeu.*

Sont à rechercher toutes les cavités susceptibles d'accueillir un individu de quelques centimètres de long. Ainsi, face aux variétés d'usages et aux multiples typologies possibles, un gîte est aussi une potentialité à décrire.

Les catégories sont présentées selon leurs fonctions.

- *Gîte secondaire*, temporaire et utilisé par des individus erratiques hors reproduction et hivernage.
- *Gîte principal*, utilisé pour l'hivernage ou la reproduction. Impliquant l'existence d'une trame écologique fonctionnelle. Il est différencié selon la phase annuelle du cycle biologique :
  - du *printemps à l'été*, utilisé par des colonies de parturition qui sont majoritairement composées par des femelles et leurs jeunes, de la naissance jusqu'à leur émancipation.
  - En *automne*, les gîtes servent également de loges nuptiales. Pendant cet essaimage ou « swarming », les individus paradent à l'entrée des gîtes, qu'ils soient épigés ou hypogés.
  - En *hiver*, les gîtes sont mixtes et malgré quelques changements possibles, ils seront globalement considérés comme permanents.

Une autre limite à la connaissance d'une colonie réside dans la forte sensibilité des individus aux méthodes intrusives de visites. Un dérangement pendant la parturition ou l'hivernage peut s'avérer catastrophique compte tenu du faible taux de renouvellement des générations. Ceci incitera l'observateur à la retenue et à user de techniques non intrusives pour estimer cette cavité.

IV.4.3 Amphibiens

L'inventaire des amphibiens a pour objectif d'identifier les espèces présentes dans les milieux favorables à l'accomplissement de leur cycle biologique annuel et d'en connaître les populations de manière quantitative et qualitative. La plupart des amphibiens présentent un cycle biologique particulier, comportant 2 phases : une phase aquatique en période de reproduction et une phase terrestre le reste de l'année. Chaque espèce dispose de capacités migratoires adaptées à ses déplacements entre milieux terrestres et aquatiques.

Les inventaires sont menés dès le début du printemps, période favorable à la détection des amphibiens précoces (ces derniers gagnant les sites de reproduction dès les premières soirées humides présentant une température supérieure à 5°C). Ils seront poursuivis par des investigations plus tardives visant d'une part, à contacter les éventuelles larves et juvéniles des amphibiens précoces (Crapaud commun, Grenouilles rousse et agile, Tritons), et d'autre part, à contacter les espèces d'amphibiens plus tardives (Crapaud calamite, Sonneur à ventre jaune par exemple).

Plusieurs méthodes d'observation complémentaires sont mises en œuvre. Ces dernières sont décrites ci-dessous et leurs modalités d'utilisation sont résumées dans le tableau suivant :

- *Point d'écoute* : à l'arrivée sur site, il s'agit de rester immobile quelques minutes pour laisser le calme se réinstaller avant de procéder à une phase d'écoute de quelques minutes, destinée à entendre les mâles chanteurs d'adultes reproducteurs d'anoures. Cette technique peut avoir lieu de jour comme de nuit.
- *Observation directe* : il s'agit d'une observation à vue pouvant se faire de jour comme de nuit (dans ce dernier cas l'observateur sera équipé d'une torche), en milieu terrestre (individu adulte en déplacement), à la surface d'un milieu aquatique (ponte d'anoure), ou au sein même d'un milieu aquatique (adultes et larves d'anoures et d'urodèles). Des pauses seront effectuées de temps à autre lors de la progression, permettant de visualiser les individus adultes en mouvement vers la surface pour y respirer (à titre d'exemple, le temps d'apnée d'un Triton palmé est de 5 min).
- *Pêche à l'épuisette* : après une première phase d'observation directe, et dans le cas où la visibilité et l'accessibilité du milieu n'ont pas permis une exhaustivité certaine des prospections à vue (turbidité élevée, présence de végétation), nous procéderons à une phase complémentaire de pêche à l'épuisette, pouvant elle aussi se faire de jour comme de nuit. Cette dernière pourra être effectuée « à l'aveugle » en l'absence de visibilité, ou pourra être destinée à capturer un ou plusieurs individus en vue de les étudier plus précisément (détermination, sexage, etc…).

Le tableau suivant résume l'utilisation de chacune de ces modalités d'observations (espèce et période d'utilisation) :

	Anoures			Urodèles		
	Adulte	Ponte	Larve	Adulte	Ponte	Larve
Jour	Point d'écoute Observation directe Pêche à l'épuisette	Observation directe	Observation directe Pêche à l'épuisette	Observation directe Pêche à l'épuisette	/	Observation directe Pêche à l'épuisette
Nuit	Point d'écoute Observation directe Pêche à l'épuisette	Observation directe	Observation directe Pêche à l'épuisette	Observation directe Pêche à l'épuisette	/	Observation directe Pêche à l'épuisette

Le cas de notre secteur d'étude

Quatre visites ont fait l'objet de prospections dédiées aux amphibiens :

- Deux diurnes : **le 16 avril et le 13 mai 2026 ;**
- Deux nocturnes : **le 24 février et le 11 juin 2026.**

IV.4.4 Reptiles

Les reptiles (lézards, serpents) apprécient naturellement les milieux bien ensoleillés et occupent des espaces bien exposés. Afin de détecter leur présence, des investigations actives ont été effectuées.

Ce type d'inventaire est qualitatif (absence/présence) et est basé sur la préférence thermophile des reptiles (vipères, couleuvres et lézards) qui utilisent l'environnement de contact pour réguler leur température corporelle.

Les prospections actives consistent à parcourir le site de manière aléatoire, en ciblant notamment les microhabitats favorables et les placettes d'insolation, à la recherche d'individus vivants ou d'indices de présence (mue).

Le cas de notre secteur d'étude

Trois passages ont été effectués en faveur des reptiles : **le 16 avril, le 13 mai et le 12 juin 2026.** Ces passages ont été mutualisés avec les investigations d'autres taxons faunistiques.

IV.4.5 Insectes

Les inventaires entomologiques se font essentiellement sur les insectes comportant des taxons protégés et considérés comme de bons bio-indicateurs à savoir :

- les odonates (libellules et demoiselles),
- les lépidoptères rhopalocères (diurnes),
- les orthoptères ainsi que les coléoptères xylophages et sapro-xylophages protégés ou d'intérêt communautaire.

Le parcours du site aux heures les plus chaudes (11h – 15 h – période d'activité maximale des imagos) a permis de contacter les différents groupes d'insectes présents sur la zone d'étude.

La détermination des imagos (stade adulte) a été réalisée par observation directe et/ou capture. Les individus éventuellement capturés au filet ont bien évidemment été relâchés après identification.

Concernant les insectes xylophages et/ou sapro-xylophages, nous rechercherons les vieux arbres pouvant abriter certaines espèces de coléoptères xylophages remarquables (à savoir protégés au niveau national ou communautaire). Ce sont principalement les trous d'émergence des larves de ces coléoptères que nous rechercherons, au sein des arbres gîtes adaptés (essence, âge, degré de sénescence). Pour certaines espèces comme le Lucane cerf-volant par exemple, dont les larves occupent la zone racinaire, nous nous contenterons de définir les éventuelles potentialités de présence de l'espèce selon les habitats en présence, dans la mesure où il n'est pas possible de détecter les larves de l'espèce.

Le cas de notre secteur d'étude

Les investigations concernant ces taxons ont été effectuées : **le 16 avril, le 13 mai et le 12 juin 2026.** Ces dernières ont été mutualisées avec la recherche d'autres taxons.

IV.5 SYNTHESE DU CALENDRIER DES INVESTIGATIONS

Ci-après le calendrier des investigations effectuées à ce stade.

	30/10/2025	21/01/2026	24/02/2026	16/04/2026	13/05/2026	11/06/2026	12/06/2026	13/06/2026	23/06/2026	30/06/2026
Avifaune migratrice	x									
Avifaune hivernante		x	x							
Avifaune nicheuse				x			x			
Rapace nocturne			x			x				
Mammifères	x	x	x	x	x		x			
Amphibiens			x	x	x	x	x			
Reptiles				x	x		x			
Insectes				x	x		x			
Flore et Habitat				x				x	x	x

Tableau 9 : Calendrier des investigations

V. Résultats des investigations

V.1 HABITATS

A ce stade, aucun habitat à enjeu n'a été identifié au sein de la zone d'étude immédiate.

V.2 FLORE

Aucune espèce végétale protégée, ni menacée n'a, à ce stade, été identifiée sur la zone d'étude immédiate. L'enjeu apparaît présentement faible.

Quelques espèces exotiques envahissantes ont été détectées au nord-est de la zone d'étude immédiate.

V.3 ZONE HUMIDE

Les investigations de terrain ont été menées le 16 avril, le 23 et 30 juin 2026 par Elisa Fage.

Concernant la flore et les habitats, il convient de préciser que les investigations réalisées ne correspondaient pas à un inventaire floristique exhaustif, mais à une identification des taxons dominants et caractéristiques des formations végétales présentes. Les habitats observés présentaient des cortèges végétaux suffisamment différenciés pour permettre d'évaluer la présence ou l'absence de végétation indicatrice de zones humides.

Il convient toutefois de préciser que le critère floristique n'a pas pu être déterminé sur les deux parcelles cultivées en blé, à savoir le champ situé à l'extrémité est de la zone d'étude et le champ localisé à l'ouest du relevé n°4.

V.3.1 Végétation de zone humide

L'Annexe 1 présente la liste complète des relevés de végétation réalisés dans le cadre de la délimitation des zones humides. Les localisations de ces relevés, référencés par un numéro, sont indiqués sur les cartes suivantes.

Les relevés réalisés n'ont pas mis en évidence de végétation répondant aux critères définis par l'arrêté du 24 juin 2008. Sur la base des éléments observés, les secteurs étudiés ne peuvent donc pas être rattachés à une zone humide selon le critère floristique.

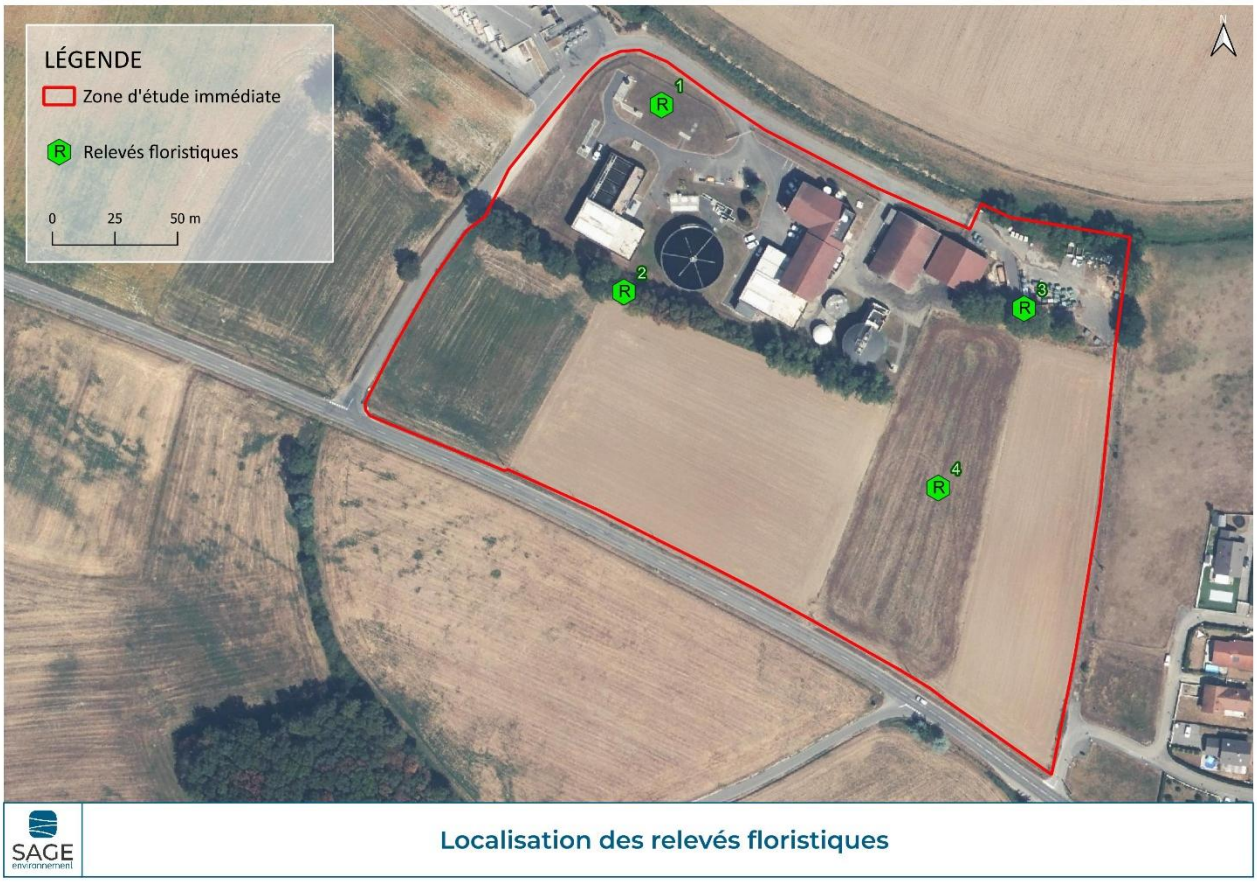


Figure 12 : Cartographies des relevés floristiques

V.3.2 Pédologie

Parmi les 8 sondages pédologiques réalisés, aucun ne répond aux critères de définition d'une zone humide au sens de l'arrêté du 24 juin 2008.

Il convient de préciser que, sur la zone des sondages n°3, 7 et 8, le caractère humide des sols n'a pas pu être conclu en raison d'une forte proportion de cailloux, rendant les sondages pédologiques impossibles (*cf.* Image 1).

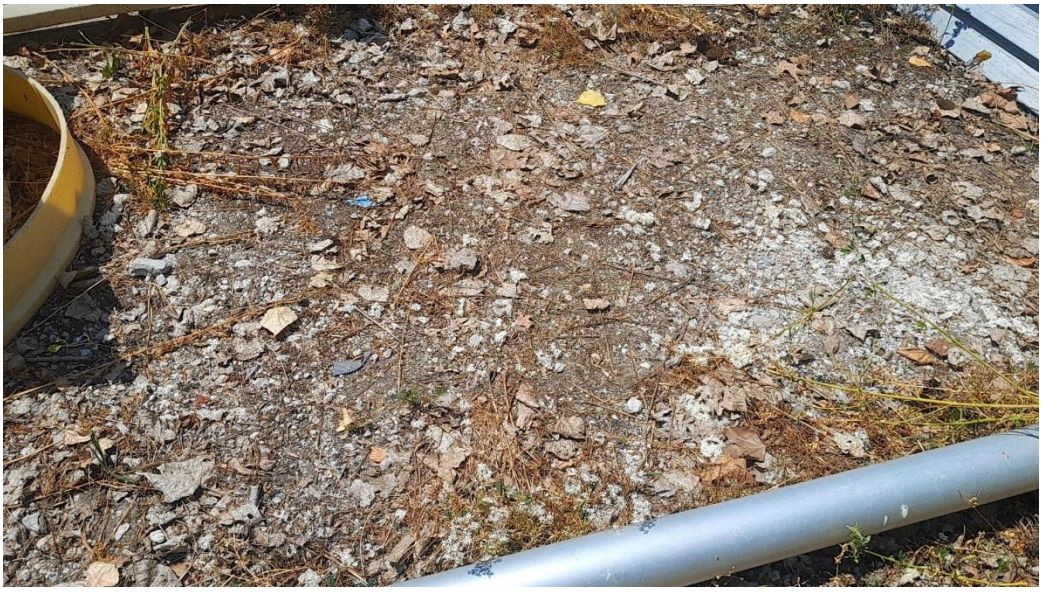


Image 1 : Zone de remblais au niveau du sondage n°3

Aucun sondage ne présente de traits rédoxiques apparaissant à une profondeur inférieure à 30 cm. Ces traits sont généralement liés à un engorgement temporaire du sol, entraînant une alternance de conditions oxydantes et réductrices. En période d'engorgement, le déficit en oxygène favorise la réduction du fer sous forme ferreuse (Fe^{2+}). Lors du retrait de l'eau et du retour de conditions aérées, le fer s'oxyde sous forme ferrique (Fe^{3+}), ce qui se traduit par l'apparition de taches rouille caractéristiques.

Aucun sondage n'a également révélé de traits réductiques, marqueurs d'un engorgement permanent ou quasi permanent du sol. Ces traits se développent en conditions durablement anoxiques et se manifestent notamment par des teintes gris-bleu caractéristiques, liées à la présence de fer sous forme réduite.

Le Tableau 10 présente les caractéristiques de ces sondages, leurs photographies sont consultables en Annexe 2.

Sondage n°	Date	Profondeur apparition traits rédoxiques (cm)	Profondeur apparition traits réductiques (cm)	Profondeur totale (cm)	Zone humide ?	Classification GEPPA	Remarques
1	30/06/2026	Ø	Ø	45	Non	Non référencé	Arrêt à cause des cailloux
2	30/06/2026	Ø	Ø	40	Non	Non référencé	Arrêt à cause des cailloux
3	30/06/2026	Ø	Ø	05	Incertaine	Non référencé	Arrêt à cause du remblai
4	30/06/2026	Ø	Ø	50	Non	Non référencé	
5	30/06/2026	Ø	Ø	50	Non	Non référencé	
6	30/06/2026	Ø	Ø	50	Non	Non référencé	
7	30/06/2026	Ø	Ø	35	Incertaine	Non référencé	Arrêt à cause des racines
8	30/06/2026	Ø	Ø	35	Incertaine	Non référencé	Arrêt à cause des cailloux

Tableau 10 : Tableau des sondages pédologiques

La carte ci-dessous indique l'emplacement des sondages pédologiques et précise leur classification comme zones humides ou non.

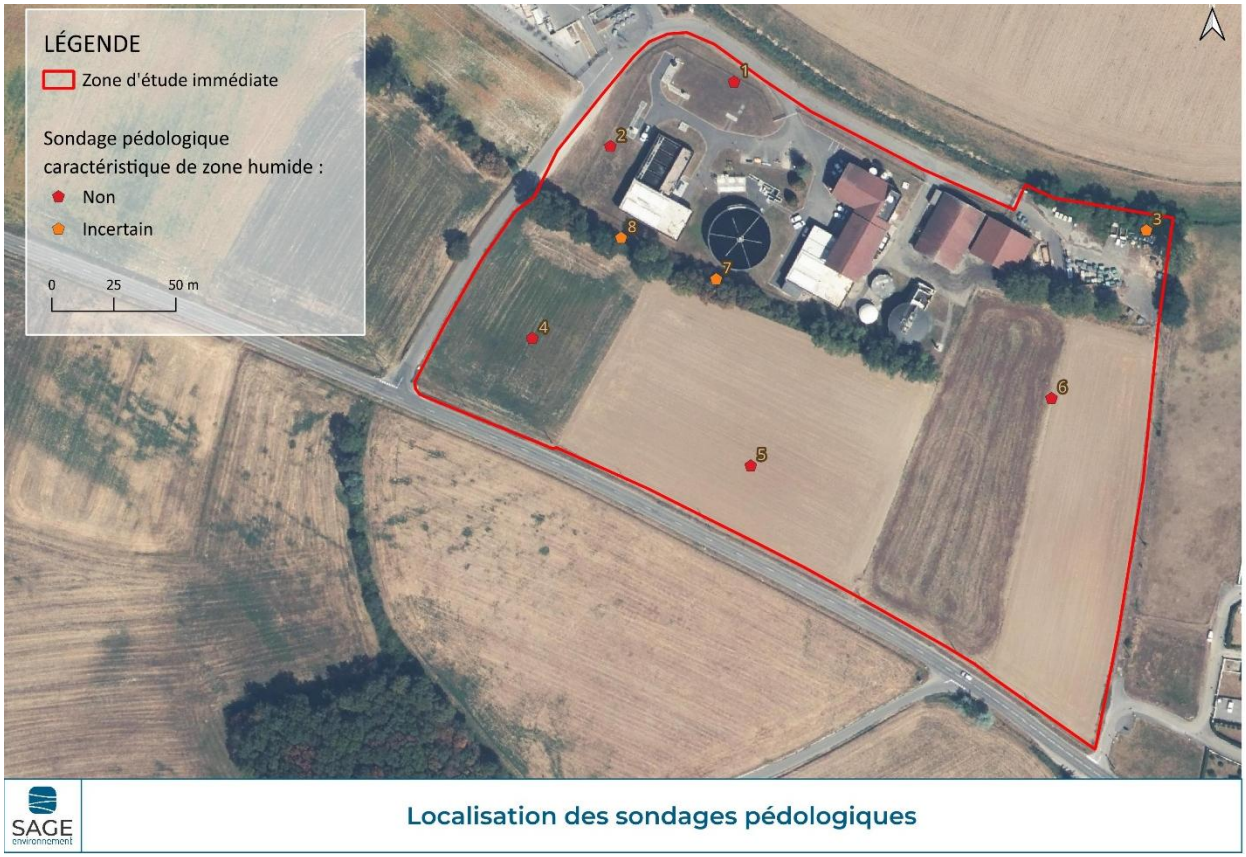


Figure 13 : Cartographies des sondages pédologiques

V.3.3 Bilan concernant la délimitation des zones humides au titre des deux critères

Les investigations de terrain n'ont pas permis de confirmer la présence de zones humides au sein de la zone d'étude, selon les critères définis par l'arrêté du 24 juin 2008.

Les relevés de végétation n'ont pas mis en évidence de cortèges floristiques caractéristiques de zones humides, et les sondages pédologiques réalisés n'ont pas révélé de traits d'hydromorphie répondant aux critères réglementaires. En l'état des observations, aucun secteur de la zone investiguée ne peut donc être rattaché à une zone humide au sens de cet arrêté.

Cette conclusion doit toutefois être appréciée au regard des conditions d'observation. En effet, certains sondages pédologiques n'ont pas pu être réalisés dans plusieurs secteurs en raison de la forte proportion de cailloux dans le sol. De plus, les parcelles cultivées en blé n'ont pas pu être étudiées au regard du critère floristique, la végétation spontanée n'étant pas observable.

V.4 FAUNE

V.4.1 Avifaune

V.4.1.1 Avifaune nicheuse

Le premier tableau qui suit synthétise les espèces observées et considérées comme nicheuses en 2026. Le second tableau mentionne les espèces/spécimens contactés lors des mêmes investigations mais considérés comme non nicheurs sur la zone d'influence du comptage.

Un couple nicheur signifie qu'il niche « à proximité » du point d'écoute c'est à dire en fonction de l'espèce et de sa capacité à être détectée entre quelques mètres et plusieurs centaines de mètres du point (Coucou gris ou rapace).

CD nom	Nom latin	Nom français	Habitat	IPA1 Indice retenu	IPA2 Indice retenu	Nicheur sur la zone d'étude	Liste rouge nicheur FR	Liste rouge nicheur AURA	Protection nationale	Directive Oiseaux	Enjeu local
4583	*Carduelis carduelis*	Chardonneret élégant	Milieux semi-ouverts	1	1	Nicheur	**VU**	LC	Article 3		Modéré
534742	*Cyanistes caeruleus*	Mésange bleue	Ubiquiste	1	1	Nicheur	LC	LC	Article 3		Faible à modéré
4001	*Erithacus rubecula*	Rougegorge familier	Ubiquiste	1	1	Nicheur	LC	LC	Article 3		Faible à modéré
4564	*Fringilla coelebs*	Pinson des arbres	Ubiquiste	1	1	Nicheur	LC	LC	Article 3		Faible à modéré
4013	*Luscinia megarhynchos*	Rossignol philomèle	Milieux de transition	1		Nicheur	LC	LC	Article 3		Faible à modéré
3941	*Motacilla alba*	Bergeronnette grise	milieux ouverts, anthropophile	1	2	Nicheur	LC	LC	Article 3		Faible à modéré
3764	*Parus major*	Mésange charbonnière	Ubiquiste	1	1	Nicheur	LC	LC	Article 3		Faible à modéré
4525	*Passer domesticus*	Moineau domestique	Anthropophile	2	4	Nicheur	LC	LC	Article 3		Faible à modéré
4035	*Phoenicurus ochruros*	Rougequeue noire	Anthropophile	1		Nicheur	LC	LC	Article 3		Faible à modéré
4257	*Sylvia atricapilla*	Fauvette à tête noire	Ubiquiste	1	1	Nicheur	LC	LC	Article 3		Faible à modéré
4117	*Turdus merula*	Merle noir	Ubiquiste	1	0,5	Nicheur	LC	LC			Faible
3611	*Dendrocopos major*	Pic épeiche	Arbres de hauts jets	1		Nicheur possible	LC	LC	Article 3		Faible à modéré
3424	*Columba palumbus*	Pigeon ramier	Ubiquiste		1	Non nicheur	LC	LC			Faible
2669	*Falco tinnunculus*	Faucon crécerelle	Milieux ouverts et rupestres ou milieux ouverts et boisés		1	Non nicheur	**NT**	**NT**	Article 3		Modéré
4466	*Garrulus glandarius*	Geai des chênes	Ubiquiste	1		Non nicheur	LC	**NT**			Modéré
3807	*Lanius collurio*	Pie-grièche écorcheur	Milieux arbustifs denses et ouverts	1		Non nicheur	**NT**	**NT**	Article 3	Annexe I	Modéré

Tableau 11 : Avifaune nicheuse de la zone d'étude rapprochée et ses abords (résultats du protocole IPA)
FR : France ; AURA : Auvergne-Rhône-Alpes

CD nom	Nom latin	Nom français	IPA1	IPA2	Liste rouge nicheur FR	Liste rouge nicheur AURA	Protection nationale	Directive Oiseaux	Enjeu local
4195	*Acrocephalus scirpaceus*	Rousserolle effarvatte		1	LC	LC	Article 3		Faible à modéré
4583	*Carduelis carduelis*	Chardonneret élégant	vol		VU	LC	Article 3		Modéré
3424	*Columba palumbus*	Pigeon ramier	vol		LC	LC			Faible
4503	*Corvus corone*	Corneille noire		vol	LC	LC			Faible
3696	*Hirundo rustica*	Hirondelle rustique	vol	vols	NT	NT	Article 3		Modéré
2840	*Milvus migrans*	Milan noir	vol	vol	LC	LC	Article 3	Annexe I	Modéré
4516	*Sturnus vulgaris*	Etourneau sansonnet	vol	vol	LC	LC			Faible à modéré

Tableau 12 : Observations complémentaires réalisées lors des IPA
FR : France ; AURA : Auvergne-Rhône-Alpes

Ainsi au bilan les éléments suivants sont à retenir :

- Au total, 21 espèces d'oiseaux ont été contactées en période de reproduction dont 12 sont considérées comme nichant sur la zone d'étude immédiate. Parmi celles-ci, citons le Chardonneret élégant, espèce protégée et menacée en France.
  Quatre autres espèces, contactées en bordure de la zone investiguée, ne sont pas considérées comme nicheuses au sein de la zone d'étude immédiate (au sens de la présence d'un nid). Elles sont toutefois susceptibles, voire certaines, de fréquenter cette zone dans le cadre de leurs activités de nidification. Parmi ces espèces, citons le Geai des chênes, le Faucon crécerelle et la Pie-grièche écorcheur, espèces classées quasi menacées à l'échelle régionale (cf. Tableau 11).
  Certaines espèces ou spécimens bien que contactés auditivement ou visuellement n'ont pas été considérés comme possiblement nicheurs ; c'est le cas par exemple pour les oiseaux observés de passage au-dessus du site tels que l'Hirondelle rustique et le Milan noir.
  D'autres espèces, à l'instar de la Rousserolle effarvatte, ne sont également pas retenues nicheurs ou fréquentant la zone d'étude immédiate en raison de l'absence d'habitats favorables à leur reproduction.
  En outre certaines espèces peuvent à la fois être considérées comme nicheuses sur un point d'écoute (pour un spécimen donné) et de passage sur le site (pour d'autres spécimens). C'est le cas par exemple pour le Chardonneret élégant.
- Les espèces contactées retenues comme nicheuses ou comme fréquentant la zone d'étude dans le cadre de leurs activités de reproduction sont globalement caractéristiques de l'environnement constitutif de la zone d'étude et de sa périphérie immédiate avec :
  - Des espèces relativement ubiquistes (la majorité), à l'origine forestière mais qui se sont adaptées aux autres habitats constitués de quelques ligneux tels que les parcs et les jardins : la Fauvette à tête noire, le Geai des chênes, le Merle noir, la Mésange bleue, la Mésange charbonnière, le Pigeon ramier, le Pinson des arbres et le Rougegorge familier.
  - Des espèces un peu plus spécialisées comme :
    - Le Chardonneret élégant, une espèce affectionnant les milieux semi-ouverts, mais pouvant également s'adapter aux parcs et jardins des milieux urbanisés ;
    - Le Moineau domestique et le Rougequeue noir, des espèces anthropophiles nichant essentiellement sur des bâtis ;
    - La Bergeronnette grise, espèce associée aux milieux ouverts et nichant régulièrement au niveau des bâtis ;
    - Le Pic épeiche une espèce relativement ubiquiste mais dépendante de la présence d'arbres de haut jet (forêt mais aussi parcs et jardins) ;
    - Le Rossignol philomèle, espèce occupant les milieux de transition - milieux pourvus d'une végétation ligneuse basse et dense ;
    - La Pie-grièche écorcheur, espèce occupant des milieux arbustifs denses adjacents à des espaces ouverts ;
    - Le Faucon crécerelle, espèce associée aux milieux ouverts mais nécessitant également la présence de falaise, ou d'éléments arborés pour nicher.



Habitat de l'avifaune nicheuse à enjeu

Figure 14 : Habitat de l'avifaune à enjeu considérée nicheuse



Enjeu afférent à l'avifaune nicheuse

Figure 15 : Carte des enjeux de l'avifaune nicheuse

V.4.1.2 Rapaces nocturnes

Lors des écoutes nocturnes, aucun rapace nocturne n'a été détecté. Aucun habitat de la zone d'étude immédiate ne paraît favorable à la nidification de l'espèce.

V.4.1.3 Avifaune migratrice et hivernante

Le tableau suivant présente les espèces contactées en période de migration et en période hivernale. Les espèces contactées le 25/10/2025 sont considérées comme migratrices et celles recensées le 21/01/2026 comme hivernantes. Les espèces contactées le 21/02/2026 peuvent être hivernantes et/ou migratrices.

Parmi ces espèces, 13 sont protégées à l'échelle nationale, et la plupart[2] sont communes en France et dans la région.

Considérant les statuts de conservation et règlementaires, l'enjeu pour l'avifaune migratrice et hivernante est évalué à faible à modéré.

[2] *Certaines espèces ne sont pas soumises à évaluation en raison d'une présence considérée non significative (NAb, NAc et NAd) ou par manque de données (DD).*

CD nom	Espèce	Nom français	Passages d'inventaires			Liste rouge migr. FR	Liste rouge migr. RA	Liste rouge hiv. FR	Liste rouge hiv. RA	Protection nationale	Directive Oiseaux	Enjeu local
			25/10/25	21/01/26	24/02/26							
2506	*Ardea cinerea*	Héron cendré		x		NAd	LC	NAc	LC	Article 3		Faible à modéré
4583	*Carduelis carduelis*	Chardonneret élégant	x			NAd	LC	NAd	LC	Article 3		Faible à modéré
4582	*Chloris chloris*	Verdier d'Europe			x	NAd	LC	NAd	LC	Article 3		Faible à modéré
3424	*Columba palumbus*	Pigenon ramier	x		x	NAd	DD	LC	DD			Faible
4503	*Corvus corone*	Corneille noire	x	x	x		LC	NAd	LC			Faible
534742	*Cyanistes caeruleus*	Mésange bleue			x	NAb	LC		LC	Article 3		Faible à modéré
4001	*Erithacus rubecula*	Rougegorge familier	x	x	x	NAd	LC	NAd	LC	Article 3		Faible à modéré
4564	*Fringilla coelebs*	Pinson des arbres	x	x	x	NAd		NAd	LC	Article 3		Faible à modéré
4466	*Garrulus glandarius*	Geai des chênes	x				LC	NAd	LC			Faible
889047	*Linaria cannabina*	Linotte mélodieuse	x			NAc	LC	NAd	LC	Article 3		Faible à modéré
3941	*Motacilla alba*	Bergeronnette grise	x	x	x		LC	NAd	LC	Article 3		Faible à modéré
3764	*Parus major*	Mésange charbonnière	x	x	x	NAd	LC	NAb	LC	Article 3		Faible à modéré
4525	*Passer domesticus*	Moineau domestique	x	x	x	NAb				Article 3		Faible à modéré
4035	*Phoenicurus ochruros*	Rougequeue noir		x		NAd	LC	NAd	LC	Article 3		Faible à modéré
4516	*Sturnus vulgaris*	Etourneau sansonnet	x		x	NAc		LC				Faible à modéré
3967	*Troglodytes troglodytes*	Troglodyte mignon	x					NAd		Article 3		Faible à modéré
4117	*Turdus merula*	Merle noir			x	NAd	LC	NAd	LC			Faible
		Mésange sp.		x								Faible à modéré
		Turdidé sp.	x									Faible
		Pouillot sp.	x							Article 3		Faible à modéré

Tableau 13 : Avifaune migratrice et hivernante recensée au niveau de la zone d'étude rapprochée et ses abords

V.4.2 Mammifères

V.4.2.1 Mammifères terrestres non volants

Au cours des inventaires, la présence de trois espèces de mammifères a été détectée au sein de la zone d'étude : le Campagnol fouisseur, le Campagnol des champs et le Renard roux. A cela s'ajoute une quatrième espèce : le Blaireau européen, observé à 20 m de la zone d'étude immédiate. Aucune de ces espèces ne présente de statut de protection ; toutes sont communes sur le territoire (cf. Tableau ci-dessous).

Les données bibliographiques ont mis en évidence la présence de deux autres espèces protégées à proximité : le Castor d'Europe et le Hérisson d'Europe.

Le Hérisson d'Europe est une espèce discrète relativement ubiquiste. La zone d'étude immédiate présente des habitats (alignements d'arbres principalement) qui pourraient être utilisés par le Hérisson d'Europe. Ce dernier est par conséquent considéré comme potentiellement présent.

Aucun habitat favorable au Castor d'Europe n'est en revanche présent sur la zone d'étude immédiate. Il n'est donc pas considéré comme présent.

Les espèces recensées et potentiellement présentes au sein de la zone d'étude immédiate sont présentées dans le tableau suivant.

CD nom	Nom latin	Nom français	Protection nationale	Directive Habitat	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale	Enjeu	Type d'observation
Présence avérée								
61281	*Arvicola amphibius*	Campagnol fouisseur				LC	Faible	Indice de présence : tumuli
60636	Meles meles	Blaireau européen			LC	LC	Faible	Observation directe à proximité de la zone d'étude rapprochée
61379	*Microtus arvalis*	Campagnol des champs			LC	LC	Faible	Indice de présence : terrier
60585	*Vulpes vulpes*	Renard roux			LC	LC	Faible	Indice de présence : fèces
Présence potentielle – données bibliographiques à proximité								
60015	*Erinaceus europaeus*	Hérisson d'Europe	Article 2		LC	LC	Faible à modéré	

Tableau 14 : Mammifères recensés au sein et à proximité de la zone d'étude rapprochée

Les deux espèces de campagnols effectuent leur cycle complet sur la zone d'étude immédiate, au niveau des habitats prairiaux.

Le Renard roux et le Blaireau européen fréquentent très probablement la zone d'étude de manière ponctuelle. Aucun terrier n'a en effet été recensé au niveau de la zone d'étude et les indices de présence restent relativement peu nombreux.

Le Hérisson d'Europe est susceptible d'occuper les espaces arborés et prairiaux de la zone d'étude immédiate.

Au regard de la présence potentielle du Hérisson d'Europe, **l'enjeu concernant les mammifères non volants est évalué à faible à modéré.**

V.4.2.2 Mammifères volants

Au cours des investigations, aucune cavité arboricole n'a été observée au sein de la zone d'étude immédiate. Certains arbres étaient toutefois recouverts de lierre, masquant les troncs, et ce même en hiver. Les arbres ainsi recouverts de lierre et de gros diamètres sont considérés comme de potentiels habitats pour les chiroptères. Ils paraissent toutefois peu propices à accueillir une colonie. Leur enjeu est donc évalué faible à modéré.

À noter également la présence de platanes, essences particulièrement appréciées des chauves-souris. Aucune cavité fonctionnelle n'a toutefois été observée sur ces arbres lors des investigations. Ceux-ci sont néanmoins considérés comme présentant un potentiel d'accueil à moyen ou long terme, en raison de leur capacité à développer des cavités avec le vieillissement. Leur enjeu, est, à ce jour, considéré comme faible.

Concernant les bâtiments, tous ont été prospectés à la recherche d'indices de présence.

Plusieurs d'entre eux présentaient un toit plat avec repli sur le mur, formant de petits espaces peu profonds. Ces espaces sont susceptibles de créer un abri ponctuel pour les chiroptères. Aucun indice de présence, notamment, guano, n'a toutefois été repéré sur ces secteurs.

Un des bâtiments présentait un toit en pente avec des avancées en bois. Certains morceaux de bois y étaient manquants créant de potentiels accès sous les toits. Des nids d'oiseaux y ont été observés.

Compte-tenu de ces observations, le grenier et les combles de ce bâtiment ont été visités.

Le grenier est un espace propre, régulièrement fréquenté (1 fois par jour environ) pour y stocker du matériel. Ce dernier a été parcouru dans son ensemble ; quelques espaces n'étaient toutefois pas accessibles en raison de la présence de matériel. Aucun indice de présence de chiroptères n'y a été observé. La présence de chiroptères au droit de cette pièce apparaît peu probable.

Les combles n'ont pas fait l'objet de prospection approfondie en raison des contraintes d'accès, qui ne permettaient pas d'y circuler en toute sécurité et limitaient ainsi les possibilités d'investigation. Ces dernières ont été parcourues à l'aide d'une paire de jumelles. Aucun indice de présence significatif n'y a été observé. Ce lieu peu accessible et peu fréquenté pourrait néanmoins être utilisé par quelques individus erratiques, de manière ponctuelle. L'enjeu est évalué faible.



Figure 16 : Eléments présentant des potentialités pour les chiroptères

V.4.3 Amphibiens

Au cours des investigations, seuls des spécimens appartenant au complexe de grenouilles vertes (Pelophylax sp.) ont été recensés aux abords de la zone d'étude immédiate. Les observations n'ont pas permis l'identification spécifiques de ces spécimens.[3]

Dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, le complexe de grenouilles vertes (*Pelophylax sp.*) regroupent 5 espèces : la Grenouille de Lessona, la Grenouille verte, la Grenouille de Pérez, la Grenouille de Graf et la Grenouille rieuse.

La Grenouille de Pérez et la Grenouille de Graf sont des espèces méditerranéo-atlantique, majoritairement réparties dans la partie méridionale de la France métropolitaine. La région Auvergne-Rhône-Alpes se trouve en limite de répartition de ces espèces et seule la mention d'une population dans le département de l'Ardèche est rapportée dans les ouvrages bibliographiques[4]. La présence de ces deux espèces n'apparaît donc pas probable sur la zone étudiée.

La présence des 3 autres espèces est en revanche possible ; ces dernières sont donc considérées potentiellement présentes (cf. tableau ci-dessous).

Toutes, excepté la Grenouille verte, sont protégées à l'échelle nationale. La Grenouille verte et la Grenouille de Lessona apparaissent quasi-menacées sur le territoire français mais communes dans la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Les Grenouilles rieuses au sens large présentes en Rhône-Alpes sont issues d'individus commercialisés vivants principalement pour la consommation des cuisses semble-t-il, puis échappés de captivité (ou relâchés volontairement ?). Cette espèce est considérée, par certains auteurs, indigène dans la plaine du Rhin. Ailleurs en France, la Grenouille rieuse est considérée comme une espèce exotique à caractère envahissant[5].

CD nom	Nom latin	Nom français	Protection nationale	Directive Habitat	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale	Enjeu
Présence avérée							
	Pelophylax sp.	Complexe de grenouille verte					
	Rana sp.	Complexe de Grenouille brune					
Présence potentielle							
444440	*Pelophylax kl. esculentus*	Grenouille verte		Annexe V	NT	LC	Faible
444441	*Pelophylax lessonae*	Grenouille de Lessona	Article 2	Annexe IV	NT	LC	Faible à modéré
444443	*Pelophylax ridibundus*	Grenouille rieuse	Article 3	Annexe V	LC	NA	Faible

Tableau 15 : Espèces d'amphibiens recensées au cours des inventaires et espèces potentielles à proximité de la zone d'étude immédiate

Le complexe de grenouilles vertes a été recensé au niveau du ruisseau des Léchères, situé en marge de la zone d'étude immédiate. Aucun habitat terrestre de la zone d'étude immédiate n'apparait propice à ce taxon.

Au regard de la présence potentielle de la Grenouille de Lessona, l'enjeu des amphibiens est évalué à faible à modéré au niveau du ruisseau des Léchères, mais faible au droit de la zone d'étude immédiate.

[3] *Les espèces appartenant au complexe de grenouilles vertes sont difficilement distinguables les unes des autres, ces dernières étant morphologiquement très similaires. Par ailleurs, ces espèces font souvent l'objet d'hybridation, un site peut par conséquent regrouper plusieurs espèces appartenant au complexe de grenouilles vertes.*

[4] *GHRA - LPO Rhône-Alpes (2015). Les amphibiens et Reptiles de Rhône-Alpes. LPO coordination Rhône-Alpes, Lyon.448pp. Association Païolive – UICN (2022). L'Ecomplexe de Païolive et des Gras – Echos du conseil scientifique 1. Découverte de la Grenouille de Pérez et de la Grenouille de Graf dans l'éco-complexe de Païolive.*

[5] *Source : GHRA – LPO Rhône-Alpes (2015). Les Amphibiens et Reptiles de Rhône-Alpes. LPO coordination Rhône-Alpes, Lyon. 448 pp.*

V.4.4 Reptiles

Au cours des inventaires, une unique espèce de reptile a été recensée. Il s'agit du Lézard des murailles, une espèce protégée à l'échelle nationale et commune en France et dans la région (cf. tableau ci-dessous).

Cette espèce de Lézard occupe une grande variabilité d'habitats et est particulièrement adaptée aux milieux anthropiques. Considérant ces éléments, son enjeu est évalué faible.

CD nom	Nom latin	Nom français	Protection nationale	Directive Habitat	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale	Enjeu
77756	*Podarcis muralis*	Lézard des murailles	Article 2	Annexe IV	LC	LC	Faible

Tableau 16 : Espèces de reptiles recensés au cours des inventaires

Au sein de la zone d'étude, le Lézard des murailles apparaît davantage présent au nord-est de la zone d'étude immédiate, aux abords de la zone de stockage de poubelles.

V.4.5 Insectes

V.4.5.1.a Odonates

Au cours des inventaires, 4 espèces d'odonates ont été recensées. Toutes sont communes, aucune ne présente de statut de protection (cf. tableau ci-dessous).

CD nom	Nom latin	Nom français	Protection nationale	Directive Habitat	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale	Enjeu
65080	*Calopteryx virgo*	Calopteryx vierge			LC	LC	Faible
65101	*Pyrrhosoma nymphula*	Petite nymphe au corps de feu			LC	LC	Faible
65141	*Coenagrion puella*	Agrion jouvencelle			LC	LC	Faible
65109	*Ischnura elegans*	Agrion élégant			LC	LC	Faible

Tableau 17 : Espèces d'odonates recensées au cours des inventaires

Aucun site de reproduction n'apparaît présent au sein de la zone d'étude immédiate. Un secteur à proximité immédiate apparaît néanmoins favorable : le ruisseau des Léchères.

Les odonates observés utilisent probablement les espaces prairiaux de la zone d'étude comme site de transit, d'alimentation et de maturation.

L'enjeu concernant les odonates apparaît faible sur la zone d'étude immédiate.

V.4.5.1.b Lépidoptères

Au cours des inventaires, 14 espèces de papillons de jours ont été détectées. Toutes sont communes et aucune ne présente de statut de protection (cf. tableau ci-dessous).

CD nom	Nom latin	Nom français	Protection nationale	Directive Habitat	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale	Enjeu
53754	*Aglais urticae*	Petite Tortue (La)			LC	LC	Faible
54451	*Anthocharis cardamines*	Aurore (L')			LC	LC	Faible
521494	*Aricia agestis*	Collier-de-corail			LC	LC	Faible
53623	*Coenonympha pamphilus*	Fadet commun (Le)			LC	LC	Faible
54417	*Gonepteryx rhamni*	Citron (Le)			LC	LC	Faible
53668	*Maniola jurtina*	Myrtil (Le)			LC	LC	Faible
53700	*Melanargia galathea*	Demi-Deuil (Le)			LC	LC	Faible

CD nom	Nom latin	Nom français	Protection nationale	Directive Habitat	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale	Enjeu
194595	*Melitaea sp.*	Melitée indéterminée					
219740	*Ochlodes sylvanus*	Sylvaine (La)			LC	LC	Faible
53595	*Pararge aegeria*	Tircis (Le)			LC	LC	Faible
219833	*Pieris napi*	Piéride du Navet (La)			LC	LC	Faible
219831	*Pieris rapae*	Piéride de la Rave (La)			LC	LC	Faible
54279	*Polyommatus icarus*	Azuré de la Bugrane (L')			LC	LC	Faible
53747	*Vanessa cardui*	Belle-Dame (La)			LC	LC	Faible

Tableau 18 : Espèces de lépidoptères recensées au cours des inventaires

L'enjeu concernant les lépidoptères apparaît faible au sein de la zone d'étude immédiate.

V.4.5.1.a Orthoptères remarquables

Aucune espèce remarquable, protégée et/ou menacée n'a été détectée à ce stade.

V.4.5.1.b Coléoptères xylophages et saproxylophages remarquables

Aucun spécimen ni indice de présence de coléoptères remarquables ont été détectées au cours des investigations.

L'enjeu concernant ce taxon apparaît faible au sein de la zone d'étude immédiate.

V.4.6 Synthèse des enjeux écologiques par secteur

Ci-après, un tableau synthétisant les enjeux à ce stade des investigations au droit de la zone d'étude immédiate.

		Enjeu au sein la zone d'étude immédiate
Habitat	Aucun habitat à enjeu détecté.	Faible
Flore	Aucune espèce à enjeu détectée. Présence de quelques espèces exotiques envahissantes.	Faible
Avifaune nicheuse	Présence du Chardonneret élégant, espèce protégée et menacée à l'échelle nationale.	Modéré
Avifaune hivernante	Présence d'espèces protégées communes.	Faible à modéré
Avifaune migratrice	Présence d'espèces protégées communes.	Faible à modéré
Rapace nocturne	Aucun rapace nocturne détecté. Habitat non propice à la nidification.	Faible
Mammifères	Présence d'espèces communes non protégées. Présence potentielle du Hérisson d'Europe, espèce protégée.	Faible à modéré
Amphibiens	Présence du complexe de Grenouilles vertes au niveau du ruisseau des Léchères. Absence d'habitat propice à ces espèces au sein de la zone d'étude immédiate	Faible
Reptiles	Présence du Lézard des murailles, espèces protégée commune, particulièrement adaptée au milieu anthropique	Faible
Insectes	Quatre espèces d'odonates, quatorze espèces de lépidoptères. Aucune espèce remarquable d'orthoptères et de coléoptères détectée.	Faible

Ci-après la carte des enjeux déterminés à ce stade des investigations.



Figure 17 : Cartographie des enjeux écologiques

ANNEXES

Liste des annexes :

Annexe 1 : Liste des relevés de végétation de zone humide
Annexe 2 : Photographies des sondages pédologiques
Annexe 3 : Annexe 2

Annexe 1 : Liste des relevés de végétation de zone humide

Relevé n°1

Espèces (ordre de recouvrement décroissant à l'intérieur de chaque strate)	Taux de recouvrement de l'espèce (coeff abondance-dominance)	Taux de recouvrement cumulés par strate jusqu'à 50 %	Espèce indicatrice des zones humides selon la liste réglementaire (H)
Strate arborescente			
-	-	-	-
Strate arbustive			
-	-	-	-
Strate herbacée			
Lotus corniculatus	3		-
Poa pratensis	3	50 %	-
Hypochaeris radicata	2		-
Trifolium repens	2		-
Anisantha sterilis	2		-
Taraxacum officinale	2		-

Dans le relevé n°1, aucune espèce ne domine la strate arborescente et arbustive tandis que six espèces dominent la strate herbacée. Cependant, aucune de ces espèces n'est réglementairement reconnue comme caractéristique des zones humides.
Par conséquent, conformément à l'Arrêté du 24 juin 2008, ce relevé ne peut être qualifié de zone humide sur la base du seul critère végétal.

Relevé n°2

Espèces (ordre de recouvrement décroissant à l'intérieur de chaque strate)	Taux de recouvrement de l'espèce (coeff abondance-dominance)	Taux de recouvrement cumulés par strate jusqu'à 50 %	Espèce indicatrice des zones humides selon la liste réglementaire (H)
Strate arborescente			
Fraxinus excelsior	3		-
Acer campestre	3	50 %	-
Quercus robur	2		-
Strate			
Ligustrum vulgare	2		-
Crataegus monogyna	2		-
Cornus sanguinea	2		-
Prunus domestica	2		-
Viburnum lantana	2		-
Euonymus europaeus	2		-
Rosa sp.	2	50 %	-
Strate herbacée			
Rubus fruticosus agg.	3		-
Hedera helix	3	50 %	-

Dans le relevé n°2, trois espèces dominent la strate arborescente, sept dominent la strate arbustive et deux dominent la strate herbacée. Cependant, aucune de ces espèces n'est réglementairement reconnue comme caractéristique des zones humides.
Par conséquent, conformément à l'Arrêté du 24 juin 2008, ce relevé ne peut être qualifié de zone humide sur la base du seul critère végétal.

Relevé n°3

Espèces (ordre de recouvrement décroissant à l'intérieur de chaque strate)	Taux de recouvrement de l'espèce (coeff abondance-dominance)	Taux de recouvrement cumulés par strate jusqu'à 50 %	Espèce indicatrice des zones humides selon la liste réglementaire (H)
Strate arborescente			
Platanus x hispanica	3		-
Ulmus glabra	2		-
Populus nigra	2		H
Fraxinus excelsior	2	50 %	-
Strate arbustive			
Buxus sempervirens	2		-
Cornus sanguinea	2		-
Corylus avellana	2	50 %	-
Strate herbacée			
Rubus fruticosus agg.	3		-
Poa annua	3	50 %	-
Parthenocissus quinquefolia	2		-
Hedera helix	2		-
Anisantha sterilis	2		-
Geranium pyrenaicum	2		-

Dans le relevé n°3, quatre espèces dominent la strate arborescente, trois dominent la strate arbustive et six dominent la strate herbacée. Parmi ces 13 espèces, représentant la majorité de chaque strate, une seule est reconnue réglementairement comme caractéristiques des zones humides : *Populus nigra*, ce qui constitue 0,08 % des espèces recensées dans le cadre du relevé la zone humide.
Par conséquent, conformément à l'Arrêté du 24 juin 2008, ce relevé ne peut être qualifié de zone humide sur la base du seul critère végétal.

Relevé n°4

Espèces (ordre de recouvrement décroissant à l'intérieur de chaque strate)	Taux de recouvrement de l'espèce (coeff abondance-dominance)	Taux de recouvrement cumulés par strate jusqu'à 50 %	Espèce indicatrice des zones humides selon la liste réglementaire (H)
Strate arborescente			
-	-	-	-
Strate			
-	-	-	-
Strate herbacée			
Medicago sativa	4	50 %	-
Trifolium pratense	2		
Poa trivialis	2		

Dans le relevé n°4, aucune espèce ne domine la strate arborescente et arbustive tandis que trois espèces dominent la strate herbacée. Cependant, aucune de ces espèces n'est réglementairement reconnue comme caractéristique des zones hu-mides.
Par conséquent, conformément à l'Arrêté du 24 juin 2008, ce relevé ne peut être qualifié de zone humide sur la base du seul critère végétal.

Annexe 2 : Photographies des sondages pédologiques

Sondage n°1



Sondage n°2



Sondage n°4



Sondage n°5



Sondage n°6



Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine

Demande d'examen au cas par cas

Annexe 9 - Note relative aux mesures d'évitement, de réduction ou de compensation

septembre 2026

Référence document : SC/25.171/V0
Indice de révision : V0 - Statut : Provisoire

Note relative aux incidences et aux mesures d'évitement, de réduction et de compensation retenues

Les tableaux joints à la suite précisent les incidences du projet, en phase travaux puis en phase exploitation, ainsi que les mesures retenues pour les éviter, les réduire et le cas échéant les compenser (mesures ERC).

Les mesures ERC seront reprises dans le dossier de consultation des entreprises (DCE) du marché de conception-réalisation pour la construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine.

1. PERIODE DE TRAVAUX

Thématique	Incidences du projet (phase travaux)	Incidences brutes	Mesures correctives	Incidences résiduelles
Climat				
Emissions de gaz à effet de serre	Les travaux seront source d'émissions de gaz à effet de serre du fait de l'utilisation d'engins de chantier à moteurs thermiques et de la consommation d'énergie et de ressources.	Modéré	**Mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre :** ▪ choix de matériels, engins de travaux et véhicules conformes aux normes en vigueur et régulièrement entretenus, ▪ mise en place d'un plan logistique permettant de rationaliser les approvisionnements du chantier (fréquence d'approvisionnement et distance de transport).	Faible
Sol et sous-sol				
Terrassements et mouvements de sols	Les travaux sont générateurs de remblais et de déblais.	Modéré	**Mesures de réduction visant à optimiser les volumes de terrassement et à favoriser le réemploi des matériaux extraits :** ▪ optimisation géométrique du projet au stade de la conception, ▪ stockages différenciés des matériaux favorisant leur réutilisation sur site ou pour des aménagements extérieurs connexes ou géographiquement proches.	Faible
Pollution accidentelle	Un risque de pollution accidentelle résulte des fuites et égouttures pouvant survenir sur les zones de stockage et/ou de manipulation de produits ou déchets, ou lors de la circulation ou des opérations de maintenance des engins de travaux.	Modéré	**Mesures de réduction des risques de pollution accidentelle :** ▪ engins de chantier conformes, régulièrement vérifiés et entretenus et respectant les zones dédiées à leurs déplacements et stationnements, ▪ limitation des quantités de produits et déchets stockées, stockage sur rétentions et manipulation sur des aires étanches. **Mesures de réduction en cas de pollution accidentelle :** ▪ établissement d'une procédure d'alerte, ▪ formation et l'information du personnel sur la conduite à tenir. ▪ présence d'une réserve de produits absorbants permettant de limiter l'ampleur de la zone concernée par la pollution accidentelle	Faible

Thématique	Incidences du projet (phase travaux)	Incidences brutes	Mesures correctives	Incidences résiduelles
Eaux souterraines				
Opérations de rabattement de la nappe en phase de terrassement	De telles opérations ne seront a priori pas nécessaires mais ce point devra être confirmé par les études géotechniques à mener ultérieurement.	*A définir*	Seront définies en fonction des résultats des études géotechniques	*A définir*
Pollution accidentelle	Un risque de pollution accidentelle résulte des fuites et égouttures pouvant survenir sur les zones de stockage et/ou de manipulation de produits ou déchets, ou lors de la circulation ou des opérations de maintenance des engins de travaux.	Modéré	*Cf. mesures de réduction des risques de pollution accidentelle des sols.*	Faible
Eaux superficielles				
Opérations de rabattement de la nappe en phase de terrassement	De telles opérations ne seront a priori pas nécessaires mais ce point devra être confirmé par les études géotechniques à mener ultérieurement.	Absence	Seront définies en fonction des résultats des études géotechniques	Absence
Gestion des ruissellement pluviaux	Dégradation de la qualité des eaux superficielles liée aux rejets d'eaux pluviales ayant ruisselé sur des stocks de matériaux ou des secteurs remaniés n'ayant pas encore reçu leur couverture définitive	Modéré	**Mesure de réduction liées aux eaux pluviales ruisselant sur les zones de travaux :** ▪ mise en place d'un réseau de fossés autour des zones de stockage et en périphérie des zones de chantier pour collecter les eaux pluviales et en assurer un traitement sommaire avant rejet dans les eaux superficielles	Faible
Pollution accidentelle	Un risque de pollution accidentelle résulte des fuites et égouttures pouvant survenir sur les zones de stockage et/ou de manipulation de produits ou déchets, ou lors de la circulation ou des opérations de maintenance des engins de travaux. Cette pollution peut être acheminée vers les eaux superficielles par les eaux de nappe ou les eaux de ruissellement pluvial	Modéré	*Cf. mesures de réduction des risques de pollution accidentelle des sols.*	Faible
Phases de travaux spécifiques	Dégradation de la qualité des eaux superficielles réceptrices lors de certaines phases de travaux, notamment celles correspondant au basculement d'une entité de traitement vers une autre.	Modéré	**Mesure de réduction liées à certaines phases de travaux spécifiques pouvant induire des rejets d'eaux usées brutes ou partiellement traitées** : ▪ réalisation préférentielle de ces opérations en période de temps sec et, autant que possible, en période nocturne ▪ le cas échéant, mise en place d'un transfert provisoire des effluents par pompages (= maintien du service de la collecte des effluents)	Faible

Thématique	Incidences du projet (phase travaux)	Incidences brutes	Mesures correctives	Incidences résiduelles
Risques naturels				
Inondations	Site localisé en dehors des zones inondables	Absence	/	Absence
Mouvements de terrains	Absence d'incidences notables	Absence	/	Absence
Séismes	Absence d'incidences notables	Absence	/	Absence
Contexte écologique				
Habitats naturels	Les habitats impactés sont en grande majorité des zones de cultures dont l'enjeu local est jugé faible. L'impact global des travaux sur les habitats naturels est considéré comme faible au regard de l'emprise du projet et de la présence d'habitats similaires à proximité immédiate.	Faible	**Mesures d'évitement (en phase de conception) :** ▪ choix d'une filière compacte limitant les emprises ▪ adaptation du plan masse **Mesures de réduction des conséquences des travaux :** ▪ délimitation précise des emprises et balisage des milieux à préserver ▪ prévention des pollutions accidentelles	Faible
Flore protégée ou remarquable	Aucune espèce végétale protégée ou menacée n'a été recensée dans la zone d'étude.	Faible	/	Faible
Espèces exotiques envahissantes	Quelques espèces exotiques envahissantes ont été détectées au nord-est de la zone d'étude. Les travaux sont un facteur de dispersion de ces espèces voire d'introduction de nouvelles.	Modéré	**Mesures de réduction :** ▪ nettoyage des engins de chantier avant entrée dans les zones de travaux + traçage de l'origine des terres amenées ▪ suivi de la reprise éventuelle post-chantier	Faible
Mammifères terrestres (non-volants)	Trois espèces de mammifères ont été détectées au sein de la zone d'étude : le Campagnol fouisseur, le Campagnol des champs et le Renard roux. A cela s'ajoute une quatrième espèce : le Blaireau européen, observé à 20 m de la zone d'étude immédiate. Aucune de ces espèces ne présente de statut de protection. Présence d'habitats favorables au Hérisson d'Europe (alignements d'arbres en particulier). Cette espèce, protégée, est donc considérée comme potentiellement présente. La mise en œuvre des travaux est susceptible d'être à l'origine d'une destruction d'individus, d'une destruction d'habitats d'alimentation (mais présence d'habitats de substitution à proximité) et d'un dérangement.	Faible à modéré	**Mesures de réduction :** ▪ délimitation précise des emprises et balisage des milieux à sauvegarder ▪ limitation au strict minimum des opérations de défrichement et réalisation de ces opérations éventuelles aux périodes favorables	Faible

Thématique	Incidences du projet (phase travaux)	Incidences brutes	Mesures correctives	Incidences résiduelles
Chauves-souris	Présence potentielle de gîtes arboricoles (arbres de gros diamètres recouverts de lierre et platanes). Aucun gîte avéré observé. La mise en œuvre du projet est susceptible d'être à l'origine d'un dérangement (sous réserve compte tenu de l'absence d'observation de gîtes avérés).	Faible	**Mesures de réduction :** ▪ limitation au strict minimum des opérations de défrichement et réalisation de ces opérations éventuelles aux périodes favorables	Faible
Avifaune nicheuse	21 espèces d'oiseaux contactées en période de reproduction dont 12 sont considérées comme nichant sur la zone d'étude immédiate. Parmi celles-ci : le Chardonneret élégant, espèce protégée et menacée en France. Quatre autres espèces, contactées en bordure de la zone investiguée, ne sont pas considérées comme nicheuses au sein de la zone d'étude immédiate (au sens de la présence d'un nid). Elles sont toutefois susceptibles, voire certaines, de fréquenter cette zone dans le cadre de leurs activités de nidification : Geai des chênes, Faucon crécerelle et Pie-grièche écorcheur, espèces classées quasi menacées à l'échelle régionale. Les incidences associées aux travaux concernent le risque de destruction directe de nichées ou d'individus, la destruction d'habitats de reproduction et de repos, et le dérangement.	Modéré (alignements d'arbres) Faible à modéré (station d'épuration existante) Faible (parcelles agricoles)	**Mesures de réduction :** ▪ délimitation précise des emprises et balisage des milieux à sauvegarder ▪ limitation au strict minimum des opérations de défrichement et réalisation de ces opérations éventuelles aux périodes favorables	Faible
Rapaces nocturnes	Aucun rapace nocturne détecté. Absence d'habitat favorable à la nidification.	Absence	/	Absence
Avifaune migratrice et hivernante	Parmi les espèces observées en période de migration et en période hivernale, 13 sont considérées comme protégées à l'échelle nationale, et la plupart sont communes en France et dans la région.	Faible à modéré	**Mesures de réduction :** ▪ délimitation précise des emprises et balisage des milieux à sauvegarder ▪ limitation au strict minimum des opérations de défrichement et réalisation de ces opérations éventuelles aux périodes favorables	Faible

Thématique	Incidences du projet (phase travaux)	Incidences brutes	Mesures correctives	Incidences résiduelles
Amphibiens	Spécimens appartenant aux complexes des grenouilles vertes et des grenouilles brunes recensés aux abords du projet (ruisseau des Léchères). Aucun habitat terrestre de la zone d'étude immédiate n'apparaît propice à ce taxon.	Faible à modéré (ruisseau des Léchères) Faible (site du projet)	/	Faible
Reptiles	Présence avérée du Lézard des murailles, espèces protégées mais ubiquiste. La mise en œuvre des travaux peut être à l'origine de la destruction d'individus et/ou la destruction d'habitats de repos et de reproduction (habitats propices également présents dans toutes les zones alentours).	Faible	**Mesures de réduction :** ▪ délimitation précise des emprises et balisage des milieux à sauvegarder	Faible
Paysage et patrimoine				
Paysage	Les travaux entraînent des impacts visuels temporaires sur le paysage. Ces effets seront notamment liés à l'apport d'installations provisoires tel que les locaux de chantier, les bases de vie, ainsi qu'aux travaux eux-mêmes, notamment par l'intervention d'engins de travaux de grande hauteur.	Modéré	**Mesures de réduction des incidences paysagères de la phase de chantier :** ▪ limitation des emprises du chantier, des zones d'accès et des zones de circulation des engins au strict nécessaire ▪ maintien en bon état de propreté du chantier ▪ repli du chantier et remise en état à la fin de la période de travaux	Faible
Patrimoine historique	Aucune incidence notable en l'absence d'interférence avec des sites inscrits ou classés ou des périmètres de protection de monument historique inscrit ou classé.	Faible	/	Faible
Patrimoine archéologique	Projet prenant place en zone de présomption de prescriptions archéologiques ➔ saisine anticipée du service régional de l'archéologie (démarche en cours) pour évaluer la nécessité de mise en œuvre d'un diagnostic archéologique.	*A définir*	*Seront définies en fonction des résultats de l'éventuel diagnostic archéologique prescrit par le service régional de l'archéologie*	*A définir*

Thématique	Incidences du projet (phase travaux)	Incidences brutes	Mesures correctives	Incidences résiduelles
Contexte urbain et humain				
Occupation des sols et bâti	Absence d'occupation d'espaces n'appartenant pas à Thonon Agglomération ou à la Commune de Douvaine. Aucune destruction de bâti.	Absence	/	Absence
Déplacements locaux, trafic routier et sécurité	La circulation de poids lourds assurant l'approvisionnement du chantier peuvent entraîner des perturbations de la circulation et s'accompagner de nuisances pour les usagers de ces voiries et les riverains	Modéré	**Mesures de réduction des incidences du chantier sur les déplacements locaux :** ▪ mise en place d'un plan logistique permettant de rationaliser les approvisionnements du chantier ▪ adaptation des horaires de circulation des véhicules ▪ définition d'un plan de circulation évitant au maximum les secteurs urbanisés denses et les zones sensibles au bruit, ▪ mise en place d'équipements de signalisation routière et limitation des vitesses aux abords des zones de chantier et au niveau des zones d'entrée/sortie des véhicules et engins sur les voiries publiques, ▪ mise en place d'installations de nettoyage des roues des véhicules de chantier	Faible
Réseaux (hors assainissement)	Risques de dégradation involontaire ou déplacement de certains réseaux (électricité, téléphonie, eau potable,…) avec de possibles interruption de service	Faible	**Mesures de réduction des incidences sur les réseaux (hors assainissement) :** ▪ en préalable aux travaux, engagement d'une consultation des concessionnaires des réseaux afin de déterminer les éventuelles mesures de protection à mettre en œuvre, ▪ le cas échéant, mise en place de dévoiements temporaires ou de déplacements	Faible
Contexte socio-économique (hors agriculture)	Les travaux constituent une source d'emplois pour les entreprises du BTP et les activités connexes. La présence du personnel du chantier peut contribuer au dynamisme économique local.	Positif	/	Positif
Foncier et activités agricoles	Projet prenant place sur des parcelles agricoles, actuellement exploitées. La surface agricole « prélevée » est d'environ 3 hectares	Modéré	**Mesures d'accompagnement des incidences sur le foncier agricole :** ▪ délimitation stricte des emprises des zones et des pistes de chantier et implantation des installations de manière à limiter au maximum les interactions avec les cultures et/ou les dessertes agricoles, ▪ maintien de l'exploitation agricole jusqu'au démarrage du chantier pour limiter les pertes de production, ▪ arrosage des zones de circulation internes aux chantiers en temps sec pour limiter des envols de poussières et les impacts sur les cultures avoisinantes	Faible

Thématique	Incidences du projet (phase travaux)	Incidences brutes	Mesures correctives	Incidences résiduelles
Santé et salubrité publiques				
Nuisances sonores	Dégradation du contexte sonore en lien avec l'utilisation d'engins de travaux et la circulation de véhicules	Modéré	**Mesures de réduction des émissions sonores liées aux travaux et à la circulation de véhicules :** ▪ emploi de matériel conforme, adapté et insonorisé ▪ adaptation des horaires de circulation des véhicules (hors période susceptible de perturber la tranquillité des riverains).	Faible
Emissions atmosphériques	Dégradation de la qualité de l'air liée aux émissions de gaz d'échappement et aux envols de poussières	Faible	**Mesures de réduction des incidences du chantier sur la qualité de l'air :** ▪ Cf. mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ▪ mise en œuvre de mesures de prévention des envols de poussières (arrosage des pistes en période très sèche).	Faible

Tableau 1 : Synthèse des incidences notables du projet sur l'environnement en période de travaux et des mesures associées

2. PERIODE D'EXPLOITATION

Thématique	Incidences du projet (phase exploitation)	Incidences brutes	Mesures correctives	Incidences résiduelles
Sol et sous-sol				
Terrassements et mouvements de sols	Aucune incidence en phase d'exploitation	Absence	/	Absence
Eaux souterraines				
Risque de pollution accidentelle	Un risque de pollution chronique et / ou accidentelle existe en phase d'exploitation en lien avec : ▪ des fuites pouvant survenir sur les bassins et ouvrages équipant le système de traitement, ou lors des opérations de dépotage et sur les stocks de réactifs. ▪ les eaux pluviales ruisselant sur les voiries et zones de stationnement équipant le site de la station d'épuration, ▪ la dispersion éventuelle d'eaux d'extinction d'un incendie.	Modéré	**Mesures de réduction des risques de pollution chronique ou accidentelle des eaux souterraines :** ▪ les bassins et ouvrages composant le système de traitement tous étanches. Des essais de mise en eau et d'étanchéité sont exécutés avant remblaiement autour de tous les nouveaux ouvrages, ▪ aucun stockage n'est réalisé en dehors des ouvrages ou locaux dédiés et les stocks de produits liquides susceptibles de générer une pollution sont associés à des rétentions adaptées, ▪ les eaux pluviales ruisselant sur les voiries transiteront par un débourbeur-séparateur à hydrocarbures de dimensions adaptées.	Faible
Eaux superficielles				
Régime hydrologique du milieu récepteur	Sans objet. Rejet des eaux traitées dans le lac Léman.	Absence	/	Absence
Qualité physico-chimique des eaux réceptrices	Les performances retenues pour la future station d'épuration sont identiques à celles imposées à la station d'épuration existante pour les paramètres DCO, DBO_5 et MES. Pour l'azote et le phosphore, elles sont conformes aux exigences de la nouvelle DERU.	Faible	**Mesures de réduction :** ▪ choix d'une filière de traitement permettant d'apporter une meilleure fiabilité d'atteinte des niveaux de rejet définis ; ▪ réalisation de l'ensemble des étapes du traitement des eaux sur une double file, chaque file étant isolable et by-passable pour maintenance sans arrêt du traitement ; ▪ présence systématique de secours installés ou en magasin pour les équipements électromécaniques vitaux	Faible
Risques naturels				
Inondations	Site localisé en dehors des zones inondables	Absence	/	Absence
Mouvements de terrains	Absence d'incidences notables	Absence	/	Absence
Séismes	Absence d'incidences notables	Absence	/	Absence

Thématique	Incidences du projet (phase exploitation)	Incidences brutes	Mesures correctives	Incidences résiduelles
Contexte écologique				
Mammifères terrestres (non volants)	Absence d'incidences notables	Absence	/	Absence
Chauves-souris	Dérangement lié à l'éclairage du site	Faible	**Mesures de réduction :** ▪ extinction de l'éclairage durant la nuit (mise en place de détecteurs de présence pour les interventions exceptionnelles) ▪ mise en place d'un éclairage adapté	Faible
Avifaune	Absence d'incidences notables (contexte comparable à celui existant)	Absence	/	Absence
Amphibiens / Reptiles	Absence d'incidences notables	Absence	/	Absence
Paysage et patrimoine				
Paysage	Le paysage sera modifié du fait de la construction de nouveaux ouvrages sur des terrains actuellement dédié aux activités agricoles et situés à proximité immédiate de secteurs résidentiels.	Modéré	**Mesures de réduction des incidences paysagères de la future station d'épuration :** ▪ conception architecturale soignée favorisant l'intégration paysagère	Faible
Patrimoine	Absence d'incidence	Absence	/	Absence
Contexte urbain et humain				
Déplacements locaux, trafic routier et sécurité	L'exploitation de la station d'épuration nécessite des rotations de véhicules assurant l'évacuation des sous-produits et des boues vers les filières de valorisation ou élimination retenues, l'approvisionnement en réactifs et, le cas échéant, les apports de matières externes. S'y ajoutent les rotations des véhicules du personnel en charge de l'exploitation. Ces véhicules empruntent la voie d'accès à la station (Avenue du Lac) depuis la RD 1005. A terne (2060), le trafic est évalué à 4 à 5 PL/semaine en moyenne.	Faible	**Mesures de réduction des incidences de la période d'exploitation sur les déplacements locaux :** ▪ définition d'une plage horaire pour la circulation des véhicules évitant les heures de pointe et préservant la tranquillité des riverains, ▪ présence sur la station de stocks de réactifs permettant d'assurer une autonomie suffisante	Faible
Santé et salubrité publique				
Incidences que la qualité de l'air	L'exploitation de la station d'épuration est à l'origine d'émissions atmosphériques en lien avec l'unité de désodorisation et la circulation des véhicules desservant le site. Ces émissions se conforment aux prescriptions réglementaires. Les conditions de rejet à l'atmosphère sont définies de manière à favoriser la bonne dispersion des gaz émis (hauteur de cheminée, vitesse d'éjection des gaz,…)	Faible	/	Faible

Thématique	Incidences du projet (phase exploitation)	Incidences brutes	Mesures correctives	Incidences résiduelles
Contexte sonore	L'exploitation de la station d'épuration est à l'origine d'émissions sonores en lien avec le fonctionnement de certains équipements électromécaniques (surpresseurs, compresseurs, pompes, ventilateurs) et avec la circulation des véhicules desservant le site.	Faible	**Mesures de réduction :** ▪ respect des dispositions réglementaires concernant les niveaux sonores à ne pas dépasser en limite de propriété et au droit des zones à émergence réglementée, ▪ mise en œuvre de dispositions particulières sur tous les ouvrages ou équipements susceptibles d'être à l'origine d'émissions sonores (choix des matériels, confinement, insertion dans des locaux insonorisés,…), ▪ circulation des véhicules desservant le site sur des plages horaires préservant la tranquillité du voisinage.	Faible
Contexte olfactif	Les phénomènes de fermentation qui peuvent se développer au sein du système de traitement sont à l'origine de l'émission de composés odorants pouvant induire une dégradation du contexte olfactif dans l'environnement des installations concernées.	Modéré	**Mesures de réduction :** ▪ confinement de l'ensemble des zones et/ou ouvrages susceptibles d'être à l'origine d'émissions de composés odorant et traitement de l'air vicié collecté par une unité de désodorisation	Faible

Tableau 2 : Synthèse des incidences notables du projet sur l'environnement en période d'exploitation et des mesures associées

3. MESURES DE SUIVI

3.1. MESURES DE SUIVI EN PHASE TRAVAUX

3.1.1. MISE EN PLACE D'UN PLAN DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Pendant la phase de préparation du chantier, le groupement d'entreprises en charge de la réalisation des travaux devra fournir un Plan de Respect de l'Environnement (PRE), unique pour tout le groupement et valable pour l'ensemble du marché.

Ce plan décrira les actions mises en œuvre pour éviter et réduire les incidences négatives notables de la période de travaux sur l'environnement, ainsi que les moyens de contrôle associés. Il devra a minima intégrer les engagements pris par le maître d'ouvrage en matière de protection de l'environnement

Le Plan de Respect de l'Environnement précisera au moins :

- l'organigramme du personnel en charge de sa mise en application, en explicitant le rôle de chacun,
- les moyens d'information et de formation du personnel des différentes entreprises constituant le groupement ainsi que des sous-traitants et des fournisseurs,
- le matériel et les moyens prévus pour respecter les engagements pris en matière de préservation de l'environnement,
- les modalités de suivi et le cas échéant d'adaptation des mesures prévues (suivi environnemental du chantier).

Le groupement devra également fournir :

- un plan d'organisation et d'intervention qui définira les moyens de prévention et d'intervention mis en œuvre en cas de pollution accidentelle,
- un Schéma d'Organisation et Gestion des Déchets (SOGED) qui :
  - prévoira le tri des déchets de chantier sur le site à un niveau adapté aux exigences des collectivités locales, prestataires locaux de traitement des déchets,… ;
  - anticipera les filières de traitement vers lesquelles seront acheminés les différents déchets à évacuer en fonction de leur typologie, en privilégiant le principe de proximité de manière à limiter les distances à parcourir.

3.1.2. SUIVI ENVIRONNEMENTAL DU CHANTIER

Le groupement d'entreprises en charge de la réalisation des travaux désignera une personne en charge du suivi environnemental du chantier. Cette personne sera l'interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage et le garant de la mise en œuvre des mesures décrites dans le PRE.

Elle veillera à ce titre :

- au respect des engagements pris par le groupement dans le PRE (qui doivent a minima reprendre ceux du maître d'ouvrage) et des prescriptions figurant dans l'arrêté préfectoral autorisant la mise en œuvre du projet ;
- à la tenue des différents registres de suivi : matériaux exportés, entretien et maintenance des dispositifs mis en place, volumes prélevés lors des opérations de rabattement de nappe, gestion des déchets,…

3.2. MESURES DE SUIVI EN PHASE D'EXPLOITATION

En ce qui concerne les rejets du système de traitement, les paramètres à surveiller a minima et les fréquences minimales des mesures associées, en vue de s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages de traitement sont précisés dans le tableau suivant (dispositions de l'arrêté du 21 juillet 2015) :

Paramètres	Fréquences annuelles de contrôle en entrée de station	Fréquences annuelles de contrôle en sortie de station
Débit	365	365
pH	52	52
MES	52	52
DCO	52	52
DBO_5	24	24
NH_4^+	12	12
NTK	12	12
NO_2^-	12	12
NO_3^-	12	12
Ptotal	12	12
Température de sortie	-	52
Quantité de matières sèches boues produites	-	52
Siccité	-	52

Tableau 3 : Fréquences des mesures et analyses à réaliser a minima en entrée et sortie de la station d'épuration

En ce qui concerne les eaux pluviales de voiries collectées sur le site de la station d'épuration, les mesures de suivi retenues portent sur la mise en œuvre d'un entretien régulier des dispositifs de traitement et d'un contrôle annuel de leur bon fonctionnement.

Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine

Demande d'examen au cas par cas

Annexe 10 - Note relative à l'évaluation des niveaux de rejet

septembre 2026

Référence document : SC/25.171/V0
Indice de révision : V0 - Statut : Provisoire

NOTE TECHNIQUE

THONON agglomération

Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine

Note relative à l'évaluation des niveaux de rejet



juillet 2026

SAGE environnement

12 Avenue du Pré de Challes – Parc des Glaisins
ANNECY LE VIEUX – 74 940 ANNECY
☎ 04 50 64 06 14 🖷 04 50 64 08 73
@ : sage.annecy@sage-environnement.fr
ⓘ : www.sage-environnement.com

Référence document : SC/25.171/V0
Indice de révision : V50 - Statut : Provisoire

Fiche document :

Informations :

Client / Maître d'ouvrage :	Thonon Agglomération
Contact – Coordonnées :	Thonon Agglomération 2, place de l'Hôtel de Ville BP 80114 74207 Thonon-les-Bains Cedex

Numéro dossier SAGE :	25.171
Responsable :	Sandrine Chabault
Assistant(e)s :	
Relecteur :	
Titre :	Construction de la nouvelle station d'épuration de Douvaine
Sous titre – objet :	Note relative à l'évaluation des niveaux de rejet
Catégorie document :	Note technique
Mots clés :	Station d'épuration, Haute-Savoie
Statut document :	Provisoire
Indice de révision :	V50
Référence document :	SC/25.171/V0
Confidentialité :	
Fichier :	Evaluation des niveaux de rejet.docx
Date :	07/07/2026
Nombre de pages :	11

Historique des versions et révisions :

Indice révision	Date	Détails – modifications	Resp.
0	05/01/2026	Version initiale	Sandrine Chabault

SAGE environnement

12 Avenue du Pré de Challes – Parc des Glaisins
ANNECY LE VIEUX – 74 940 ANNECY
☎ 04 50 64 06 14 🖷 04 50 64 08 73
@ : sage.annecy@sage-environnement.fr
ⓘ : www.sage-environnement.com

TABLE DES MATIERES

I. Présentation succincte du projet 4
I.1 Charges hydrauliques et polluantes actuellement reçues 5
I.2 Charges hydrauliques et polluantes à traiter en situation future 5
II. Contexte hydrographique 7
II.1 Généralités 7
II.2 Masses d'eau et objectifs 7
III. Définition des performances épuratoires 9
III.1 Prescriptions de l'arrêté du 21 juillet 2015 9
III.2 Règles définies par la Directive européenne sur les Eaux Résiduaires Urbaines révisée (DERU 2) 10
III.3 Niveau de rejet imposé par le respect de l'objectif de bon état des eaux réceptrices - Plan d'Action de la CIPEL 10
III.4 Niveau de rejet proposé 11

TABLEAUX

Tableau 1 : Objectifs et échéances d'atteinte - SDAGE 2022-2027 8
Tableau 2 : Objectifs Moins Stricts définis pour le Léman 8
Tableau 3 : Performances minimales de traitement imposées aux stations d'épuration de capacité comprise entre 10 000 et 100 000 équivalents-habitants dont le rejet s'effectue en zone sensible. 9
Tableau 4 : Prescriptions relatives aux rejets provenant des stations d'épuration des eaux résiduaires urbaines de capacité comprise entre 10 000 et 150 000 équivalents-habitants 10
Tableau 5 : Niveau de rejet proposé pour la future station d'épuration de Douvaine 11

FIGURES

Figure 1 : Le territoire de Thonon Agglomération 4
Figure 2 : Charges hydrauliques et polluantes actuellement reçues par la station d'épuration de Douvaine (document IRH Ingénieur Conseil) 5
Figure 3 : Bassin versant du Léman et du Rhône aval jusqu'à la frontière franco-suisse (source : CIPEL) 7

I. Présentation succincte du projet

Créée le 1er janvier 2017, Thonon Agglomération est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) né du regroupement des Communautés de communes du Bas-Chablais et des Collines du Léman, avec extension à la ville de Thonon-les-Bains et intégration du SYMASOL (Syndicat Mixte des Affluents du Sud-Ouest Lémanique).

Cette structure intercommunale associe 25 communes réparties sur plus de 250 km², de la Métropole Genevoise à Thonon-les-Bains, sa ville-centre.



Figure 1 : Le territoire de Thonon Agglomération

Cette intercommunalité est compétente en matière de collecte, de transport et de traitement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire. Elle est à ce titre maître d'ouvrage du système d'assainissement de Douvaine qui assure la collecte et le traitement des effluents de 13 communes : Ballaison, Bons en Chablais, Chens-sur-Léman, Douvaine, Excenevex, Massongy, Messery, Nernier, Loisin, Sciez, Veigy-Foncenex, Yvoire, et les communes Suisse de Veigy et Hermance, par convention.

Mise en service en 1997, l'actuelle station d'épuration de Douvaine, implantée sur la commune éponyme, dispose d'une capacité nominale de traitement de 45 000 équivalents habitants, soit 2 700 kg DBO_5/j.

Elle est de type lit bactérien avec filtration tertiaire. Sa dernière extension a été réalisée en 2016.

Le rejet des eaux traitées s'effectue dans le lac Léman au droit de la commune de Chens-sur-Léman, via un émissaire de 3,15 km.

I.1 CHARGES HYDRAULIQUES ET POLLUANTES ACTUELLEMENT REÇUES

Les charges actuellement reçues sur la station d'épuration ont été évaluées à partir des données d'autosurveillance (percentile 95 sur la période 2017-2021). Elles sont synthétisées dans le tableau ci-après.

Paramètre	Unité	Charges actuelles (2017-2021)			
Charges Hydrauliques		**Temps sec**		**Temps de pluie**	
		Nappe basse	**Nappe haute**	**Nappe basse**	**Nappe haute**
Volume sanitaire	m^3/j	3800	3800	3800	3800
Volume d'ECP	m^3/j	3700	5500	3700	5500
Volume d'eaux pluviales	m^3/j		-	4000	5400
Volume journalier	**m^3/j**	**7 500**	**9 300**	**11 500**	**14 700**
Débit moyen *(volume journalier /24)*	m^3/h	313	388	479	613
Coefficient de pointe de temps sec		1,9	1,9	-	-
Débit de pointe de temps sec	m^3/h	450	525	-	-
Débit de pointe de temps de pluie	m^3/h	-	-	1000	1000
Charges polluantes		**Temps sec**		**Temps de pluie**	
DBO_5	kg/j	1 944		2 385	
DCO	kg/j	4 570		5 802	
MES	kg/j	2 402		3 634	
Ntk	kg/j	467		519	
Pt	kg/j	53		61	
EH	EH	**32 400**		**39 750**	

Tableau 1 : Charges hydrauliques et polluantes actuellement reçues par la station d'épuration de Douvaine (document IRH Ingénieur Conseil)

I.2 CHARGES HYDRAULIQUES ET POLLUANTES A TRAITER EN SITUATION FUTURE

Les futures installations seront dimensionnées en tenant compte des charges hydrauliques et polluantes attendues à **l'horizon 2060**.

Ces charges sont évaluées en considérant :

- Le raccordement de 355 habitants, actuellement raccordés à des installations d'assainissement non collectif,
- Une croissance démographique moyenne de 1,36 %/an, calquée sur celle prévue par le PLUi-HM de Thonon Agglomération pour la période 2025-2036 et extrapolée jusqu'en 2060, soit 2 969 habitants permanents supplémentaires à cet horizon,
- Un développement de l'hébergement non-marchand (résidences secondaires), calqué sur les hypothèses du PLUi-HM de Thonon-Agglomération pour la période 2025-2036 et extrapolée jusqu'en 2060, soit 3 261 habitants saisonniers supplémentaires à cet horizon,
- Le développement d'activités à l'origine d'effluents domestiques et assimilés, avec :
  - L'extension de plusieurs zones d'activités d'économiques occasionnant une charge prévisionnelle supplémentaire de 365 équivalents-habitants,
  - La construction d'un lycée général et technologique, représentant une charge supplémentaire d'environ 500 équivalents-habitants,

- La construction d'un complexe sportif comprenant une piscine et un gymnase et représentant une charge supplémentaire de l'ordre de 215 équivalents-habitants par jour,
- La mise en œuvre des travaux prévus par le schéma directeur d'assainissement pour réduire les volumes d'eaux claires parasites permanente, avec application d'un facteur d'efficacité de 50% sur les gains estimés,
- Le maintien des survolumes de temps de pluie à leur niveau estimé à partir des données d'autosurveillance.

Sur ces bases, les charges futures sont évaluées comme suit :

	Unité	Actuel	2030	2045	2060
Population permanente et touristique raccordée	Habitants raccordés	33 459	41 400	54 885	71 400
	EH	32 400	**40 341**	**53 826**	**70 341**
	m^3/j d'EU	3 800	4 793	6 457	8 505
Industriels	EH	Compris dans charges actuelles	**+365 EH**		
	m^3/j d'EU		+46 m^3 EU/j		
Lycée, piscine et salle multisport	EH	-	**+715 EH**		
	m^3/j d'EU		+90 m^3 EU/j		
Convention de raccordement des communes Suisses	EH	-	**+360 EH**		
	m^3/j d'EU		+45 m^3 EU/j		
ECP	m^3/j d'ECP Nappe basse / nappe haute	3700 / 5500	2854 / 4654		
Eaux Pluviales	m^3/j d'EP Nappe basse / nappe haute	4000 / 5400	4000 / 5400		
Total station d'épuration Douvaine	EH temps sec	**32 400**	**41 781**	**55 266**	**71 781**
	EH temps de pluie	**39 750**	**49 131**	**62 616**	**79 131**
	m^3/j d'EU	3 800	4 973	6 637	8 685
	m^3/j Temps sec Nappe basse / nappe haute	7 500 / 9 300	7 827 / 9 627	9 491 / 11 291	11 539 / 13 339
	m^3/j Temps de pluie Nappe basse / nappe haute	11 500 / 14 700	11 827 / 15 027	13 491 / 16 691	15 539 / 18 739

Tableau 2 : Synthèse des charges à traiter sur la station d'épuration de Douvaine, à court (2030), moyen (2045) et long terme (2060)

II. Contexte hydrographique

En situation actuelle comme en situation future, le rejet des eaux traitées par la station d'épuration de Douvaine s'effectue dans le Léman au droit de la commune de Chens-sur-Léman.

II.1 GENERALITES

Partagé entre la Suisse et la France, le Léman est le plus grand lac d'Europe occidentale. Il est composé de deux bassins : le Grand Lac (à l'est), fruit d'un plissement tectonique, et le Petit Lac (à l'ouest), résultant du retrait du glacier du Rhône après la dernière période glaciaire.

D'une longueur de 72,3 km et d'une largeur maximale de 13,8 km, le lac s'étend sur une superficie totale de 580,1 km^2, à une altitude de l'ordre de 372 mNGF.

Il draine un bassin versant de 7 419 km^2 (hors lac) et est principalement alimenté par le Rhône dont le débit moyen annuel s'établit à 183 m^3/s en amont (Porte du Scex) et 250 m^3/s en aval (Genève). Le temps de séjour théorique des eaux est ainsi estimé à 11,3 ans.



Tableau 3 : Bassin versant du Léman et du Rhône aval jusqu'à la frontière franco-suisse (source : CIPEL)

II.2 MASSES D'EAU ET OBJECTIFS

Le Léman est référencé sous le code de masse d'eau FRDL65.

Le SDAGE 2022-2027 précise les objectifs retenus et l'échéance d'atteinte de ces objectifs pour cette masse d'eau :

Intitulé	Statut	Code	Etat écologique		Etat chimique		
			Objectif	Echéance	Objectif	Sans ubiquiste	Avec ubiquiste
Le Léman	MEN	FRDL65	OMS	2027	Bon état	2015	2015

MEN : Masse d'Eau Naturelle OMS : Objectif Moins Strict

Tableau 4 : Objectifs et échéances d'atteinte - SDAGE 2022-2027

En raison de la faisabilité technique et de coûts disproportionnés, des objectifs moins stricts (OMS) sont retenus pour certains paramètres de l'état écologique. Ces objectifs sont déclinés comme suit :

Code	Nom	Eléments de qualité ou paramètres	Objectif d'état visé en 2027
FRDL65	Le Léman	Concentration en nutriments Ichtyofaune	Moyen Moyen

Tableau 5 : Objectifs Moins Stricts définis pour le Léman

III. Définition des performances épuratoires

Les performances de traitement de la future station d'épuration de Douvaine doivent être au minimum conformes :

- aux prescriptions de l'arrêté du 21 juillet 2015 ;
- aux règles définies par la Directive européenne sur les Eaux Résiduaires Urbaines révisée (dite « DERU 2 ») ;
- ou, si la protection du milieu récepteur l'exige, à des valeurs plus contraignantes permettant de respecter l'objectif de qualité fixé.

Les performances retenues doivent en outre permettre le respect du principe de non-dégradation des milieux aquatiques prévu par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE).

III.1 PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE DU 21 JUILLET 2015

L'article 7 de l'arrêté du 21 juillet 2015 indique que les stations sont dimensionnées de façon à traiter l'ensemble des eaux usées reçues et respecter les niveaux de rejet prévus à l'annexe 3, **pour un volume journalier d'eaux usées reçues inférieur ou égal au débit de référence.**

L'article 14 de l'arrêté précise : « **Le traitement doit au minimum permettre d'atteindre, pour un volume journalier entrant inférieur ou égal au débit de référence** et hors situations inhabituelles décrites à l'article 2, **les rendements ou les concentrations figurant en annexe.** »

Enfin, l'article 22-II précise que **les rejets au droit du déversoir en tête de station et des by-pass en cours de traitement « sont pris en compte pour statuer sur la conformité de la station de traitement des eaux usées, tant que le débit en entrée de la station est inférieur au débit de référence de l'installation.** »

Les normes minimales imposées aux stations d'épuration, d'une capacité comprise entre 10 000 et 100 000 équivalents-habitants, dont le rejet s'effectue en zones sensibles à l'eutrophisation sont les suivantes :

Paramètres	Concentration maximale en moyenne journalière	Rendement minimum en moyenne journalière	Concentration rédhibitoire en moyenne journalière
DBO_5	25 mg/l	80%	50 mg/l
DCO	125 mg/l	75%	250 mg/l
MES	35 mg/l	90%	85 mg/l
NGL	15 mg/l	70%	-
Ptotal	2 mg/l	80%	-

Tableau 6 : Performances minimales de traitement imposées aux stations d'épuration de capacité comprise entre 10 000 et 100 000 équivalents-habitants dont le rejet s'effectue en zone sensible.

Ces valeurs se réfèrent aux méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté.

Ces performances doivent être respectées en concentration **ou** rendement.

III.2 REGLES DEFINIES PAR LA DIRECTIVE EUROPEENNE SUR LES EAUX RESIDUAIRES URBAINES REVISEE (DERU 2)

La nouvelle Directive européenne sur les Eaux Résiduaires Urbaines, dite « DERU 2 », a été publiée au « Journal officiel de l'Union européenne » le 12 décembre 2024, pour une entrée en vigueur le 1er janvier 2025.

Les normes proposées par ce texte pour les stations d'épuration de capacité supérieure ou égale à 150 000 EH sont les suivantes :

Paramètres	Concentration maximale en moyenne journalière	Rendement minimum en moyenne journalière
DBO_5	25 mg/l	70-90%
DCO	125 mg/l	75%
MES	35 mg/l	90%
NGL	10 mg/l	80%
Ptotal	0,7 mg/l	87,5%

Tableau 7 : Prescriptions relatives aux rejets provenant des stations d'épuration des eaux résiduaires urbaines de capacité comprise entre 10 000 et 150 000 équivalents-habitants.

Ces performances doivent être respectées en concentration **ou** rendement.

III.3 NIVEAU DE REJET IMPOSE PAR LE RESPECT DE L'OBJECTIF DE BON ETAT DES EAUX RECEPTRICES – PLAN D'ACTION DE LA CIPEL

Le Plan d'Action de la Commission Internationale pour la Protection des Eaux du Léman (CIPEL) fixe, pour la période 2021-2030, les orientations stratégiques et les objectifs à atteindre pour garantir la préservation et la restauration de la qualité des milieux aquatiques sur le bassin lémanique. Il identifie les actions à mettre en œuvre par l'ensemble des acteurs de l'eau du territoire pour l'atteinte de ces objectifs. Ce plan s'articule autour de trois axes stratégiques :

- **Axe 1 :** Garantir la ressource en eau tout en maîtrisant les impacts des usages du lac,
- **Axe 2 :** Poursuivre l'amélioration de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques,
- **Axe 3 :** Susciter des stratégies d'adaptation au changement climatique.

29 actions sont proposées pour atteindre les objectifs fixés par le plan dont 21 techniques. Parmi ces 21 actions figure l'action suivante :

- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de maîtrise des apports de phosphore au lac.

Le phosphore étant l'élément nutritif maîtrisable pouvant jouer le rôle de facteur limitant de la production des algues de pleine eau (phytoplanctoniques), il a, depuis les origines de la CIPEL, fait l'objet d'une lutte incessante visant à en limiter les apports de toutes origines. Des efforts importants ont été réalisés et des résultats indéniables obtenus. Toutefois, la concentration en phosphore dans les eaux du lac est encore trop élevée et provoque des poussées phytoplanctoniques avec notamment des proliférations d'algues filamenteuses. Ce type d'événements peut occasionner des gênes parfois importantes pour les principaux usages du lac (pêche, eau de boisson, baignade).

La concentration objectif de 20 µg P/l définie par le plan d'action 2001 - 2010 a été atteinte. En effet, en 2024, la concentration moyenne annuelle pondérée en phosphore total estimée sur l'ensemble du grand lac était de 15,6 µg P/l.

L'objectif retenu par la CIPEL est une fourchette allant de 10 µg P/l à 15 µg P/l. L'objectif à long terme doit être plus faible que 15 µg P/L pour limiter tout risque de production algale excessive. Cette concentration devrait permettre d'assurer :

- La production d'eau potable à partir de l'eau du Léman,
- Un peuplement piscicole de qualité dominé par des poissons « nobles » (corégones/"féra", truites, ombles chevaliers), se reproduisant naturellement,
- La pratique des activités de loisirs et touristiques, dont la baignade,
- Des concentrations en oxygène suffisantes dans les zones profondes, permettant d'éviter le relargage du phosphore des sédiments et d'assurer la présence des invertébrés (vers, insectes, crustacés, mollusques), éléments de la chaîne alimentaire.

On note que **les préconisations de la CIPEL du plan d'action 2011-2020 concernant l'atteinte d'un rendement moyen annuel d'élimination du phosphore de 90% pour les stations d'épuration existantes et de 95% pour les renouvellements de station sont maintenus au plan d'action 2021-2030**. En effet le bilan du plan d'action 2011-2020 indique que ce dernier appelle à « ***poursuivre, voire intensifier, le contrôle des apports au lac, qu'il s'agisse de nutriments ou de micropolluants****, à maintenir les efforts de surveillance à un niveau élevé, et à poursuivre le développement des connaissances sur les processus à l'œuvre dans le lac* » (page 12 à 17 du plan d'action CIPEL 2021-2030).

III.4 NIVEAU DE REJET PROPOSE

L'arrêté préfectoral n°2013161-0052 du 10 juin 2013 renouvelant l'autorisation d'exploitation, au titre de l'article L.214-1 du code de l'environnement, de la station d'épuration des eaux usées de l'agglomération d'assainissement de Douvaine, précise au point 5.2. que « *Le système de traitement doit être conçu pour assurer le traitement des effluents en respectant les valeurs limites en concentration ou en rendement épuratoire du rejet (sur échantillon moyen journalier non filtré, non décanté) figurant dans le tableau suivant :* »

Paramètres	Concentration maximale	Rendement minimal
DBO_5	22 mg/l	85%
DCO	80 mg/l	75%
MES	18 mg/l	95%
NTK(*)	40 mg/l	-
Ptotal(**)	1 mg/l	95%

(*) Pour une température de l'effluent dans le réacteur biologique supérieure ou égale à 12°C

(**) En moyenne annuelle

Tableau 8 : Niveau de rejet imposé par l'arrêté préfectoral n°2013161-0052 du 10 juin 2013

A l'appui des éléments précédents et des données relatives aux performances raisonnablement atteignables, les niveaux de rejet suivants peuvent être envisagés :

Paramètres	Concentration maximale	Rendement	Origine de la valeur
DBO_5	22 mg/l	85%	Arrêté préfectoral du 10 juin 2013
DCO	80 mg/l	75%	Arrêté préfectoral du 10 juin 2013
MES	18 mg/l	95%	Arrêté préfectoral du 10 juin 2013
NGL	10 mg/l	80%	DERU 2
Ptotal	0,7 mg/l	95%	DERU 2 et plan d'action CIPEL

Tableau 9 : Niveau de rejet proposé pour la future station d'épuration de Douvaine

Ces normes concernent des échantillons moyens journaliers, non filtrés, non décantés. Elles doivent être respectées en concentration **ou** rendement.

Construction d'une nouvelle station d'épuration de Douvaine

Déclaration d'intention,
Articles L.121-18 et R.121-25 du Code de l'environnement

Décision n°2026-ARA-KKP-6653-N20726 de l'Autorité chargée de l'examen au cas par cas

octobre 2026

Référence document : SC/25.171/V2
Indice de révision : V2 - Statut : Définitif

PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES

Liberté
Égalité
Fraternité

Préfet de région

Décision de l'Autorité chargée de l'examen au cas par cas sur le projet dénommé « Construction de la nouvelle station d'épuration » sur la commune de Douvaine (département de la Haute-Savoie)

Décision n° 2026-ARA-KKP-6653-N20726

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2026-132 du 19 mai 2026 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes portant délégation de signature en matière d'administration générale, d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur à M. Olivier David, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2026-047 du 20 mai 2026 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'administration générale ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2026-ARA-KKP-6653-N20726, déposée complète par THONON Agglomeration le 6 août 2026, et publiée sur Internet ;

Vu la saisine de la direction départementale des territoires de la Haute-Savoie en date du 6 août 2026 ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 11 août 2026 ;

Considérant que le projet consiste en la construction d'unités de traitement des eaux usées, de traitement des boues et de méthanisation, ainsi que de divers bâtiments / aménagements liés à ces unités sur les parcelles D n° 1250, 1252, 1254 et 2614, sur la commune de Douvaine (74) ;

Considérant que le projet prévoit la démolition des ouvrages de la station existante, à l'exception du bassin d'orage de 800 m³ (construit en 2016) et du bâtiment principal, qui sera réhabilité en bâtiment d'exploitation et d'accueil ;

Considérant que le projet prévoit l'installation d'une nouvelle unité d'une capacité de 73 000 équivalents-habitants (EH) avec un volume journalier maximal de 11 400 m³/j et un débit de pointe de 1 280 m³/h sur une emprise d'environ 4 ha limitrophe du site existant ;

Considérant que les aménagements suivants sont prévus :
- une unité de traitement des eaux usées comprenant un bâtiment de prétraitement[1], décantation, traitement biologique, traitement tertiaire par filtration et de comptage des eaux usées traitées ;
- une unité de traitement des boues et de méthanisation comprenant :
  - deux bassins d'aération et de deux clarificateurs constituant le traitement biologique secondaire ;
  - un bâtiment de traitement des boues[2] ;
  - un digesteur ;
  - un gazomètre (stockage du gaz) ;
  - une unité de prétraitement[3] du biogaz ;
  - un poste d'injection de biométhane ;

1 Par dégrillage grossier, dégrillage fin puis dessablage et déshuilage
2 Les résidus solides de l'épuration (boues primaires de décantation et boues biologiques de clarification)
3 Épuration de l'eau, du dioxyde de carbone et des composés corrosifs

- un bâtiment d'exploitation (vestiaire, sanitaires, atelier…) ;
- un bâtiment (optionnel) de traitement quaternaire des eaux usées par charbon actif pour éliminer les micropolluants ;
- un ouvrage (optionnel) de 350 m³ de capacité de stockage destiné à la réutilisation des eaux usées traitées ;
- des réseaux d'acheminement des eaux, de biogaz, d'électricité et de communication ;
- des pistes et voiries du nouveau site ;
- l'évacuation des gravats et des déchets vers des installations spécifiques prévues à cet effet ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique « *24 a) relative aux systèmes de collecte et de traitement des eaux résiduaires ; système d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est d'une capacité inférieure à 150 000 équivalents-habitants et supérieure ou égale à 10 000 équivalents-habitants »* du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que les dimensions précises des installations et les caractéristiques de la gestion de la phase travaux ne sont pas présentées dans le dossier ;

Considérant que le projet :
- prévoit le passage d'une capacité nominale de 45 000 EH à 73 000 EH pour répondre à la croissance démographique de 12 communes (dont deux suisses) à l'horizon 2060, soit une augmentation de plus de 60 % de la charge polluante potentielle à traiter ;
- rejettera ses eaux traitées dans le lac Léman exploité pour la production d'eau destinée à la consommation humaine et pour les activités de baignade et de loisirs ;

Considérant que le dossier ne présente pas la manière dont le projet prend en compte le Sdage[4] Rhône-Méditerrannée 2022-2027, notamment le respect du principe de non dégradation de l'état écologique du lac Léman et l'atteinte du bon état chimique du lac Léman ;

Considérant que les risques sanitaires liés aux rejets, notamment lors de situations de surcharge hydraulique (effluents bruts ou partiellement traités), ne sont pas suffisamment caractérisés notamment en termes de fréquence, de charge microbiologique et de dispersion dans le lac ;

Considérant que le projet se situe à :
- 30 mètres de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « Zones humides et boisements du Genevois »,
- 1,5 km du site Natura 2000 « Marais de Chilly et de Marival[5]»,
- 1,7 km du site Natura 2000 « Lac Léman[6] »
- proximité immédiate du ruisseau des Léchères, réservoir de biodiversité local, ce qui nécessite que l'absence d'interaction ou d'incidences notables avec le site d'implantation soit démontrée ;

Considérant que le diagnostic écologique identifie sur l'emprise du projet des espèces protégées et d'intérêts communautaires dont les travaux pourraient entraîner la destruction de nichées, de perte d'habitats de reproduction et de repos, et de dérangement pour ces espèces ;

Considérant que les incidences olfactives et acoustiques liées à la proximité immédiate de zones résidentielles, combinée à l'augmentation significative de la capacité de traitement, doivent être analysées et faire l'objet le cas échéant de mesures d'évitement, de réduction voire de compensation (mesures ERC) ;

Considérant que le projet prévoit la mise en œuvre d'une unité de méthanisation dont l'analyse des risques accidentels n'est pas approfondie dans le dossier ;

Considérant que le dispositif de réutilisation des eaux usées traitées nécessite une étude approfondie de ses incidences au regard de l'enjeu sanitaire et quantitatif correspondant et que le dossier n'apporte pas d'élément suffisant en la matière ;

4 Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

5 Identifiant FR8201724 (ZSC)

6 Identifiant : FR8202009 (ZSC) et FR8212020 (ZPS)

Considérant que le dossier n'apporte pas d'élément sur la prise en compte de l'impact du changement climatique notamment sur l'évolution du régime hydraulique du lac Léman, de la nappe phréatique, des réseaux de collecte par temps de pluie et des incidences associées en lien avec le projet ;

Concluant que :

- au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de Construction de la nouvelle station d'épuration situé sur la commune de Douvaine est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;

- les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de cette évaluation environnementale sont notamment ceux explicités dans les motivations de la présente décision ;

ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1er : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de Construction de la nouvelle station d'épuration, enregistré sous le n° 2026-ARA-KKP-6653-N20726, présenté par THONON Agglomeration, concernant la commune de Douvaine (74), est soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le

Pour le préfet, par délégation,
Pour le directeur par subdélégation,
le directeur adjoint

Didier BORREL

Voies et délais de recours

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Toutefois, sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

Où adresser votre recours ?

- RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06
Le RAPO doit être déposé via le téléservice de l'évaluation environnementale (sur lequel la demande d'examen au cas par cas a été déposée initialement) accessible à l'adresse suivante : https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03
Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (https://www.telerecours.fr/), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct ; comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06
Le recours gracieux doit être déposé soit par courriel à l'adresse suivante : ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr soit par voie postale à l'adresse susmentionnée

- Recours contentieux

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte relatif à l'autorisation (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).
Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (https://www.telerecours.fr/), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)